



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

NUMÉRO SPÉCIAL - SUPPLÉMENT AU N° 31

7 MARS 1990

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

COMITÉ POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^È INTERNATIONALE)

Le Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) publie à l'intention particulière des militants du PCI, ces extraits des n° 30 et 31 de Combattre pour le Socialisme. Au moment actuel, les prises de position quant au mouvement en cours en Europe de l'est, dans la partie est de l'Allemagne, en URSS, sont d'une importance décisive pour la reconstruction de la IV^e Internationale et la construction de parti ouvrier révolutionnaire dans chaque pays.

UNE PÉRIODE DE LA LUTTE DES CLASSES LONGUE ET TOURMENTÉE

La lutte des classes n'est pas une belle histoire, aux résultats écrits à l'avance, dont les multiples épisodes se termineraient par la victoire des bons sur les méchants. Il ne servirait à rien de cacher à quels obstacles et difficultés se heurtent les prolétariats de l'est de l'Allemagne, de l'Europe de l'est et de l'URSS. Le premier consiste en ce que si les crises de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires, au centre desquelles celle du Kremlin, sont conjointes elles ne sont pas nécessairement synchrones. Le stalinisme, les bureaucraties parasitaires parlent au nom du "socialisme" et ils sont présentés par des campagnes systématiques et intéressées comme parlant au nom du socialisme : cela pèse lourd politiquement sur les ouvriers, la population laborieuse, la jeunesse des pays capitalistes comme des pays où le capital a été exproprié. Une très grande confusion existe parmi elles. L'impérialisme dispose d'importants moyens et de fortes positions (en Allemagne par exemple : de l'Etat bourgeois qu'est la RFA). Il n'est pas un tigre de papier. Aidée par les bureaucraties parasitaires, principalement celles du Kremlin, il combat. La "démocratie", la "liberté" opposées idéologiquement et formellement au totalitarisme, bien réel, stalinien, font partie de ses armes politiques. Et surtout : la crise de la Quatrième Internationale, la politique révisionniste de la direction du PCI et de IV^{ème} Internationale-CIR, concourt à ce que ne se construise dans aucun pays d'Europe de Parti Ouvrier Révolutionnaire.

Le prolétariat en est réduit à agir et à combattre empiriquement et dans une grande confusion politique. Il ne dispose que de son instinct de classe et de son expérience.

Mais, bien que n'étant pas synchrones à la crise des bureaucraties parasitaires, dont celle du Kremlin, la crise de l'impérialisme est bien réelle. Le mode de production capitaliste (y compris en RFA) est pourri jusque dans ses fondements. Il se peut que la situation actuelle dans les pays capitalistes se prolonge plus ou moins durablement. Il se peut qu'à court terme l'économie capitaliste se disloque. Une intense activité diplomatique est en cours. Les 2 et 3 décembre, Busch et Gorbatchev vont se rencontrer en Méditerranée. Ils peaufineront la politique que l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin entendent suivre à l'est de l'Allemagne, en Europe de l'est, en URSS. Pourtant, quels que soient les avantages que l'impérialisme tirera de cette politique, l'essentiel ne peut être réglé rapidement à son profit, le mouvement des masses se poursuivra sans pouvoir non plus, faute de partis révolutionnaires, se conclure par une victoire décisive et définitive du prolétariat.

Une longue période de luttes des classes confuses et non décisives est donc inévitable, à l'ouest comme à l'est de l'Europe, au cours de laquelle devront être construits, dans chaque pays les partis révolutionnaires et reconstruite la IV^{ème} Internationale. Ce sont les conditions de la victoire finale.

ADDITIF

Depuis que cet article a été écrit, les événements se sont encore accélérés. En Bulgarie : le 20 novembre 50 000 manifestants à Sofia, ils ont exigé les libertés démocratiques, "des élections libres", un syndicat étudiant indépendant du pouvoir. Todor Jivkov a été mis en accusation par la nouvelle direction du PLB.

En Tchécoslovaquie, après une semaine de manifestations de plus en plus massives, le 24 novembre la direction du PCT a démissionné en bloc, sept membres du Bureau Politique ont démissionné en bloc, parmi eux figurent tous les responsables liés à l'écrasement du mouvement de 1968. Le nouveau secrétaire général du PCT, Karel Urbanek, a convoqué un

nouveau C.C. qui doit décider de nouveaux limogeages et de la convocation d'un congrès extraordinaire pour le 26 janvier. Le lundi 27 novembre, la grève générale de 2 heures à laquelle les dirigeants de l'organisation des étudiants en grève ont appelé a été quasi unanime dans les entreprises. Le "Forum civique" qui regroupe l'ensemble des dirigeants de "l'opposition" a élaboré un programme ultra-moderé : élections libres dans "un délai raisonnable" organisées par le gouvernement ; maintien du pacte de Varsovie ; "économie de marché", etc...

En Hongrie, le référendum du 26 novembre a été une dure défaite pour le gouvernement. Son référendum visait à obtenir, avant tout, l'élection plébiscitaire d'un président de la

République. Le "Forum démocratique" a appelé au boycott de ce référendum. Il n'y a eu que 53 % de votants et sur les votants juste un peu plus de 50% se sont prononcés contre l'élection du président de la République au suffrage universel.

En Allemagne de l'est : la direction du SED a été contrainte de convoquer pour décembre un congrès extraordinaire ; elle a admis que le rôle dirigeant de la RDA du SED ne devait plus figurer dans la constitution ; elle offre a "l'opposition" de participer à une "table ronde". L'événement majeur est cependant la manifestation du lundi 28 novembre à Leipzig : 200 000 manifestants ont exigé l'unité de l'Allemagne et du peuple allemand.

Le chancelier Kohl a formulé son plan en ce qui concerne l'Allemagne de l'est. Suppression dans la constitution de la RDA du rôle dirigeant du SED et élections libres. Ensuite : structure fédérale des "deux Allemagnes", commissions spéciales inter-allemandes dans les domaines de l'économie, des transports, de l'écologie. Enfin, approbation par les citoyens à l'édification d'une Allemagne unie. La RFA et la RDA resteront respectivement dans l'OTAN et le pacte de Varsovie. Autrement dit : maintien des troupes d'occupation. La RDA et

la RFA auront chacune leur politique extérieure et leur armée propre.

Tous les dirigeants des pays impérialistes, les dirigeants actuels des "oppositions" entendent maintenir la présence des troupes de la bureaucratie du Kremlin en Allemagne et en Europe de l'est, gardiennes de "l'ordre" dans ces pays. Ils craignent l'effondrement des Etats construits sous l'égide de la bureaucratie du Kremlin. Pour une raison simple : ils redoutent les développements révolutionnaires en Europe de l'est. Pour la même raison, ils sont contre la réunification de l'Allemagne qui destabiliserait complètement l'Europe de l'est et introduirait une charge explosive en RFA par suite de la réunification du prolétariat allemand. Les peuples d'Europe de l'est sont eux pour : "Dehors les troupes de la bureaucratie du Kremlin", "A bas le pacte de Varsovie", "A bas le COMECOM", "A bas les Etats bureaucratiques". C'est par là que passe la révolution politique. De même la réunification de l'Allemagne, du peuple, du prolétariat allemands est la voie qui mène à la révolution prolétarienne en Allemagne.

(C.P.S. n° 30, page 9 - 02/12/89)

POUR LE DROIT DES PEUPLES AZÉRI ET ARMÉNIEN A DISPOSER D'EUX-MEMES

Une fois encore, en utilisant ses blindés, la bureaucratie du Kremlin tente d'écraser et de noyer dans le sang, le mouvement de tout un peuple. Que veut ce peuple ? Se libérer d'un joug oppressif et spoliateur, arracher son indépendance. Dans la nuit du 19 au 20 janvier, l'armée de la bureaucratie du Kremlin est entrée dans Bakou. Elle a forcé la résistance populaire se dressant contre elle. Des centaines d'Azéris ont été tués. Des mil-

liers ont été blessés. Les destructions sont considérables. Pourtant, le peuple azéri, plus déterminé encore, poursuit sa lutte. Une manifestation regroupant un million d'Azéris, sur une population de 6 millions d'habitants, a suivi l'enterrement d'une partie de ceux que l'armée du Kremlin a assassinés. En réponse au Kremlin, tout un peuple s'est mobilisé.

LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN RESTE LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN

Gorbatchev a, paraît-il, répudié la doctrine Brejnev de la "souveraineté limitée" des pays dits "socialistes", la souveraineté absolue appartenant à la seule bureaucratie du Kremlin. Brejnev avait formulé sa "doctrine" afin de justifier, après coup, les répressions sanglantes : du mouvement révolutionnaire des travailleurs de l'est de l'Allemagne de juin 1953 ; de la révolution hongroise des conseils de novembre 1956 ; du déploiement politique des peuples et du prolétariat de Tchécoslovaquie de 1968. Cette "théorie" préparait de nouvelles interventions armées contre d'éventuelles nouvelles luttes des peuples et des prolétariats de l'Europe de l'est voulant se libérer

de la subordination au Kremlin et du pouvoir de ses bureaucraties satellites. La crise qui déchire la bureaucratie de l'URSS a contraint Gorbatchev à reculer devant le mouvement des peuples en Europe de l'est. Il a lâché du lest et a utilisé des moyens politiques pour tenter que le flot de la révolution n'emporte pas les bureaucraties satellites et ne balaie pas les appareils d'Etat bureaucratiques. En lançant, en Azerbaïdjan, ses forces armées contre le peuple azéri, Gorbatchev montre que la bureaucratie du Kremlin reste la bureaucratie du Kremlin. Il fait sienne la doctrine Brejnev.

LÉNINE ET LE DROIT DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX-MEMES

Au nom du Conseil des Commissaires du peuple, Lénine s'adressait, le 16 décembre 1917, au peuple ukrainien en ces termes :

«Se fondant sur les intérêts de l'unité et de l'union fraternelle des ouvriers et de tous les travailleurs, des masses exploitées dans la lutte pour le socialisme, se fondant sur la reconnaissance de ces principes dans de nombreuses décisions des organismes de la démocratie révolutionnaire des soviets, et spécialement sur les décisions du IIe congrès des soviets de Russie, le Con-

seil des Commissaires du peuple confirme une fois de plus le droit à disposer d'elles-mêmes pour toutes les nations qui étaient opprimées par le tsarisme et par la bourgeoisie grand-russe, y compris le droit de se séparer de la Russie.

Pour ces raisons, nous, Conseil des Commissaires du peuple, nous reconnaissons la République populaire d'Ukraine, nous lui laissons le droit de se séparer entièrement de la Russie, ou de conclure avec la

République de Russie un traité sur des relations fédératives ou des relations semblables.

Tout ce qui touche aux droits nationaux et à l'indépendance nationale du peuple ukrainien, nous le reconnaissons, nous Conseil des Commissaires du peuple, immédiatement, sans restrictions ni conditions.

Nous n'avons pas fait contre la République bourgeoisie de Finlande qui reste encore bourgeoise, un seul geste visant à limiter les droits nationaux et l'indépendance nationale du peuple finlandais ; et nous ne ferons rien qui soit susceptible de limiter l'indépendance d'une nation, quelle qu'elle soit, parmi celles qui faisaient partie ou désirent faire partie de la République de Russie».
(Tome 26 page 378).

NOUVELLE PRISON DES PEUPLES...

Staline a fait de l'URSS une nouvelle prison des peuples, comme l'était l'empire des tsars. Les peuples de l'URSS ont subi l'oppression et la spoliation grand-russes. Certaines Républiques sont devenues des territoires de peuplement russe : 17 % de russes au Turkménistan, 13 % en Ouzbékistan, 40 % en Estonie, 48 % en Lettonie, 15 % en Lituanie. Les Russes monopolisent les positions et situations dominantes et lucratives. Les Républiques ont été découpées arbitrairement. Des peuples entiers (les Tartars de Crimée, les Allemands de la Volga, par exemple) ont été déportés. Staline

a excité les peuples les uns contre les autres. Ainsi, le territoire du Haut Karabakh, peuplé d'Arméniens, a été soumis à l'Azerbaïdjan. Staline superposait les oppressions nationales. Il excitait les peuples les uns contre les autres, développait les inégalités, etc... Dès que la crise de la bureaucratie du Kremlin l'a contraint à desserrer son étreinte sur la société et à assouplir son joug, les revendications nationales ont surgi en URSS. Elles n'ont cessé de s'affirmer et de s'amplifier.

... ET REVENDICATIONS À L'INDÉPENDANCE

En Estonie, en Lettonie, en Lituanie, en Georgie, en Arménie, en Azerbaïdjan, la revendication d'indépendance a surgi. L'ensemble des populations d'origine de ces pays, les PC, les autorités administratives et politiques des Républiques concernées, pourtant dépendants de Moscou et faisant partie de la bureaucratie, ont dû faire écho aux aspirations et aux revendications des peuples opprimés et spoliés. Tout en étant bien décidé à ne pas satisfaire les revendications nationales Gorbatchev et les dirigeants du Kremlin doivent ruser, manœuvrer, tricher, "négocier". En Lituanie, même le PC lituanien s'est déclaré indépendant du PC de l'URSS. Du 11 au 13 janvier, Gorbatchev est allé lui-même dans ce pays, afin de "trouver une solution". En vain : le peuple lituanien, et à sa suite le PC, exige l'indépendance.

appliquer la "perestroïka". Mais les mesures déjà prises, allant dans ce sens, ont désorganisé le fonctionnement antérieur de l'économie : c'est l'impasse économique. La pénurie de tous les produits de consommation s'aggrave. En URSS, les événements de l'Europe de l'est ont un puissant impact. Les antagonismes à l'intérieur de la bureaucratie s'exacerbent. Les grèves des mineurs ont signifié que la classe ouvrière peut à tout moment se mettre en mouvement. Le prestige de Gorbatchev est au plus bas. Il veut avancer la date de convocation du congrès du PC de l'URSS pour bouleverser le Comité Central et casser les résistances à sa politique qui existent dans l'appareil du PC de l'URSS et de l'Etat. La sécession d'une République risque de se répercuter en chaîne et d'en entraîner d'autre. Tout pourrait exploser.

En URSS tout va de mal en pis. Gorbatchev ne parvient pas à

UN COUP MONTÉ

Gorbatchev et la bureaucratie du Kremlin devaient s'efforcer de porter un coup d'arrêt. Il leur fallait un prétexte. La bureaucratie du Kremlin est experte à dresser les peuples les uns contre les autres. La politique de Staline a entassé, de longue date, des barils de poudre. Il a cultivé la haine entre Azéris et Arméniens. Ceux-ci ont chacun de leur côté engagé la lutte pour l'indépendance de leur pays. Mais la situation du Haut-Karabakh, l'importance de l'émigration arménienne à Bakou, se prêtent remarquablement à l'excitation l'un contre l'autre de ces deux peuples. La bureaucratie du Kremlin a soufflé sur les braises de la haine entre ces peuples et sans doute organisé quelques provocations. La presse mondiale a annoncé qu'une véritable guerre était engagée entre les peuples arméniens et azéris, que l'un et l'autre disposaient d'un important armement jusqu'à des hélicoptères. Des armes de guerre, surtout des hélicoptères, ne se trouvent pas chez n'importe quel ferrailleur. Qui a fourni ces armes ?

conflit entre les deux ethnies a désormais atteint le stade d'une guerre ouverte qui, si l'on en croit Moscou, a déjà fait "quelques dizaines de morts", ce week-end, tandis que des milliers d'hommes en armes se dirigeaient hier vers les zones du Haut-Karabakh les plus disputées».

Après plusieurs jours de pogrom anti-arménien, dont les auteurs sont principalement des réfugiés azéris expulsés d'Arménie, démunis de tout, même de toit, et des chômeurs (à Bakou, ils sont 300 000), après l'évacuation de Bakou de tous les Arméniens, les troupes du Kremlin sont entrées dans la ville par la force des armes. La bureaucratie du Kremlin voudrait se présenter en "pacificatrice" et en arbitre, faire croire qu'elle est intervenue pour faire cesser les pogroms et les menaces de guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, alors que c'est elle qui en est responsable. Répression et arrestations ont suivi. Ils témoignent que le Kremlin est intervenu pour : décapiter et écraser le mouvement national, tant en Azerbaïdjan qu'en Arménie ; contraindre les peuples de ces pays à rester sous son joug ; bloquer les processus nationaux en cours en URSS. Très rapidement, l'impérialisme américain et les autres puissances impérialistes ont publiquement approuvé et soutenu l'intervention militaire sanglante de la bureaucratie du Kremlin.

"Libération" du 15 janvier titrait :

«Arméniens et Azéris s'affrontent dans des combats armés. URSS : le Caucase en état de guerre.

A Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, un "pogrom" anti-arménien a suivi, samedi soir, l'annonce du mitraillage d'un village azéri par un hélicoptère non identifié. Le

LE COMBAT SE POURSUIT

La bureaucratie du Kremlin joue gros. Elle n'a pas gagné. Le peuple azéri et le peuple arménien poursuivent le combat. Le Front Populaire n'est pas décapité. En Azerbaïdjan la grève générale continue. La guérilla contre les troupes de la bureaucratie a commencé. En Russie même, la bureaucratie a été obligée de libérer les réservistes qu'elle avait rappelés. Ils ne voulaient pas "servir" en Azerbaïdjan. A Krasnodar, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté le vendredi 19 janvier. Sur leurs banderoles : «*Rendez-nous nos enfants ! Pas de nouvel Afghanistan*». La décision de Gorbatchev, d'intervenir militairement en Azerbaïdjan, est critiquée par une partie de la bureaucratie dite "libérale". Par décision de son "soviet", la petite République du Nakhitchvan, peuplée d'Azéris mais enclavée en Arménie, s'est déclarée indépendante.

en France du Parti Ouvrier Révolutionnaire (et la reconstruction de la IVe Internationale) est tout simplement celle que définissait Lénine. Seul le prolétariat, les masses se soulevant contre l'oppression, la spoliation, l'exploitation, construiront le socialisme. C'est pourquoi le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes doit être respecté.

Retrait inconditionnel des forces armées et répressives du Kremlin d'Azerbaïdjan et d'Arménie.

Droit inconditionnel des peuples d'Azerbaïdjan et d'Arménie de décider de la rupture, ou non, de leurs pays d'avec l'URSS.

La position des militants qui combattent pour la construction

(C.P.S. n° 31 du 27/01/90)

LA NOUVELLE VAGUE : ORIGINE, POLOGNE AOUT 1980

Le mouvement qui se développe en Europe de l'est est un, mais son développement est différencié et particularisé. A son origine, il y a la grève générale d'août 1980 en Pologne et la constitution de la centrale Solidarité. Le 13 décembre 1981, le coup de force de Jaruzelski décrétant l'état de guerre, s'est traduit par l'emprisonnement de milliers et de milliers de militants et le déploiement de la répression. Un coup très dur a été porté au peuple et au prolétariat polonais. Jaruzelski n'a pu les écraser. Le 1er janvier 1983, il a "suspendu l'état de guerre". En mars 1985, Gorbatchev a été élu secrétaire général du PC de l'URSS. Son élection a correspondu à la manifestation publique de la crise qui déchire la bureaucratie du Kremlin. Elle a prélué à la "perestroïka" et à la "glasnost". En septembre 1986, Jaruzelski a décrété l'amnistie. Plus de treize mille détenus ont été libérés. Semi clandestinement Solidarnosc s'est réorganisée, non sans que Walesa sélectionne une direction entièrement sous son contrôle et soumise à l'Eglise, en éliminant de nombreux dirigeants élus en octobre 1981 au seul congrès que Solidarité ait tenu à ce jour.

Le 5 avril 1989 cette direction de Solidarité a signé un accord avec Jaruzelski dont les principales dispositions ont programmé des "élections" aux résultats préfabriqués au moins en ce qui concerne la Diète : le POUP et ses alliés devaient obtenir 65 % des sièges au minimum et "l'opposition" 35 % au maximum. En même temps, l'accord a institué un Sénat comprenant 100 sièges, qui ne dispose que de peu de pouvoir réel, mais dont l'élection n'est pas contingente. Il a créé une présidence de la République qui dispose de pouvoirs considérables. Le président de la République est élu par la Diète et le Sénat réunis. Il était entendu entre les dirigeants du POUP et de Solidarnosc que Jaruzelski deviendrait président de la République.

Politiquement les résultats n'ont pas été ceux qui étaient escomptés. 37 % des électeurs n'ont pas voulu paraître, en votant, ratifier les accords conclus entre la direction de Solidarnosc, aux ordres de l'Eglise, et la direction du POUP représentante de la bureaucratie polonaise soumise au Kremlin. A la Diète aucun des dirigeants du POUP n'a obtenu les 50 %

nécessaires pour être élu au premier tour. Au second tour, ils ne sont pas représentés. Le POUP dispose bien avec ses "alliés" de 65 % des députés à la Diète, mais ses élus sont des seconds couteaux et les élus "alliés" se démarquent de lui autant que possible. Au Sénat sur les 100 sièges, 99 sont revenus aux candidats de Solidarité. Toutes programmées qu'elles aient été ces élections ont été une très dure défaite pour la bureaucratie polonaise : clairement elles ont signifié "dehors le POUP". Une crise politique s'en est suivie. La bureaucratie a fini par accepter un "compromis" : Jaruzelski élu président de la République, la direction du gouvernement est revenue à Mazowiecki, agent de l'Eglise, représentant de Solidarité, tandis que les ministres membres du POUP détiennent des postes clés comme ceux de l'Intérieur et de la Défense.

La défaite politique de la bureaucratie polonaise a accéléré les processus en cours en Hongrie. Depuis 1965 la bureaucratie de Hongrie a engagé ce pays en direction d'une "économie de marché". Elle en a fait un membre très endetté du FMI (17 milliards de dollars). L'ancienne direction du PSOH a été progressivement éliminée. Le 11 février 1989, le "multipartisme" a été autorisé. Le 16 juin une manifestation de 200 000 personnes s'est déroulée lors des obsèques solennelles de Imre Nagy qui a dirigé le gouvernement lors de l'insurrection de novembre 1956 et qui a été exécuté le 16 juin 1958. Le 24 juin les réformateurs ont pris la direction du PSOH. Le 10 septembre le gouvernement hongrois a décidé d'ouvrir la frontière austro-hongroise aux ressortissants de la RDA en "vacances" en Hongrie. Le 7 octobre un congrès extraordinaire du PSOH a décidé que celui-ci s'appellerait désormais PSH et abandonnerait les "principes du centralisme démocratique", de la dictature du prolétariat et de demander son adhésion à la IIe Internationale. Le 23 octobre, la IVe République a été proclamée. Les lois votées du 18 au 20 ont modifié profondément la constitution. Des "élections libres" sont prévues en mars 1990. Le 26 novembre le projet de faire élire le président de la République au suffrage universel avant les élections parlementaires a été battu : 50,07 % des votants se sont prononcés contre alors qu'à l'appel du "Forum démocratique" 47 % des inscrits se sont abstenus. Défaite du gouvernement.

En Bulgarie, des manifestations limitées ont eu lieu. Le 10 novembre Todor Jivkov, au pouvoir depuis 1954, a été éliminé et remplacé à la tête du Parti Communiste Bulgare par M. Petar Mladenov. Le 10 décembre, manifestation à Sofia regroupant 100 000 personnes pour l'accélération des réformes.

Le 11, M. Mladenov s'est engagé à ce que des "élections libres" aient lieu en mai 1990 et à supprimer dans la constitution l'article stipulant que la République populaire bulgare est dirigée par le PCB.

DE L'EST DE L'ALLEMAGNE À LA ROUMANIE

C'est dans la partie est de l'Allemagne que le mouvement des masses a pris une fantastique ampleur. L'article publié dans le n° 30, dernier numéro de CPS, a retracé cette formidable mobilisation, les fantastiques manifestations et les événements qui se sont produits en RDA jusqu'à la manifestation du 28 novembre à Leipzig où 200 000 manifestants ont exigé la réunification de l'Allemagne et du peuple allemand (voir l'article intitulé : *Inconditionnellement pour : la réunification de l'Allemagne et du peuple allemand ; le retrait immédiat des troupes du Kremlin, françaises, anglaises, américaines*). Le 3 décembre, le CC du SED a dénoncé les "abus de pouvoir" et les privilèges qui existaient lorsque Honnecker était au pouvoir. Egor Krenz a renoncé le 6 décembre à la présidence du Conseil d'Etat. Le 7 décembre une première "table ronde" a réuni les représentants du gouvernement et des organisations reconnues de fait. A cette "table ronde" la date des premières "élections libres" a été fixée : le 6 mai 1990. Mais que ce sera-t-il passé d'ici là ? La direction du SED a été complètement renouvelée et restructurée les 8 et 9 décembre au cours du "congrès extraordinaire" du SED. Gregor Gysi, un avocat de 40 ans, est devenu président du parti. Le "parlement" a annulé l'article de la constitution qui attribuait au SED le rôle de dirigeant de la RDA. Il a accepté le "multipartisme politique". La revendication de la réunification de l'Allemagne est de plus en plus reprise dans les manifestations de masse. Des grèves politiques au nombre encore limité et limitées dans le temps, éclatent dans les usines.

Immédiatement la mobilisation et l'action des masses de la partie est de l'Allemagne se sont répercutées en Tchécoslovaquie. CPS a également fait état de la semaine de grande mobilisation de masse jusqu'à la grève générale de deux heures du 2 décembre, grève générale massivement suivie. Le 3

décembre "Forum civique" a rejeté le gouvernement formé par M. Ladislav Marec qui comprenait 16 membres du PCT sur 21 ministres. Les manifestations de masse l'ont contraint à démissionner. Le 10 décembre Marian Calfa, du PCT, nommé premier ministre a formé un gouvernement d'"entente nationale" dont la majorité est composée de non membres du PCT. Ce gouvernement s'est engagé à ce que des "élections libres" aient lieu dans les six mois et à s'orienter vers une "économie de marché". Le 10, Gustav Husak a été contraint de démissionner de la présidence de la République. Le 28 le parlement a élu à sa présidence Alexandre Dubcek et le 29 à la présidence de la République Vaclav Havel. Le pouvoir a décidé de créer 100 nouveaux sièges de députés qui, avant que le "parlement" ne soit renouvelé, sont offerts à "l'opposition", à elle de se les répartir.

Comme on le voit, si le mouvement est un, d'un pays à l'autre ses processus sont donc bien diversifiés ainsi que le sont ses aboutissants immédiats. Les événements qui ont déjà eu lieu et qui vont se poursuivre dans la partie est de l'Allemagne et en Tchécoslovaquie seront finalement déterminants pour tous les pays de l'Europe de l'est et pas seulement pour ces pays. Mais actuellement la pointe politiquement avancée du mouvement général qui bouleverse l'Europe de l'est se situe en Roumanie. Dans la partie est de l'Allemagne et en Tchécoslovaquie jusqu'alors il s'est agi de puissantes actions de masses allant vers la révolution. En Roumanie il y a eu un commencement de guerre civile, des centaines, des milliers de comités, les plus divers, se sont formés. La première phase d'une révolution ouverte a eu lieu. Tous les processus en cours en Europe de l'est en seront influencés et impulsés. La révolution ouverte, les comités ne resteront pas l'apanage des masses roumaines.

LA POLITIQUE DE L'IMPÉRIALISME ET DU KREMLIN

Dans nombre de ses aspects, la politique de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, pour juguler le mouvement des masses et les détourner de leurs propres objectifs, est également diversifiée. Mais elle a une constante : éviter que les appareils des Etats bureaucratiques et si possible des partis stalinien ne soient détruits par la mobilisation et l'action des populations laborieuses, utiliser ces appareils et ces partis pour permettre des transitions réformistes vers la pénétration impérialiste et la restauration capitaliste. Les "oppositions" s'alignent sur cette politique. Aussi s'efforcent-elles de trouver des compromis, d'aboutir à des accords avec ces appareils. L'exemple de la Pologne le démontre à l'évidence. Mais ce qui se passe dans les autres pays de l'Europe de l'est ne le démontre pas moins. En Hongrie "l'opposition" respecte les formes et les rythmes convenus. Dans la partie est de l'Allemagne, "l'opposition" reconnue ne met pas en cause l'existence de la RDA. Elle refuse de combattre pour la réunification de l'Allemagne, de l'est de l'Allemagne et du peuple allemand et pour le retrait des troupes du Kremlin et des troupes françaises, anglaises et américaines qui occupent Berlin ouest et le reste de

l'Allemagne. En Tchécoslovaquie "l'opposition" participe au gouvernement. En devenant président de la République, Vaclav Havel le cautionne. En Bulgarie "l'opposition" accepte les cadres politiques fixés par le pouvoir.

En Roumanie, tout est beaucoup plus difficile. "L'opposition" en est encore à se constituer et à se construire. Le régime de Ceausescu est allé jusqu'au point le plus extrême. La répression sanglante de la Securitate a fait des milliers de morts. Il y a eu commencement de guerre civile et l'ouverture d'une révolution. Pour se faire reconnaître, le gouvernement qui a pris le pouvoir le 22 décembre, doit se présenter comme le gouvernement issu de la révolution. Toutes les couches sociales vouent une haine inextinguible aux apparatchiks confondus avec le "communisme". L'appareil de l'Etat bureaucratique est d'une extrême fragilité. Cependant l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin misent sur cet appareil pour appliquer leur politique.

EN ROUMANIE : POUR UN CONGRES NATIONAL DES COMITÉS

Cette politique, ces compromis, entre les "oppositions" et les appareils des Etats bureaucratiques, sont possibles parce que les uns et les autres ont désormais un dénominateur commun : la restauration capitaliste, l'ouverture à l'impérialisme. Le 29 décembre, par exemple, le "parlement" polonais a renoncé à la formulation de République populaire socialiste de Pologne. Il a adopté la formulation : République de Pologne. Tous les gouvernements des pays de l'Europe de l'est se prononcent désormais pour "l'économie de marché". Tous les partis staliniens changent de nom et abandonnent la référence au "communisme", ou "socialisme", à la "classe ouvrière". Les uns et les autres s'appuient sur le pacte de Varsovie. Ils déclarent ne pas vouloir en sortir. Les masses voient les choses autrement.

Elles veulent : une véritable indépendance nationale et donc le retrait des troupes russes ; la dénonciation du pacte de Varsovie et de tous les accords et traités qui subordonnent leur pays à la bureaucratie du Kremlin.

Elles veulent : les libertés démocratiques ; constituer leurs partis, leurs organisations syndicales.

Elles veulent l'amélioration de leurs conditions de travail et d'existence. Elles ne croient pas un mot des prétendues dissolution des forces répressives spéciales (STASI, milices).

Actuellement dans les pays de l'est de l'Europe, la métaphysique de "La Liberté" a une grande force mystifiante en raison de la haine que les masses vouent aux régimes oppressifs et spoliateurs, totalitaires que la bureaucratie du Kremlin y a construit au nom du "socialisme", et de la haine existant contre les bureaucraties. Mais la dure réalité de ce qui se cache derrière l'ambiguïté du concept de "Liberté" se dégagera nécessairement. Le prolétariat, la population laborieuse, la jeunesse de Pologne et de Hongrie en font déjà la cruelle expérience. En Pologne, depuis le 1er janvier 1990, le gouvernement a mis en application un plan de "redressement économique" concocté avec le FMI. Il prévoit la multiplication des privatisations d'entreprises, la suppression des subventions aux "canards boiteux", la multiplication par cinq de certains prix. Le "redressement économique" pourrait signifier la mise en chô-

mage de 5 millions de travailleurs sur 18 millions. Dès grèves ont lieu dans les mines La masse énorme des petits paysans proteste contre la hausse des prix industriels et le blocage des prix agricoles. Un plan semblable est mis au point en Hongrie. Ce n'est pas pour cela que la masse des ouvriers, des paysans, des jeunes des pays de l'est de l'Europe se battent. Les contradictions entre la politique des agents, de facto, des puissances impérialistes, des idéologues de "La Liberté" abstraite et de la restauration capitaliste, et les besoins et aspiration des masses, ne peuvent manquer d'éclater.

Les prolétariats et les masses exploitées des pays de l'Europe de l'est souffrent de l'absence de partis ouvriers révolutionnaires, fondés sur un programme qui unisse les revendications démocratiques, les revendications nationales, à celles propres aux populations laborieuses : pouvoir d'achat, lutte contre le chômage, conditions de travail et d'existence, etc... jusqu'au contrôle ouvrier de la production et de la répartition et qui mettent ce programme en application dans la pratique politique quotidienne. Mais un tel programme exige une réponse politique à la question : quel gouvernement, quel pouvoir ? Au moment présent les masses des pays de l'Europe de l'est exigent des élections réellement libres et démocratiques. Tout parti révolutionnaire doit soutenir cette revendication. Mais la révolution roumaine a fait surgir dans le combat des milliers de comités. Ils sont divers et sans aucun doute hétérogènes, mais ils sont la représentation des masses en lutte. La presse fait le silence sur ces comités. Si le CFSN, qui exerce le pouvoir, ne peut les dissoudre, il espère que chacun de ces comités restera localisé, c'est-à-dire réduit à la quasi impuissance, qu'ils dépériront et pourriront. Puisque ces comités existent, alors un mot d'ordre s'impose : pour la défense et le développement de la révolution, congrès national de ces comités. Le congrès national des comités deviendrait le "parlement" et l'exécutif des masses. Elles disposeraient ainsi de leur propre organe, qui les organiserait et centraliserait nationalement. Une situation de double pouvoir s'établirait. Tel peut être l'apport principal de la révolution roumaine au puissant mouvement de masse qui déferle en Europe de l'est.

(C.P.S. n° 31, pages 23, 24, 25 - 27/01/90)

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"

10 NUMEROS : 70 FFR

NOM : _____ Prénom : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ - LOCALITE : _____

(Ecrire en caractère d'imprimerie. Merci)

Chèque à établir à l'ordre de : Stéphane JUST
Envoyer à : Stéphane JUST - B.P. 154 - 92804 PUTEAUX CEDEX



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

C.P.S. N° 31 - 7 frs

27 JANVIER 1990

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE)

ÉDITORIAL

CRISES POLITIQUES

Le RPR est en crise. L'UDF, regroupement bourgeois hétérogène est déliquescence. Le PS et le PCF sont en crise. La tentation est grande de mettre une sorte de signe égal entre les crises des grands partis qui ont assumé le pouvoir dans le cadre de la Ve République et de conclure : ce sont des expressions diverses de la crise de la Ve République. Une telle façon de procéder ne fait qu'obscurcir ce qu'il s'agit de clarifier.

La Ve République est entrée en crise dès lors que le bonapartisme gaulliste s'est révélé incapable de réaliser le corporatisme : ainsi que le disait De Gaulle « en finir avec le régime des partis » et détruire les syndicats ouvriers. Trois grands événements ont marqué cet échec : la grève générale spontanée de mai 1968 ; la défaite de De Gaulle au référendum du 27 avril 1969 ; l'élection en 1981 à la présidence de la République de François Mitterrand, premier secrétaire du PS, et, à la suite,

l'élection à l'Assemblée Nationale d'une majorité écrasante de députés du PS et du PCF.

Par la grève générale spontanée de mai 1968 la classe ouvrière s'est dressée et elle a posé la question du pouvoir, celle d'un gouvernement de ses organisations politiques, sans ministre bourgeois. Mais cette question est restée sans réponse. Dans et par le référendum du 27 avril 1969, De Gaulle a voulu réaffirmer la vocation corporatiste de la Ve République. Un "non", massif et franc, l'a contraint à démissionner. En 1981, utilisant les moyens électoraux existants dans le cadre de la Ve République, la population laborieuse et la jeunesse ont donné une réponse à la question gouvernementale posée en mai 1968 : elles ont voté pour un gouvernement PS-PCF sans ministre représentant les organisations et partis bourgeois. C'est en partant de là que la crise du RPR, la déliquescence de l'UDF, les crises du PS et du PCF s'expliquent.

AU RPR

Que reproche Charles Pasqua et Philippe Seguin à Chirac et à la direction du RPR ? :

« A quelques semaines de ses assises nationales (le RPR) n'a toujours pas retrouvé la confiance en lui-même et, par conséquent, n'a jamais semblé aussi éloigné de regagner celle des Français. (...) La raison en est simple. Depuis son origine, le mouvement gaulliste a su se distinguer des partis politiques par l'affirmation claire des objectifs sur lesquels il entendait rassembler. Or, il apparaît incapable aujourd'hui de tracer un nouvel objectif, c'est-à-dire une ambition collective à proposer aux Français.

(...) Nous avons, quant à nous, chacun à sa façon, constamment affirmé notre volonté de renouer avec la vocation du Mouvement gaulliste qui est de s'adresser directement au peuple français dans sa diversité et dans son unité pour le convier à s'associer à un grand dessein pour la France ».

Le « grand dessein (gaulliste) pour la France » n'était rien d'autre que, d'une part "l'encamisolement" de la classe ouvrière dans le

corporatisme, de l'autre, tenter de maintenir au premier rang des puissances impérialistes, l'impérialisme français. La classe ouvrière par son action et ses prises de position politiques a fait échouer le corporatisme. Après cinq ans de gouvernement "d'union de la gauche", de gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman-Crépeau et de gouvernement Mitterrand-Fabius-Crépeau, le RPR et l'UDF ont repris la majorité à l'Assemblée Nationale en mars 1986. L'ambition du gouvernement que Chirac a alors constitué était de reprendre le projet corporatiste gaulliste. La défaite que le mouvement étudiant lui a infligée en novembre-décembre 1986 a ruiné cette ambition. Aux élections à la présidence de la République de 1988, au deuxième tour, la population laborieuse et la jeunesse ont voté à nouveau massivement pour Mitterrand afin de battre Chirac, candidat unique de la bourgeoisie à ce second tour. Nouvelle défaite de la bourgeoisie renvoyant à un temps indéfini le "grand dessein" corporatiste. L'origine de la crise du RPR est là.

Quant au "grand dessein national de la France", les événements qui se déroulent dans la partie est de l'Allemagne et en Europe de l'est, font apparaître que les rapports de force relèguent

l'impérialisme français à une deuxième place en Europe et à une nième place dans le monde. Pasqua et Seguin ont raison : le RPR n'a plus de "grand dessein pour la France", mais cela ne tient pas à la personnalité de Chirac ni à son "brain-trust"

actuel ; dans la conjoncture politique actuelle il ne peut plus en avoir.

A L'UDF

Quant à l'UDF, sa constitution fut circonstancielle. Elle s'est formée à la suite de l'élection, en 1974, de Giscard d'Estaing à la présidence de la République. Cette élection ne fut d'ailleurs possible que grâce à la grande trahison de Chirac. Chaban-Delmas était le candidat de l'UDR, regroupement gaulliste d'alors, regroupement d'ailleurs déjà en crise. Chirac et 45 élus de l'UDR appelèrent, dès le premier tour, à voter Giscard d'Estaing. En prime, Chirac fut désigné, par Giscard, premier ministre, poste qu'il occupa pendant deux ans. Ensuite, par "un coup d'Etat" au sein de l'UDR (explique aujourd'hui son organisateur, Pasqua), il s'empara des rênes du regroupement gaulliste qu'il transforma en RPR. L'élection de Giscard dut également beaucoup au PCF qui boycotta selon ses méthodes éprouvées, souterrainement, la candidature de Mitterrand alors officiellement candidat unique de la "gauche". L'UDF n'a

jamais réussi à être autre chose qu'une roue de secours de la Ve République et un cloaque de multiples courants politiques, comme en produit la bourgeoisie française, liés par nécessité électorale. Les défaites successives de Giscard en 1981, de Barre en 1988, les rapports politiques actuels, les abstentions massives de l'électorat UDF aux élections partielles décomposent ce conglomérat.

Abstentions massives et glissement d'une partie de l'électorat du RPR et de l'UDF, au cours des élections partielles, vers le Front National, précipitent la crise du RPR comme la déliquescence de l'UDF, parti et regroupement qui dépendent de la Ve République. Ils ne peuvent exister sans elle. Leurs crises matérialisent celle de la Ve République.

AU PS

La crise du Parti Socialiste est analysée dans ce numéro de CPS. La réduire à une simple conséquence de la crise de la Ve République c'est en réduire singulièrement la portée. En réalité, il s'agit de la crise d'un parti constitué en 1971, occupant la place de la vieille SFIO, morte à la tâche de défense de l'Etat et de la société bourgeoise, qui est déchiré à son tour pour les mêmes raisons : parti dont l'existence dépend de ses rapports avec les masses ; parti qui est lié à la société et à l'Etat bourgeois.

la population laborieuse et de la jeunesse pour François Mitterrand au 2^e tour des élections présidentielles de 1988 et à celui des élections à l'Assemblée Nationale qui ont suivi, où une majorité de députés du PS et du PCF a été à nouveau élue.

En battant Chirac et une partie des députés du RPR et de l'UDF, les grandes masses entendaient, comme en 1981, que le PS et le PCF constituent un gouvernement sans ministre représentants de la bourgeoisie. Mitterrand a formé un gouvernement bourgeois, d'"ouverture au centre", pratiquant une politique de défense des intérêts du capitalisme français au détriment de l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse.

La décadence de la SFIO n'a pas commencé avec la Ve République. Dès 1936, la direction de la SFIO se faisait, sous la III^e République, selon la formule utilisée par Léon Blum la «*gérante honnête et loyale de la société bourgeoise*» et entraînait en crise. L'obligation de clandestinité pendant l'occupation et sous le régime de Vichy lui permettait de se refaire une santé. Immédiatement après la guerre, la SFIO a repris sa fonction de "gérante honnête et loyale" de la société bourgeoise. D'abord dirigée par Daniel Meyer et ensuite par Guy Mollet, de 1944 à 1946 elle a participé aux gouvernements De Gaulle et ensuite, lorsqu'elle ne les dirigeait pas, à la plupart des gouvernements de la IV^e République, de ceux de "troisième force" et de la guerre au Vietnam, à ceux de la guerre d'Algérie. La SFIO est allée de crise en crise. En ouvrant la porte du pouvoir à De Gaulle en 1958, Guy Mollet lui a porté le coup mortel dont elle ne s'est pas relevée, bien que dès janvier 1959 elle ait rejoint "l'opposition". Mitterrand et les dirigeants du PS n'ont donc rien inventé.

La crise actuelle du PS résulte de la conjonction de deux facteurs immédiats :

1) le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson et sa politique sont contradictoires au vote massif de

2) Mitterrand est aujourd'hui libéré de tout souci électoral. Son objectif n'est certainement pas d'obtenir un 3^e mandat. Il donne toute sa mesure de politicien bourgeois qui s'est couvert d'une feuille de vigne "socialiste" tant que, électoralement, cela lui a été nécessaire. Au service des intérêts de la bourgeoisie française, il tente d'occuper une place dans l'histoire. Il prépare à sa manière sa succession : "l'ouverture au centre" n'a été qu'une première approche ; son objectif est de former un gouvernement beaucoup plus ouvert à droite et appuyé sur un parti, un regroupement, un rassemblement dépassant largement à droite "l'ouverture au centre", le PS dut-il éclater. Ce que pourrait être un tel regroupement, la liste de Vigouroux à Marseille en a fourni un exemple, Vigouroux a été exclu du PS mais manifestement il a été soutenu par Mitterrand, Joxe, Fabius et autres. Les candidats à la succession de Mitterrand sont nombreux dans le PS. Mais pour être élu, voire ministrable et, pourquoi pas, président, encore faut-il ne pas se couper de l'électorat populaire traditionnel du PS. Or, c'est précisément le résultat de la politique et de la perspective de Mitterrand et de ses séides dans le PS.

AU PCF

La crise du PCF se nourrit de la politique de soutien ouvert ou plus ou moins masqué, aux gouvernements bourgeois en place et cela depuis des décennies, depuis 1981 en particulier : par-

ticipation au gouvernement de "l'Union de la gauche" jusqu'en juillet 1984 ; fausse opposition aux gouvernements Mitterrand-Fabius-Crépeau, Chirac et maintenant Mitterrand-

Rocard-Durafour-Soisson ; division systématique et dévoiement des mouvements de la classe ouvrière ; manœuvres en tout genre visant à boucher à la classe ouvrière toute perspective gouvernementale conforme à ses intérêts. Mais naturellement la crise du PCF est inséparable de la crise de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil internationale et des bureaucraties satellites.

Les crises du PS et du PCF ne sont pas identifiables à celle du RPR et à la déliquescence de l'UDF. Ce ne sont pas des partis de la Ve République, mêmes s'ils la servent, comme la SFIO et le PCF ont servi les IIIe et IVe Républiques. Le cas échéant, ils sont prêts à servir une VIe République où revivrait le parlementarisme bourgeois classique. A la vérité, il y a contradiction entre la Ve République et le maintien de ces partis, comme il y a contradiction entre la Ve République et des syndicats n'étant pas intégrés à l'Etat, c'est-à-dire détruits. La venue au pouvoir de Mitterrand, l'élection d'une majorité PS-PCF en 1981, ont consacré l'échec du bonapartisme gaulliste. Les élections à la présidence de la République et à l'Assemblée Nationale de 1988 ont frappé à mort l'espoir d'un renouveau

bonapartiste gaulliste né des résultats électoraux de 1986. Le RPR est en crise, l'UDF est déliquescence, parce que la Ve République est en faillite. Le PS, et dans une certaine mesure le PCF, sont en crise parce qu'ils ont soutenu et soutiennent la Ve République, forme actuelle de domination de classe de la bourgeoisie.

La contradiction majeure qui déchire le PS et le PCF provient de leur nature : des partis ouvriers-bourgeois. Ils n'existent et ne peuvent agir politiquement qu'autant qu'ils sont la représentation politique de la classe ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse. Par leurs appareils ils sont liés à la société, à l'Etat bourgeois qu'ils défendent quelle que soit sa forme bonapartiste ou parlementaire. De leur soutien à la société et à l'Etat bourgeois, de leur "gestion honnête et loyale du capitalisme", naissent leurs crises. Ils perdent leurs bases politiques, ainsi que le montre la masse énorme des abstentions aux récentes élections, parmi les électors traditionnels du PS et du PCF, ce qui multiplie la force des crises qui les déchirent.

INQUIÉTUDE

Mais qu'exige cette énorme masse d'abstentionnistes aux élections ? Ce qu'elle exigeait, lorsqu'en 1981 et 1988, elle a voté massivement pour Mitterrand contre Giscard et Chirac et envoyé à l'Assemblée Nationale une majorité de députés du PS et du PCF. Ce qu'exigent toujours ceux qui continuent à voter pour le PS et le PCF : que le PS et le PCF rompent, non seulement avec la Ve République, mais avec la bourgeoisie, qu'ils forment un gouvernement du PS et du PCF sans ministre représentant des organisations et partis bourgeois. Du point de vue des intérêts de l'ensemble de la population laborieuse, la solution positive à la crise de la Ve République n'est pas une VIe République parlementaire, c'est : la République ouvrière et socialiste.

L'encre des plumes des "politologues", journalistes et autres

spécialistes, coulent à flot : ils sont effrayés par la masse des abstentions, par la crise du RPR, la déliquescence de l'UDF, les crises du PS et du PCF. Ils constatent que le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson est un gouvernement fragile. Ils estiment que dans un avenir prévisible, la bourgeoisie ne peut compter mettre en place un autre gouvernement, sinon un gouvernement ressemblant comme un frère ou un cousin au gouvernement actuel. Ils savent que l'équilibre politique présentement vacillant est à la merci d'un puissant mouvement de masse. Le moindre des paradoxes n'est pas, cependant, que le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson puisse se maintenir, vaille que vaille, en poursuivant, au service du capital, l'offensive contre les travailleurs et la jeunesse.

DU POUVOIR D'ACHAT...

Ainsi les comptes peuvent être faits en ce qui concerne les salaires et le pouvoir d'achat des travailleurs pour 1989 en prenant comme point de repère l'application de l'accord salarial conclu en novembre 1988 entre le gouvernement et les dirigeants des fédérations de fonctionnaires (sauf ceux de la CGT). Les dirigeants des fédérations de fonctionnaires l'ont signé en prétendant qu'il rompait avec le calcul en masse des augmentations de salaires et revenait à leur calcul en niveau. Résultat : officiellement les prix ont augmenté de 3,6 % en 1989 ; les salaires des fonctionnaires ont été augmentés de 1,1 % en niveau au 1er mars et de 1,1 % au 1er septembre, et encore est-ce avec un retard considérable sur la hausse des prix. C'est une nouvelle perte de pouvoir d'achat pour les fonctionnaires qui s'ajoute à celle de 10 % (estimation syndicale) que s'était déjà produite entre 1982 et 1988.

Le gouvernement n'en a pas moins calculé l'augmentation des salaires des fonctionnaires en masse. "FO Hebdo" n° 2021 en date du 17 janvier cite :

«La rémunération brute moyenne des fonctionnaires de l'Etat a augmenté de 6,7 % en 1989, ce qui représentera un gain de pouvoir d'achat de 3,3 % le meilleur résultat depuis dix ans». Cette déclaration émanant du service d'information (SID) du premier ministre et divulguée à la presse a fait bondir les fonctionnaires FO».

"FO Hebdo" s'indigne et titre son article :

«Pouvoir d'achat - Calcul en "masse" ou en "niveau" ? Cherchez la grosse ficelle ! "Avancement, promotion, mesures catégorielles, prime de croissance, mesures générales"... mélangez le tout et vous aurez un pouvoir d'achat hors pairs !».

Pourquoi alors les dirigeants FO et les autres ont-ils signé cet accord salarial qui garantissait la baisse du pouvoir d'achat, en "niveau" comme en "masse" d'ailleurs.

... A LA GRILLE DES FONCTIONNAIRES

L'attaque se poursuit par une manœuvre de grande envergure : la tentative de dislocation de la grille unique de la fonction publique. Les fonctionnaires sont classés en quatre grandes catégories dont chacune correspond à des diplômes nationaux : la licence pour la catégorie A, le bac pour la catégorie B, le BEPC ou le CAP pour la catégorie C, la catégorie E ne correspondant pas à des diplômes. Les propositions que le gouvernement a faites, les 9 et 19 janvier, ouvrent des brèches dans la grille unique de la fonction publique :

«Pour la catégorie B (recrutée avec au moins le bac), le ministre de la fonction publique a cherché à rectifier le tir. Michel Durafour avait provoqué un tollé unanime des sept fédérations de fonctionnaires (CFDT, CFTC, CGC, CGT, FEN, autonomes de la FGA et FO) en suggérant de créer une échelle de salaires "hors catégorie" pour les fonctionnaires recrutés à bac + 2. L'expression elle-même était maladroite : tout ce qui prétend échapper à la règle générale provoque des poussées d'urticaire chez les fonctionnaires. Elle a été remplacée par la notion de "classement indiciaire intermédiaire" immédiatement rebaptisé C21 par les négociateurs. Bénéficieraient de ce reclassement les corps de métiers "exigeant une qualification spécifique", notamment les infirmières hospitalières et les surveillants de prison". ("Libération" du 20-21/1/90).

Un pas serait fait vers la suppression de la classification consacrée par un diplôme national et son remplacement par la qualification selon l'emploi. D'autant plus que, parallèlement,

des "discussions" ont lieu en vue de la préparation du projet de loi Quilès sur les PTT, discussions au cours desquelles des propositions seraient faites visant à établir une "grille par fonction".

Les dernières propositions faites par Durafour porteraient la masse des augmentations prévues en 7 ans de 51 milliards à 59. Mais les dirigeants syndicaux constataient le 9 janvier que sur les 51 milliards proposés, 20 couvraient des augmentations déjà accordées et 10 dépendaient du taux de croissance de l'économie capitaliste française. Selon certains calculs, les propositions du 9 janvier correspondaient à une augmentation moyenne de 40 francs par mois au bout de 7 ans. Le supplément accordé le 19 janvier ne peut être, au mieux, qu'un saupoudrage pour faire avaler la sauce, mais qui contient sa dose de poison.

«1,2 milliards de francs (seraient) réservés à un nouvel élément de rémunération, dont chaque ministre pourrait négocier l'attribution à tel ou tel corps de métier de la fonction publique».

Là encore, il s'agit d'ouvrir des brèches dans la grille unique de la fonction publique.

Le gouvernement prépare le projet de loi sur la réforme des PTT qui sera déposé sur la tribune de l'Assemblée Nationale à la session de printemps. Un article de ce numéro de CPS est consacré à ce projet de loi.

A NOUVEAU L'UNIVERSITÉ

L'université est une fois de plus sur le gril. La rentrée universitaire et les mois qui ont suivi, ont été marqués par l'apparition au grand jour de la grande misère des universités : cours surchargés, établissements délabrés, manque d'enseignants, etc, etc... Sont également apparues les misérables conditions de travail, les salaires de misère, les surcharges de travail des "Atos" - en raison de la croissance du nombre des étudiants, des conditions générales d'enseignement dans les universités, de la réduction de leur nombre - Les "Atos" ont engagé d'importants mouvements sur des revendications qui mettaient en cause la politique gouvernementale. Mais ces mouvements ont été disloqués et dirigés sur une orientation qui elle ne mettait pas en cause le gouvernement. Ils ne pouvaient obtenir que leurs revendications soient satisfaites.

Subitement le gouvernement se préoccupe de la situation des universités et du sort des "Atos". En son nom, Lionel Jospin a élaboré "un plan d'urgence" ; 500 millions sont prévus à cet effet. Il s'agirait de la construction de 200 000 m² de locaux supplémentaires, de créer 400 nouveaux postes d'enseignants. Aux 1500 transformations d'emplois des catégories "Atos", déjà prévues par passage de catégorie C en catégorie D, s'en ajouteraient 200 autres. On est loin du compte. En outre, c'est un nouveau moyen que le gouvernement utilise pour avancer vers la dislocation de l'université. Aux questions que lui pose "Le Monde" (13 janvier 1990), Lionel Jospin répond :

«Le gouvernement vient de prendre une décision très importante qui est d'accorder aux collectivités locales la

maîtrise d'ouvrage en matière universitaire avec remboursement possible de la TVA».

Puis il ajoute :

«Ceci dit, je ne pense pas qu'il y ait intérêt, pour le moment, à poser le problème d'un transfert des compétences par un texte de loi complétant les lois de décentralisation».

Le même numéro du "Monde" rapporte :

«Les collectivités locales (...) rappellent que si elles sont prêtes à participer aux investissements nécessaires, elles souhaitent que cet effort s'accompagne d'une extension de leurs compétences à l'enseignement supérieur. Cette position fait l'objet d'un communiqué de l'Association nationale des élus régionaux, qui regroupe les élus de l'opposition (majoritaires dans vingt régions sur vingt-deux). L'ANER écrit que "les régions sont prêtes à ouvrir avec l'Etat des discussions qui porteraient simultanément sur :

- un réel transfert de responsabilité et de compétences en matière universitaire, qui se situe dans la logique de la décentralisation de la formation, notamment pour ce qui concerne la définition des filières et qui ne se limite pas aux seules constructions et remises en état des bâtiments et équipements ;
- le transfert concomitant des moyens financiers indispensables ;
- une plus grande autonomie pour les universités».

ATTAQUE CONTRE LES RETRAITÉS... ET FEU SUR LES ÉMIGRÉS

Le gouvernement suit bien d'autres lignes d'attaques contre les travailleurs et la jeunesse. Exemple : il remet en cause le droit à prendre sa retraite à partir de 60 ans, en refusant de maintenir les subventions qu'il verse aux caisses complémentaires de retraite. En effet : l'accord syndicats-patronat-gouvernement sur le financement de ces caisses vient à échéance le 31 mars. Actuellement, organisations syndicales ouvrières et organisations patronales négocient un nouvel accord. Le gouvernement prétend qu'il appartient aux "partenaires sociaux" de trouver une solution au financement de ces caisses.

Comme aux plus beaux temps de Pasqua, les émigrés sont devenus une des cibles principales du gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson. La presse a souligné qu'au cours de son entretien du 10 décembre avec quatre journalistes sur Antenne II et Europe 1, Mitterrand a repris à son compte la formule du « seuil de tolérance » : « Le seuil de tolérance (du nombre des émigrés) a été atteint dès les années 1970 » a-t-il dit. La référence aux années 1970 est significative : ce sont celles où a commencé la crise récurrente de

l'économie capitaliste. La bourgeoisie française disposait, en conséquence, de suffisamment de main d'œuvre surexploitée. Lorsque les capitalistes ont besoin d'une main d'œuvre surexploitable à merci, aucune limite n'est fixée à l'émigration. Lorsqu'ils en disposent suffisamment, selon leurs besoins : les émigrants n'ont plus le droit de franchir les frontières françaises. La classe ouvrière ne saurait adopter ces vues. Les travailleurs émigrés sont des frères de classe des travailleurs nés en France, ce sont des exploités ou des exploités potentiels. Dès lors, il faut combattre pour qu'ils aient les mêmes droits économiques, sociaux, politiques, de migration, que les travailleurs nés en France.

Il y a une vraie question : celle du chômage. Mais le véritable responsable du chômage, c'est le régime capitaliste. Travailleurs nés en France ou à l'étranger ont à le combattre, à le renverser, à édifier un mode de production sociale fonctionnant pour satisfaire les immenses besoins sociaux des masses populaires.

SUR QUI S'APPUIE LE GOUVERNEMENT MITTERRAND-ROCARD-DURAFOUR-SOISSON

Le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson attaque les travailleurs et les jeunes sur de multiples fronts. Or, pourtant, répétons-le, il est extrêmement fragile. Il subit même la "guérilla" à laquelle se livrent contre lui les députés du PS, "sa base" parlementaire. Pour faire passer un "train de mesures (dites) sociales", il a été contraint d'utiliser l'article 49 ter, contre les députés du PS qui étaient opposés à ces prétendues "mesures sociales". Dans ces conditions, comment se fait-il que ce gouvernement se maintienne, qu'il puisse appliquer sa politique ? Aucun mystère, aucun secret. Il bénéficie du concours de fait, masqué ou ouvert, des dirigeants des centrales syndicales, de la Fédération de l'Éducation Nationale et de leurs appareils.

Les précédents numéros de CPS ont analysé les grands mouvements revendicatifs qui ont eu lieu depuis que le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson est au pouvoir, jusqu'à ceux des impôts, de chez Peugeot, de Saint-Nazaire. La victoire de ces mouvements, arracher les revendications, auraient exigé d'infliger une défaite politique au gouvernement et pour cela que se réalise le Front Unique des organisations syndicales sur cette orientation. Les dirigeants se sont efforcés de disloquer, de diviser les combats, de ne pas engager ces mouvements dans une lutte directe contre le gouvernement, en utilisant, notamment le fait qu'il existe une majorité de députés du PS et du PCF, en appelant à manifester massivement à l'Assemblée Nationale pour exiger que soient satisfaites les revendications. Le prétexte ? Les centrales et organisations syndicales n'auraient pas à s'engager dans une lutte politique contre le gouvernement, à le combattre et à le faire chuter.

En réalité, les dirigeants des centrales syndicales, de la FEN, collaborent étroitement avec le gouvernement Mitterrand-

Rocard-Durafour-Soisson. Les preuves abondent. Relevons quelques unes d'entre elles. La prétendue "revalorisation", selon leurs qualifications, des enseignants, la loi réformant l'enseignement, que le parlement a voté au printemps sont de nouveaux coups portés à l'enseignement public. Le gouvernement a eu besoin de la signature de tous les dirigeants de toutes les directions des syndicats membres de la FEN pour pouvoir élaborer et imposer aux enseignants cette pseudo "revalorisation". Tous ont signé : dirigeants du SNES et d'autres syndicats membres du PCF, proches de la CGT, dirigeants du SNI, de la FEN et d'autres syndicats, proches du PS et qui détiennent la majorité dans la FEN. Alors que la loi réformant l'enseignement public était discutée à l'Assemblée Nationale, la direction de la FEN, les directions de tous ses syndicats ont laissé faire : aucune ne s'est engagée dans une bataille politique pour une manifestation monstre des enseignants de toutes catégories à l'Assemblée Nationale qui aurait exigé des députés du PS et du PCF : rejetez ce projet de loi. Tous les dirigeants des fédérations de fonctionnaires (sauf ceux de la CGT) ont signé l'accord salarial de novembre 1988 mentionné plus haut. Aujourd'hui tous les dirigeants de ces fédérations, y compris ceux de la CGT, participent à la discussion que le gouvernement a organisée pour couvrir son entreprise de dislocation de la grille unique des fonctionnaires, comme ils participent à la discussion qui couvre la préparation du projet de loi qui vise à disloquer les PTT et à mettre en cause, pour les travailleurs de cette administration, le statut de la fonction publique. Les exemples de "participation" à la discussion des plans et objectifs du gouvernement et du patronat, à leur élaboration, voire à leur application, pourraient être multipliés.

LES VŒUX DE MITTERRAND : LA PARTICIPATION

Adressant ses "vœux à la nation" le 31 décembre, Mitterrand a été clair :

« Je forme des vœux pour que de grands chantiers tels que le logement social, la fonction publique, la formation professionnelle, l'application et l'extension des lois

Auroux, la rénovation de l'université et bien d'autres encore reçoivent les concours syndicaux et politiques qu'ils méritent ».

Le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson le

voudrait-il qu'il serait incapable de réaliser ce qu'aucun gouvernement de la Ve République n'a pu réaliser : le corporatisme. Il lui faudrait avoir les moyens de casser les organisations syndicales. Il compte, par contre, encore plus que par le passé, sur la "participation" des directions syndicales, des confédérations, des fédérations, des syndicats, aux multiples organismes de discussion, d'élaboration, de mise en application de la politique anti-ouvrière du gouvernement et du patronat (s'il

en est besoin, ces organismes seront multipliés). Le minimum c'est la caution par la "participation", celle-ci fut-elle "contestataire". Le mieux c'est le "concours" actif. Sans cette caution, sans ce concours, le gouvernement et le patronat seraient incapables d'appliquer leur politique et le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson sombrerait.

UNE POLITIQUE, UNE PERSPECTIVE GOUVERNEMENTALE

Les récents développements politiques en France le confirment : l'obstacle au front unique des organisations ouvrières à l'action de la classe ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse, pour résoudre leurs problèmes, est politique. C'est la volonté bien déterminée des dirigeants et des appareils des syndicats et des partis ouvriers de ne pas rompre avec la bourgeoisie, de ne pas combattre et balayer le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson, de ne pas imposer un gouvernement sans ministre représentant les organisations et partis bourgeois, alors que siège à l'Assemblée Nationale une majorité de députés du PS et du PCF. Mais les contradictions entre les besoins et les aspirations des masses et l'orientation que les dirigeants et les appareils suivent se manifestent dans les crises qui déchirent le PS et le PCF. Les organisations syndicales sont soumises, au fond pour les mêmes raisons, à de non moins violentes contradictions. C'est là le résultat de l'expérience acquise par les travailleurs qui se répercute dans ces organisations. Combien de temps sera-t-il possible aux appareils syndicaux de détourner les travailleurs, lorsqu'ils s'engagent massivement dans un combat, d'aller manifester tous ensemble à l'Assemblée Nationale pour exiger que les députés du PS et du PCF satisfassent leurs revendications ?

L'important est de définir et de mettre en application une politique claire qui s'appuie sur l'expérience des travailleurs et des jeunes et leur ouvre une perspective gouvernementale car ils perçoivent que la satisfaction des revendications, en finir avec le chômage, etc... exigent de balayer le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson et de porter au pouvoir un

autre gouvernement, lequel, à l'étape actuelle, ne pourrait être qu'un gouvernement du PS et du PCF sans ministre représentant des organisations et partis bourgeois. Quelques points de repère peuvent fixer l'axe de cette politique :

- Rupture des organisations ouvrières d'avec la bourgeoisie et son gouvernement actuel, le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson (ce qui signifie, notamment pour les organisations syndicales, qu'elles cessent de "participer") ;
- Front unique, sous le contrôle des travailleurs, des organisations syndicales, pour l'organisation du combat uni et efficace pour les revendications - notamment (mais pas seulement) rattrapage du pouvoir d'achat perdu par les travailleurs depuis 1982 et sa garantie par l'échelle mobile des salaires ;
- Pour un gouvernement du PS et du PCF sans ministre bourgeois. Puisqu'il existe une majorité de députés du PS et du PCF, il faut exiger d'eux qu'ils décident : nous avons la majorité à l'Assemblée Nationale ; nous décrétons qu'elle est souveraine ; nous constituons un gouvernement sans ministre bourgeois qui appliquera la politique dont ont besoin et que veulent les travailleurs et les jeunes.
- Pour imposer aux députés du PS et du PCF cette orientation : manifestation de masse à l'Assemblée Nationale.

Le 24/1/1990

✂

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"

10 NUMEROS : 70 FFR

NOM : _____ Prénom : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ - LOCALITE : _____

(Ecrire en caractère d'imprimerie. Merci)

Chèque à établir à l'ordre de : Stéphane JUST
Envoyer à : Stéphane JUST - B.P. 154 - 92804 PUTEAUX CEDEX

LE PROJET DE LOI QUILES : UN PROJET POUR LE COMPTE DE LA BOURGEOISIE

Depuis plusieurs mois, la réforme des PTT constitue pour Rocard l'un des plus importants "chantiers". Au mois d'avril, un pas décisif devrait être franchi avec le dépôt par le ministre

Quilès, d'un projet de loi réformant les PTT. A l'étape actuelle qu'en est-il de ce projet ?

CE QUE PREVOYAIT PREVOST

On se souvient que Rocard avait demandé à son ami Prévoist un rapport sur les PTT, rapport devant déboucher sur des propositions. C'est au début de l'automne que ce rapport fut rendu public. Au cœur de son projet, il y avait :

- la création de deux établissements publics distincts Postes et Télécommunications gérant de manière distincte leur personnel.
- la remise en cause des salaires liés aux qualifications et à l'ancienneté, l'extension massive de l'intéressement, la mise en concurrence des agents et des services, l'avancement et les mutations au mérite.

La présentation faite par le ministre de ce rapport donnait l'enjeu économique : «*La Poste et les Télécommunications sont deux services publics essentiels pour le développement économique de la France, où les besoins de transmission de l'information sont déterminants. La taille de ces deux secteurs (450 000 agents, 180 milliards de chiffre d'affaires, 85 milliards d'investissements) nécessite la définition d'objectifs clairs, reposant sur une analyse précise des attentes des utilisateurs*» (fiche technique n° 2).

Dans "Télécoms Magazine" (revue indépendante des PTT, à destination des professionnels) d'avril 87, E. Rohde, rédacteur en chef, exprimait parfaitement du point de vue de la bourgeoisie, du moins en ce qui concerne les Télécoms, l'enjeu : «*Tous ces sujets se ramènent, en dernière analyse, à cette seule question : "Comment organiser le partage d'un gigantesque "gâteau" d'une trentaine de milliards de francs et dont la croissance est d'environ 7 % l'an ? "Ce gâteau", c'est la somme des bénéfices de la DGT et des prélèvements réalisés par la loi de finances sur le budget des PTT. C'est la fantastique marge brute d'exploitation des réseaux publics : près de 30 %. La déréglementation, telle qu'elle est engagée en France, c'est d'abord la réorganisation d'un partage financier*».

L'objectif était également politique : remettre en cause le statut des agents des PTT est une pièce essentielle dans les projets de Rocard d'éclatement de la grille de la fonction publique, de remise en cause des droits et garanties des fonctionnaires.

A juste titre, un tract syndical énumérait :

«- La nécessité d'un nouveau statut du personnel est clairement affirmée. Le rapport assure que "les garanties

fondamentales accordées aux fonctionnaires seraient maintenues". Mais il remet d'ores et déjà en cause :

- les mutations : le système actuel représentant un "immense gaspillage"...
- les salaires et l'avancement par la généralisation de l'intéressement, de l'individualisation des salaires...
- le recrutement laissé au bon vouloir des 2 nouvelles entités...

- Les agents auraient le droit de "conserver leur statut actuel dans de bonnes conditions"... mais le recrutement du personnel s'effectuera sous le nouveau statut... Ce qui veut dire que ceux ou celles qui feraient le choix de garder, individuellement, le statut de la fonction publique, verraient leurs perspectives de carrière irrémédiablement compromises : qui s'occupera, quel sera le poids, dans quelques années, des rares dinosaures restant fonctionnaires ?

(...)

Les propositions contenues dans ce rapport ne sont qu'une première étape. Une fois que le verrou constitué par le statut des PTT comme Administration d'Etat aura sauté, toutes nos garanties statutaires fondamentales (garantie d'emploi, protection sociale, retraite...) peuvent être remises en cause. L'exemple de l'ORTF et de la SEITA nous montre qu'à l'époque, les gouvernements ont su procéder par étapes : au bout du compte, l'entreprise a été démantelée, la garantie de l'emploi n'a pas été conservée».

Dès sa publication, ce rapport provoqua la colère des personnels. La CGT, FO et le SUD¹ le condamnèrent, la CFDT quant à elle y étant - sur l'essentiel - favorable (quelles que soient les précautions oratoires). Cette colère se répercuta dans le PS : on se souvient de la phrase assassine de Jospin contre l'idée que ce rapport puisse devenir une politique... Rocard et Quilès durent manœuvrer en retrait : on était en pleine grève des agents des finances.

¹ SUD-PTT : syndicat issu de la CFDT-PTT. Solidaires Unitaires Démocratiques/Fédération syndicale des PTT.

LE RAPPORT PREVOST AVANCE MASQUE

Officiellement, le gouvernement et son ministre Quilès ne se réfèrent plus au rapport Prévost en tant que tel. Officiellement, le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson ne remet pas en cause le statut de fonctionnaire des personnels des PTT. En soi, ce n'est pas un mince recul ; ceci exprime la fragilité d'un gouvernement qui redoute un conflit majeur aux PTT. Mais le gouvernement n'a pas renoncé ; il manœuvre en maintenant sur le fond la même orientation ; il a décidé d'un projet de loi qui reprend quelques une des principales propositions de Prévost ; si ce projet était présenté et adopté à l'Assemblée, ce serait une étape décisive vers la privatisation des PTT, la liquidation du statut de fonctionnaire des agents des PTT.

Il suffit de lire le communiqué du Premier Ministre et la déclaration ministérielle du 8 novembre pour voir que, sans prononcer le mot "Prévost", le projet de loi annoncé s'inscrit dans le cadre des discussions qui ont préparé puis suivi la

publication du rapport Prévost. Les "données fondamentales" qui sont à la base du projet de loi ont, selon le communiqué de Rocard, "été bien mises en lumière par le large débat public mené au printemps, puis par la concertation menée par le ministre (...) P. Quilès".

Une loi permettra à la Poste et à France Télécom de devenir deux exploitants autonomes de droit public placés sous le contrôle de l'Etat. Il sera procédé à "un réexamen profond et général des qualifications". La raison en est que "les PTT ont besoin d'une meilleure adaptation des qualifications aux fonctions et aux métiers pour être plus efficaces et mieux répondre aux besoins des utilisateurs". C'est clair et précis : ce sera l'intérêt des "utilisateurs" (en fait : le patronat) et le souci d'économies du ministère qui dicteront la remise en cause des qualifications et l'aggravation des conditions de travail.

LA CONCERTATION AU SERVICE DU GOUVERNEMENT

Les agents des PTT n'ont rien à attendre de ce gouvernement. Rocard prévient : «cette opération s'inscrit pleinement dans la politique générale du gouvernement». Or, la politique générale du gouvernement, c'est en particulier la baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires, le refus de satisfaire leurs revendications comme il l'a encore prouvé lors du conflit des impôts, la diminution des effectifs. Pour aider à faire passer ses projets, il décide une prime trimestrielle pour les agents des PTT (preuve que la pilule sera amère), mais il rejette l'exigence légitime que soit rattrapé le pouvoir d'achat perdu depuis 1982.

Ce gouvernement n'a pourtant, par lui-même, guère de forces. Il ne peut manœuvrer et œuvrer contre les travailleurs que parce qu'il est protégé par les dirigeants des syndicats, fédérations et confédérations. Rocard comme Quilès l'écrivent : «La méthode utilisée (est) fondée sur le débat et la concertation... l'esprit de responsabilité des très nombreux acteurs du débat mérite d'être souligné». Les actuelles décisions du gouvernement «interviennent après le débat public lancé par Paul Quilès à la fin de l'année 1988 et après la concertation qu'il a engagée

depuis deux mois. Cette concertation a donné lieu à trois réunions avec les organisations syndicales représentatives du personnel des PTT et à une rencontre avec plus de 30 organisations représentant les utilisateurs du service public» (communiqué ministériel du 8 novembre).

Voilà à quoi ont servi toutes ces discussions auxquelles ont participé les dirigeants des syndicats. Et en acceptant de poursuivre cette concertation, ils autorisent le projet de loi - quelles que soient par ailleurs leurs critiques -, ils permettent au gouvernement de présenter son projet à l'Assemblée Nationale comme résultat de la concertation avec les syndicats. Rocard écrit : «le nouveau cadre institutionnel sera préparé en concertation avec toutes les parties concernées» ; de même la remise en cause des qualifications doit se faire «au sein d'une commission chargée de la réforme des classifications composée de représentants de l'administration et des syndicats».

LES DIRIGEANTS DES SYNDICATS "PARTICIPENT"

C'est sur cette base commune que les directions des syndicats se disposent :

— La CFDT combat ouvertement pour les projets de Quilès et Rocard. Elle demande en particulier l'autonomie de gestion de l'entreprise par modification de la loi organique du 2 janvier 1959 et la création d'un nouveau statut pour les personnels des PTT par «création d'un titre spécifique - Titre V - dans le statut général des fonctionnaires» ; c'est-à-dire la sortie des personnels des PTT du statut des fonctionnaires régis aujourd'hui dans le cadre des Titres I et II. Cette organisation qui s'était déjà distinguée par l'exclusion d'un nombre important de militants à l'issue de la dernière grève (ils ont depuis créé une organisation nommée SUD) s'affirme aujourd'hui comme organisation patronale.

— La CGT et FO déclarent refuser les projets de gouvernement et disent vouloir combattre toute remise en cause du statut.

Mais leurs dirigeants ont participé et continuent à participer aux négociations avec le gouvernement. Ainsi, la note du directeur général de France Télécom du 1er décembre 1989 explique :

«Pour cela des structures mixtes (administration - syndicats) ont été mises en place.

- une commission centrale des PTT qui pilotera l'ensemble des travaux, présidée par M. Burillon (DR Lyon France Télécom)

- des comités techniques par branches, pour France Télécom la responsabilité sera assurée par M. Simoncini, chef de service du personnel.

- un premier comité technique paritaire est prévu pour la mi-90. La mise en œuvre de cette réforme durera plusieurs années (3/4 ans). En attendant, un "à valoir" de 700 frs par trimestre sera versé à chaque agent dès

1990. Cet "à valoir" sera ultérieurement intégré au traitement et au calcul des pensions».

Cet "à valoir" de 700 frs, qui prend en partie la place d'autres

primes, permet aux dirigeants des syndicats de justifier leur politique de participation.

UN DISPOSITIF DE PROPAGANDE

En outre, le ministère met en place un important dispositif de propagande interne et externe pour "faire passer" ses projets. La note de France Télécom du 1.12.89 consacre ses 7 pages à présenter ce dispositif : argumentaire pour les cadres, dossiers et documents, messages urgents «à certains moments forts, diffusés par télécopie ou télétrans à tous les chefs de service», une revue ("Messages"), un mensuel ("Fréquences"), un hebdomadaire pour les cadres ("En direct"), un journal télématique ("200m") auxquels s'ajoutent des journaux internes locaux. Pour le gouvernement c'est d'une bataille qu'il s'agit. Tous les cadres sont utilisés pour cette fin :

«4-2/ Le rôle des cadres : chaque cadre, en particulier chaque chef de département et d'établissement doit maintenant assurer une importante mission d'information. Pour cela, les Directeurs portent dès maintenant la responsabilité de les sensibiliser à

l'importance des enjeux de la réforme institutionnelle et au sujet de la négociation en cours sur la réforme des classifications. Ces thèmes devront donc être systématiquement abordés lors des réunions de cadres organisées par les Directions et par les cadres lors des réunions habituelles avec leur personnel de façon à ce que ce travail d'information touche l'ensemble du personnel.

Il est important que le dialogue s'établisse entre la hiérarchie et les cadres et entre les cadres et le personnel pour bien faire apparaître que la réforme ne se fait pas contre eux mais avec eux».

Pour les journalistes de la presse publique, des dispositions particulières sont également prises. Plusieurs responsables au ministère sont chargés d'impulser et coordonner en permanence ces "actions".

LES DIRIGEANTS "JOUENT LE JEU"

Mais les dirigeants de la CGT et de FO jouent le jeu, et font également "leurs" propositions : alors que jusqu'alors les dirigeants de FO affirmaient leur attachement au "budget annexe" des PTT, ils demandent depuis le 11 septembre 1989 des «lois de finance spécifiques» et concèdent : «la question reste ouverte de savoir si l'administration d'Etat unitaire des PTE¹ devrait ou non être dotée d'une personnalité distincte de celle des administrations "dépendantes"» (note du document du 11.9.89).

Quant à ceux de la CGT, ils préconisent «des propositions concrètes d'amélioration du service public», cette notion de "service public" étant celle-là même sur laquelle s'appuie Rocard pour tenter d'aggraver les conditions de travail des personnels (guichets ouverts tout le samedi, voire le dimanche par exemple).

Notons ici que, tandis que le PS apporte son soutien aux projets gouvernementaux, le PCF propose : «Plus d'autonomie pour une nouvelle gestion : dégager le service de la tutelle de l'Etat et des banques, le démocratiser, donner plus de droits, de pouvoirs aux salariés et usagers (ex. au sein du Conseil supérieur des PTT)» ; en clair : avancer vers la transformation des PTT en entreprise privée tout en introduisant la co-gestion.

Pourtant rien n'est joué. Il est possible de mettre en échec ce projet et ceux qui le défendent ainsi que le formule le supplément PTT à CPS :

**«ASSEZ DE CONCERTATION !
RUPTURE AVEC CE GOUVERNEMENT !**

Il est indispensable d'imposer aux dirigeants des syndicats qu'ils cessent de soutenir ce gouvernement ; qu'ils rompent avec lui : on ne discute pas d'un projet destiné à disloquer les PTT et la grille de nos salaires ; on le combat.

Que les dirigeants des syndicats rompent la négociation et concertation sur ce projet ! Rejet total de ce projet !

Qu'ils organisent la mobilisation unie des 450 000 agents des PTT pour interdire à l'Assemblée Nationale de voter ce projet de loi s'il est présenté, comme prévu, lors de la 2e session parlementaire au printemps. Pour la rentrée de cette 2e session parlementaire, que les dirigeants des fédérations, ceux de la CGT et ceux de FO en particulier, décident sans attendre de préparer dans l'unité la manifestation unie de tous les agents, avec leurs syndicats, à l'Assemblée Nationale pour imposer à la majorité PS-PCF qu'elle rejette ce projet de loi, qu'elle décide d'une autre politique.

Mais ils ne veulent pas le faire ?

Alors il faudra que les agents prennent toutes les initiatives pour le leur imposer».

¹PTE : Poste, Télécommunications, Espace (nouvelle appellation)

13 SEMAINES DE CONFLITS AUX CHANTIERS NAVALS DE SAINT-NAZAIRE

"ACTIONS" MORCELEES... LA DIRECTION PREND L'INITIATIVE

Avec une clairvoyance bien tardive et qui ne l'empêche même pas, avec les responsables CGT et CFDT, d'appeler les travailleurs des Chantiers Navals de Saint-Nazaire à un nouveau débrayage de deux heures ce matin-là, J.M. Perez (section FO) déclare le 11 décembre : *«Il est clair que la stratégie des débrayages tournants n'a pas permis de faire sauter le mur de la rigueur»*. Que s'est-il passé au cours des semaines précédentes ?

Depuis la mi-septembre, les dirigeants CGT, CFDT, FO, main dans la main, ont multiplié les débrayages secteur après secteur, par unité de production. Devant la volonté du personnel d'arracher les augmentations de salaire et l'embauche de jeunes, l'intersyndicale a organisé le morcellement qui a permis à la direction des Chantiers Navals de l'Atlantique de garder l'initiative au lieu de dire ce qui est : arracher les revendications essentielles exige que se réalise l'unité des fédérations et des confédérations pour infliger une défaite politique au gouvernement et au patronat. C'est seulement sur cette orientation que pouvait être engagée une lutte réellement unitaire, démocratiquement contrôlée et dirigée par un comité de grève comprenant les responsables syndicaux, réellement efficace. Au lieu de quoi, dès le 2 novembre, G. Sallenave, directeur des

chantiers, a pu décréter la suspension de la construction du paquebot Nordic-Empress sur lequel travaillaient 1800 personnes.

L'intersyndicale, après six semaines de grèves tournantes et quelques déclarations ronflantes *«contre les manœuvres de division de la direction qui ne marcheront pas»*, appelle les salariés... à de nouveaux arrêts de travail par secteur, et autres visites d'ateliers. Ainsi les dirigeants CGT, FO, CFDT se refusent à définir une orientation claire et précise contre le gouvernement et le patronat et se refusent en conséquence à dresser la force unie de tous les travailleurs des chantiers dans la grève jusqu'à satisfaction. Pourtant ceux-ci s'étaient rassemblés par milliers dès le matin, avaient manifesté ensuite à cinq mille dans les rues de Saint-Nazaire, affichant leur détermination (alors qu'ils ne seront que deux ou trois cents à faire le tour des ateliers et bureaux d'études l'après-midi).

Résultat de la *«stratégie des débrayages tournants»* : cinq jours plus tard, le même Sallenave prononce le lock-out total ; il touche 5700 salariés.

LA GRANDE "BOUSILLE"

Qu'à cela ne tienne ! l'intersyndicale, qui a rebaptisé le lock-out *«grève générale décidée par les travailleurs»*, appelle le 9 novembre à l'occupation des chantiers vides, avec pose de cadenas en ressortant...

Un mois durant, les dirigeants syndicaux vont multiplier ces initiatives de diversion, alors que chaque matin, ce sont deux mille métallos et plus qui se rassemblent sur le terre-plein de Penhöt. Deux mille à qui Pérez (FO), Magé (CGT), Lomonaco (CFDT) proposent *«pour élargir l'action»* :

- d'occuper les péages du pont de Saint-Nazaire (les 11 novembre et 1er décembre) ;
- d'allumer des feux de mécontentement au centre ville (12 novembre) ;
- de bloquer un train (13 novembre) ;
- de participer à une opération "escargot", bloquant la circulation dans Saint-Nazaire le 24 novembre.

Deux mille à qui les dirigeants syndicaux n'ouvrent comme seule perspective que *«la reprise des négociations»* avec la direction des chantiers. Or, à chaque réunion, les patrons réaf-

firmement le refus des augmentations de salaire et avancent leur plan d'intéressement. Leur détermination ne pouvait être entamée par les grèves tournantes et les pneus brûlés. Par contre, plus le temps passe, plus l'intersyndicale se divise sur la revendication salariale : la CFDT commence à expliquer que *«les 1500 francs pourraient être atteints par étapes»* ; FO estime que *«400 francs serait un compromis acceptable»* ; la CGT s'en tient aux 1500 francs en multipliant les initiatives visant à dégoûter les salariés des chantiers et à diviser.

Pourtant, les métallos avaient clairement exprimé leur volonté d'unité pour arracher les revendications. A l'appel des Unions Départementales FO, CGT, CFDT et de la section départementale de la FEN, ils étaient huit mille à manifester le 14 novembre. On en comptera deux mille cinq cents le 22 novembre à l'appel de la CGT seule, FO ayant refusé *«pour ne pas gêner les négociations»*, et mille le 30 novembre au siège des chantiers, à Paris, lors d'une manifestation organisée par la CGT et la CFDT dans l'objectif de *«montrer aux Parisiens que la navale est bien vivante»*...

AU NOM DE "L'UNITE", LE CONTRAIRE DE L'UNITE

A l'issue de la manifestation interprofessionnelle du 14 novembre, camouflant leur politique de dévoiement sous des

phrases ronflantes, les dirigeants syndicaux laissent entrevoir ce que sera leur tactique pour liquider le conflit :

- S. Doussin (UD CGT) : *« Dès demain, organisons partout des assemblées générales unitaires ».*
- P. Hébert (UD FO) se félicite de cette proposition qui va *« dans le sens de l'élargissement du mouvement ».*
- G. Texier (UD CGT) : *« Nous ne sommes pas demandeurs d'un médiateur, mais nous nous rendrons à toute proposition de réunion ».*
- R. Gaboriau (UD FO) : *« Nous ne sommes pas partisans d'une médiation. Nous voulons négocier directement, tout de suite. Bien entendu, nous nous rendrons à toute proposition de réunion ».*

Et l'hebdomadaire "Information Ouvrière" n° 1444 du 15 au 22 novembre de conclure : *« Une nouvelle fois, l'unité l'a emporté ».* Dommage que IO taise que cette unité-là c'est l'unanimité des dirigeants pour faire tourner les métallos (presque chaque jour à compter du 15 novembre) dans les entreprises voisines où les attendent les délégués CGT, FO, CFDT, pas toujours au complet ; pour leur enfoncer dans la tête que *« les autres ne sont pas prêts »*, donc qu'on ne peut pas gagner sur les salaires et que la classe ouvrière en est responsable. C'est l'unanimité pour aller s'asseoir à la table des *« négociations »*, avec le conciliateur, une fois pieusement condamnée sa nomination.

LES DIRIGEANTS LIQUIDENT LE MOUVEMENT

Le 16 novembre arrive donc à point le conciliateur, Paul Bouchet, Conseiller d'Etat, un *« honnête homme »*, chargé il y a quelques années de *« la réintégration des travailleurs migrants dans leur pays »*. Les réunions se succèdent, se rompent, reprennent. Le 1er décembre, la direction des Chantiers Navals avance ses *« ultimes propositions »* : une prime de 800 frs immédiate, un accord pour des pré-retraites à 55 ans à condition que ces travailleurs ne soient pas remplacés, et une autre prime de 800 frs versée en plusieurs fois sur l'année, avec une infime partie intégrée au salaire. Selon les catégories cela revient à une augmentation mensuelle de 60 à 150 frs.

On entre dans la treizième semaine de conflit, et malgré la politique des dirigeants, mille cinq cents travailleurs sont présents le 4 décembre au matin. Ils repoussent *« le document de conciliation »*, qui recommandait notamment une consultation du personnel sur les propositions patronales.

FO qui s'était déclaré favorable à la "consultation" deux jours avant, doit changer de langage. Pérez déclare : *« Que personne ne s'y trompe, FO n'appellera pas à une reprise du travail et exige la reprise des négociations »*. Dare-dare, les UD et la section départementale FEN se mettent d'accord pour une nouvelle manifestation départementale le jeudi 7 décembre *« pour la réouverture immédiate des négociations aux chantiers »*. Tous constatent que les salariés des chantiers ne capitulent pas, même si, à cause de la politique de leurs dirigeants, ils n'entrevoient pas comment vaincre.

La direction décide alors la levée du lock-out, comptant sur les directions syndicales pour faire reprendre le travail. Le 6 décembre, trois mille cinq cents salariés se pressent sur le terre-plein. Magré, Lomonaco et Pérez ne semblent pas pressés de prendre la parole ; les hauts-parleurs de l'intersyndicale dif-

fusent des airs de rock et de musette... Finalement, à tour de rôle, ils vont appeler à rentrer dans le chantier. Pérez prend le micro le premier, puis Magré : *« La direction ouvre les postes qu'elle avait fermés. Eh bien rentrons, mais poursuivons la lutte »*. Comme la clairvoyance n'est pas encore descendue sur Pérez, il demande, avec l'intersyndicale, aux travailleurs de reprendre les débrayages tournants, dès l'après-midi. Il les dénoncera comme l'on sait cinq jours après, quand il estimera qu'ils ont rempli leur office.

Ce même 11 décembre, il feindra aussi de découvrir les vertus de la consultation du personnel :

« Aujourd'hui il est nécessaire de consulter l'ensemble du personnel sur la poursuite ou l'arrêt de l'action... On ne peut pas raisonnablement maintenir des actions aux Chantiers si la majorité des salariés ne souhaite pas continuer, ce qui ne veut pas dire que les propositions de la direction sont considérées comme acceptables, bien au contraire ».

Pourquoi Pérez ne dit-il pas aux salariés des Chantiers ce qu'il faut faire pour vaincre ? C'est sa responsabilité de dirigeant. Il a su appeler aux débrayages partiels contre la grève totale, dresser l'intersyndicale contre la formation d'un véritable comité de grève intégrant les organisations syndicales (IO n° 1444 : *« L'unité à Saint-Nazaire, c'est l'intersyndicale »*) et maintenant il voudrait que les travailleurs endossent la responsabilité de *« l'arrêt de l'action »*. Quant à Magré, il a oublié les 1500 frs au profit d'une *« mobilisation pour défendre la CGT accusée de vouloir casser les chantiers »*. Ce n'est pas Lomonaco qui le lui reprochera, il est tout occupé à faire aboutir la *« consultation du personnel »*.

Une fois encore l'orientation des dirigeants des organisations syndicales a porté ses fruits amers : malgré la volonté de combat et la détermination des travailleurs des Chantiers Navals, ils subissent un dur échec. Au fond de toutes les manœuvres des dirigeants syndicaux, il y a leur volonté bien arrêtée : ne pas infliger de défaite politique au gouvernement et au patronat. Ils ont protégé le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson, lequel a fait dire à son ministre Fouroux (le 10 novembre) que *« pour le budget les chantiers*

sont une charge extrêmement lourde ». En réponse à une question posée par un député à propos des salaires à Saint-Nazaire, le même a répondu : *« une juste revendication je ne sais pas ce que c'est »*. Aux chantiers de Saint-Nazaire, comme aux Impôts, comme partout, une même question : réaliser les conditions d'un combat capable d'infliger une défaite politique au gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson.

PRÉPARATION DU CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE : UN PARTI EN CRISE

A l'issue du Comité Directeur du Parti Socialiste des 13 et 14 janvier 1990, sept motions sont soumises au vote des militants dans la dernière phase de la préparation du Congrès de Rennes qui se tiendra du 15 au 18 mars prochain. Il faut remonter au congrès de Metz, en 1979, pour retrouver un tel nombre de motions. Mais le congrès de Metz avait scellé l'unité du courant mitterrandiste, allié au CERES, sur la ligne politique de "l'Union de la gauche" comme seule voie possible pour conquérir le pouvoir lors de l'élection présidentielle de 1981. Pierre Mauroy, qui mettait comme préalable à un accord électoral avec le PCF la nécessité d'un accord sur un programme de gouvernement, et Michel Rocard, qui prônait le refus de toute alliance avec le PCF et la recherche d'un compromis avec des forces issues des partis bourgeois au-delà des seuls Radicaux de Gauche (Michel Rocard s'opposait à la dissolution de l'Assemblée Nationale en cas d'élection de François Mitterrand en 1981) étaient largement battus. Après l'élection de François Mitterrand, le 10 mai 1981, Pierre Mauroy rejoignait dans les faits le courant mitterrandiste au congrès de Valence. Ce courant a dirigé sans crise décisive le Parti Socialiste jusqu'en mai 1988.

Sa cohésion a permis à François Mitterrand d'obtenir un soutien sans faille du PS au gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman-Crépeau et Mitterrand-Fabius-Crépeau de 1981 à 1986 puis à sa candidature à l'élection présidentielle en 1988. Les congrès de Valence (1981), de Bourg-en-Bresse (1983), de Toulouse (1985) et de Lille (1987) se sont tous achevés sur une motion finale unique de "synthèse". L'unité du courant majoritaire autour de la personnalité de François Mitterrand était une condition nécessaire à cette unanimité et à la stabilité du PS dans son ensemble. Le dernier Comité Directeur a vu se concrétiser l'éclatement du courant mitterrandiste secoué par une profonde crise depuis la constitution du gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson en mai 1988. Cette dislocation se matérialise par la présentation de quatre motions par des composantes issues de ce courant : les motions Jospin-Mauroy-Mermaz, Fabius, Poperen et Dray-Mélançon, cette dernière étant marginale. Cette situation permet d'envisager le développement à court terme d'une crise sans précédent au sein du PS.

DE LA "MAJORITÉ DE PROGRES" À L'"OUVERTURE"

Au congrès de Lille, en avril 1987, Lionel Jospin a été l'artisan, au compte de François Mitterrand, de l'acceptation par l'ensemble du PS de la ligne de la "majorité présidentielle" consacrant l'abandon définitif de celle de l'"Union de la gauche". Il allait jusqu'à imposer, malgré une très timide résistance du courant Socialisme et République de Jean-Pierre Chevènement et de Jean Poperen, que le principe d'une dissolution automatique de l'Assemblée Nationale, composée d'une majorité UDF-RPR élue en mars 1986, ne soit pas inscrit dans la motion finale adoptée par le congrès. Les formulations employées pour définir ce que serait le gouvernement en cas de victoire à l'élection présidentielle étaient suffisamment floues pour être admises tant par les partisans d'une alliance ouverte avec des partis bourgeois, tel Rocard, que par ceux d'un gouvernement constitué essentiellement autour du PS. En définitive, tous les courants se sont rangés derrière François Mitterrand, seul capable de leur ouvrir la perspective d'un retour au pouvoir.

Au cours de la campagne électorale, François Mitterrand multipliait les déclarations sur son intention de pratiquer, s'il était élu, une politique "d'ouverture" et refusait de se prononcer sur une dissolution éventuelle de l'Assemblée Nationale. Au sein du PS, il était abondamment relayé par Michel Rocard sur cette orientation. Mais dès le 8 mai 1988 au soir, devant l'ampleur de la victoire électorale de leur candidat, de nombreux dirigeants du PS prenaient position pour une dissolution immédiate de l'Assemblée Nationale, subissant ainsi directement la volonté des masses d'en finir avec la majorité UDF-RPR après la défaite infligée à Raymond Barre et à Jacques Chirac. Sous la pression du PS, François Mitterrand ne pouvait plus s'opposer

à la dissolution. Il appelait Michel Rocard à constituer un gouvernement en mettant en pratique l'ouverture. La constitution du gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour comprenant plusieurs ministres transfuges de l'UDF, mettait le PS en état de choc. Cela d'autant plus, qu'au cours de la campagne des élections législatives, François Mitterrand et Michel Rocard faisaient tout leur possible pour empêcher qu'une nouvelle fois une majorité PS-PCF soit élue à l'Assemblée Nationale. Ainsi, François Mitterrand déclarait le 21 mai 1988 :

«Il n'est pas sain qu'une seul parti gouverne. Cela ne correspond pas à la réalité française. Une majorité absolue de députés, ça ne veut pas dire une majorité absolue des suffrages».

Dans le même temps, il faisait pression pour que le PS investisse un nombre significatif de candidats Radicaux de Gauche mais aussi "centristes", tel Lionel Stoléru, ou encore sensés représenter la "société civile", tels Bernard Kouchner ou Bernard Tapie. Dès le premier tour des élections législatives, les masses exprimaient leur rejet du gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour en s'abstenant massivement. A l'issue du second tour, une majorité de députés du PS et du PCF était élue à l'Assemblée Nationale mais le PS n'obtenait pas, comme en 1981, la majorité absolue ; la plupart des candidats représentants de l'ouverture n'étaient pas élus, certains ayant même été balayés dès le premier tour. Après les élections, Michel Rocard remaniait son gouvernement en y intégrant sept ministres venus de l'UDF, dont Soisson.

FABIUS BATTU PAR MAUROY

Dès le lendemain de l'élection présidentielle, le rejet par les masses de la tentative de François Mitterrand et de Michel Rocard de constituer un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie s'est exprimée au sein de l'appareil du PS en provoquant l'ouverture d'une crise du courant mitterrandiste. Lionel Jospin ayant démissionné du poste de premier secrétaire, il revenait à ce courant d'élire son remplaçant. François Mitterrand propulsait ouvertement Laurent Fabius. En effet, ce dernier avait déjà fait ses preuves de soutien inconditionnel au Président de la République. Son ambition était certainement de devenir un jour son seul digne successeur déclaré. En 1984, il prenait la responsabilité de premier ministre alors que les ministres PCF quittaient le gouvernement.

La constitution du gouvernement Mitterrand-Fabius-Crépeau, suivie par le vote par la majorité PS, de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale à la proportionnelle départementale, correspondait à la tentative de François Mitterrand d'aider à la constitution d'une "troisième force" permettant la mise en place d'un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie. Cette tentative a échoué du fait de l'élection d'une majorité de députés UDF-RPR le 16 mars 1986. Mais il s'agissait déjà de la mise en œuvre de ce qui allait devenir l'"ouverture" en mai 1988.

Par la suite, le bon élève Fabius a persévéré dans cette voie.

LE P.S. PRIS DANS UN ÉTAU

La politique du gouvernement Mitterrand-Rocard-Soisson-Durafour, entièrement au compte des intérêts de la bourgeoisie française, est en totale contradiction avec les aspirations et les revendications les plus immédiates des masses. Dès les élections législatives de juin 1988, la classe ouvrière a manifesté le rejet de cette politique par l'abstention. Depuis, cette tendance à l'abstention n'a cessé de s'affirmer à chaque élection nationale ou partielle, en particulier dans l'électorat du PS. En même temps, des luttes de grandes envergures susceptibles de déboucher sur une remise en cause directe du gouvernement se sont engagées. Ce fut le cas dès octobre 1988 : grève des travailleurs des hôpitaux ; au cours de l'automne 1988 revendications salariales de l'ensemble des travailleurs de la fonction publique et grève des travailleurs de la Sécurité Sociale. L'année 1989 a été marquée par l'effervescence dans l'enseignement public contre le projet de loi d'orientation et sur les revendications salariales jusqu'au mois de mai, puis par la grève des impôts et des finances qui a pris une grande ampleur à l'automne. Tous ces mouvements n'ont pas abouti du fait de la politique de dévotion des dirigeants de la FEN, de la CGT, de FO et de la CFDT, qui, refusant de rompre avec le gouvernement, ont tout fait pour le protéger en refusant, alors que c'était possible à plusieurs occasions, d'appeler les travailleurs à manifester à l'Assemblée Nationale pour exiger de la majorité des députés du PCF et du PS qu'elle donne satisfaction aux revendications.

Quelques semaines après sa constitution, le gouvernement Mitterrand-Rocard-Soisson-Durafour était déjà en équilibre instable, totalement tributaire de la capacité des dirigeants des appareils syndicaux à prendre en charge par la participation sous toutes ses formes l'application de sa politique et à organiser le saccage des luttes. Cette situation précaire du gouvernement est considérablement accentuée par l'agitation qui a

En particulier, quelques mois avant l'élection présidentielle, il prenait l'initiative, avec Paul Quilès, de contribuer à la constitution de "clubs", par exemple Espace 89, qui engageaient, à l'extérieur du PS et indépendamment de lui, une campagne pour la candidature de François Mitterrand sur la ligne du rassemblement des "hommes de progrès". A l'intérieur du PS lui-même, Laurent Fabius développait la nécessité de "moderniser" le parti pour en finir avec l'"archaïsme". Cherchant à résister à l'orientation Mitterrand-Rocard relayée par Fabius au sein du PS, une partie du courant mitterrandiste a suscité la candidature de Pierre Mauroy au poste de premier secrétaire. Le 13 mai 1988, Pierre Mauroy, soutenu par Jospin, Emmanuelli, Mermaz, Estier était élu par 63 voix contre 54 à Laurent Fabius, soutenu par Lang, Bérégovoy, Quilès, Joxe, Poperen. Il s'agissait d'un véritable acte de rébellion d'une fraction de courant majoritaire contre François Mitterrand. Ainsi s'engageait un processus qui allait conduire à l'éclatement de la composante qui a vertébré le PS en prenant en charge sa reconstruction depuis 1971. Cette crise majeure, sans comparaison avec les soubresauts qu'a connus le PS entre 1981 et 1988, est le produit des contradictions inhérentes au PS, parti ouvrier-bourgeois ; les masses veulent l'utiliser dans leur combat contre la bourgeoisie mais il applique une politique prenant en charge la défense du capitalisme ; par ailleurs s'y développe une guerre de succession à François Mitterrand.

secoué le PS dès mai 1988. De juin 1988 à juin 1989, au fur et à mesure qu'à chaque consultation électorale s'est affirmée le rejet par les masses de la politique du gouvernement, dont le PS faisait les frais, une fraction croissante de l'appareil du PS, issue de tous les courants, à l'exception du courant rocardien, et jusqu'au plus haut sommet de l'appareil, n'a cessé de livrer une guerre sourde au gouvernement, notamment à l'occasion des débats parlementaires sur les budgets. A l'occasion des différents mouvements de la classe ouvrière, les dirigeants et les députés du PS ont été jusqu'à interpeller publiquement le gouvernement en se faisant l'écho, d'une manière certes très déformée mais réelle, des revendications des travailleurs.

De plus en plus, Michel Rocard a dû rappeler les dirigeants du PS à l'ordre. François Mitterrand lui-même, craignant que les limites étroites permises par la fragilité du gouvernement ne soient franchies, a été contraint de s'engager ouvertement à ses côtés d'une manière de plus en plus nette en multipliant les déclarations de confiance envers le premier ministre. Peu à peu, un fait nouveau s'est imposé : une partie du courant mitterrandiste rassemblée surtout autour de Jospin-Mauroy-Emmanuelli-Mermaz, actuellement à la tête de l'appareil du PS, cherche à résister à l'orientation imprimée par Mitterrand et Rocard que concrétise la politique de "l'ouverture au centre". Malgré ses affirmations, renouvelées après chaque sermon de Rocard, de sa solidarité avec le gouvernement, l'actuelle direction du PS est un obstacle à ce que le PS se range inconditionnellement à la politique impulsée par Mitterrand et Rocard. Elle reste attachée au caractère ouvrier du PS et au maintien de son audience dans les masses dont dépend son existence en tant qu'appareil. Mitterrand, constatant que cette direction n'est pas en mesure d'imposer la mise en œuvre de ses projets politiques, en musant le PS, a décidé, allié avec Rocard, et avec d'autres composantes du courant mitterrandiste autour de Fabius et de

Poperen, de la déstabiliser et de la remplacer par une nouvelle direction. Dans ce but Mitterrand lui-même concentre aujourd'hui ses coups contre le PS, qui se trouve ainsi pris

comme dans un étau entre d'une part Mitterrand et le gouvernement et de l'autre les masses.

OFFENSIVES CONTRE LE P.S.

Lors de la préparation des élections municipales de mars 1989, Mitterrand a cherché à accomplir un nouveau pas dans la voie de "l'ouverture" en cautionnant la constitution de listes d'alliance entre le PS et des transfuges des partis bourgeois. Ainsi, à Marseille, il apportait presque ouvertement son soutien à Robert Vigouroux qui était à la tête d'une liste comprenant de nombreux notables locaux "centristes" ou issus du RPR, cela contre la liste d'Union de la gauche dirigée par Michel Pezet, candidat investi par la direction du PS, laquelle était conduite à exclure Vigouroux et ses partisans dans la fédération du PS des Bouches-du-Rhône. Alors que Pierre Mauroy cherchait à négocier un accord électoral avec la direction du PCF pour reconduire les listes d'Union de la gauche constituées en 1983, Michel Rocard multipliait les déclarations contre le PCF et ses partisans engagés dans de nombreuses initiatives locales pour constituer des listes "d'ouverture". A Auxerre et à Metz, les sections du PS, forcées d'apporter leur soutien aux listes conduites par Soisson et Rausch, se disloquaient. Les résultats des élections municipales ont signifié un nouvel échec électoral pour le PS. Il n'a pas tourné à la catastrophe du fait de l'incapacité de l'UDF, du RPR et du Front National de conclure des accords au second tour.

A l'intérieur du PS, Fabius relayait l'action entreprise par Mitterrand en critiquant les conditions de négociation de l'accord avec le PCF par Pierre Mauroy. A l'issue des élections

municipales, de nombreuses sections étaient réduites à la portion congrue, des centaines de militants étaient exclus, au moins momentanément, et certaines fédérations, telles celles des Bouches-du-Rhône ou de l'Yonne, connaissaient des crises destructrices. S'appuyant sur le résultat de l'élection de Marseille, Fabius, Poperen et Joxe prenaient position pour la réintégration de Vigouroux. Fabius reprenait l'offensive. En mettant en avant la défaite de Pezet face à Vigouroux, il affirmait qu'il était nécessaire de "moderniser" le parti et de trouver des formes d'organisations permettant aux "sympathisants", aux représentants "du monde associatif" et de la "société civile" de participer à la désignation des candidats du PS aux élections.

Dans la foulée des élections municipales, la préparation des élections européennes donnait lieu à l'exacerbation des conflits entre les différentes composantes du courant mitterrandiste. Ces conflits prenaient l'allure d'une véritable guerre de tranchée. Fabius d'un côté, Mauroy et Jospin de l'autre, s'affrontaient une nouvelle fois sur le nombre de candidats "d'ouverture" à placer sur la liste du PS et sur le rang occupé par leurs partisans respectifs. A la suite du nouvel échec subi par le PS lors de l'élection du 18 juin 1989, chaque clan s'efforçait d'en faire porter la responsabilité sur l'autre. La déchirure du courant mitterrandiste devenait inéluctable.

"PLUIE DE FER ET DE MITRAILLE"

Le résultat de l'élection européenne du 18 juin 1989 a constitué un nouvel échec cuisant pour le gouvernement. En même temps il n'a pas marqué un ressaisissement du côté des partis bourgeois. A l'issue de cette élection, la seule solution pour la bourgeoisie restait le gouvernement Mitterrand-Rocard-Soisson-Durafour. Les dirigeants du PS, Pierre Mauroy en premier, ont estimé qu'il leur était possible de desserrer l'étau qui écrase le PS. Le vendredi 30 juin, Mauroy déclarait dans un interview à "Libération" :

«L'électorat de gauche qui n'a pas voté pour les socialistes aux élections européennes, est l'électorat de base du PS, celui qui demeure le plus sensible à une transformation de la société... Ce sont là ses unités d'élite qui ne veulent pas d'un socialisme d'accompagnement, mais d'un socialisme de transformation. Si le PS perd cet électorat, il risque de ne plus être un vrai parti socialiste, mais un parti qui accompagne l'évolution de la société libérale et s'en contente... On piétine en ce qui concerne la politique sociale... L'ouverture était nécessaire, nous l'avons acceptée, mais on peut s'interroger».

Sans remettre en cause directement le gouvernement, P. Mauroy prononçait une véritable condamnation de sa politique. Il tirait le signal d'alarme quant à l'avenir du PS en déclarant aussi :

«Le PS doit être un parti de transformation par la réforme. L'autre option est celle d'un parti socialiste d'accompagnement, c'est-à-dire la petite musique qui

accompagne le marché... Et cette option conduirait le PS à devenir un parti démocrate».

Il donnait ainsi le ton en incitant les militants à s'exprimer. Lors du Comité Directeur du 1er juillet, Lionel Jospin constatait que "l'ouverture" pratiquée au plan gouvernemental ne s'est pas traduite électoralement pour la "majorité présidentielle" et soulignait l'absence de "centre" mis en évidence par l'échec de la liste de Simone Veil. Face à l'état d'esprit d'une large majorité des militants du PS, l'ensemble des leaders des courants, à l'exception des rocardiens, étaient contraints d'emboîter plus ou moins le pas à Pierre Mauroy. A l'issue du Comité Directeur, "Le Monde" du 4 juillet, titrait, poussant ainsi un soupir de soulagement : *«les dirigeants du PS laissent la voie libre à Michel Rocard»*. Il indiquait justement que lors du Comité Directeur, si les dirigeants du PS n'avait pas jusqu'ici remis en cause l'existence du gouvernement, ce dernier restait tout de même à leur merci.

Dès l'approche de la rentrée politique, les "universités d'été" du PS et de ses différents courants ont donné lieu à de nouvelles sérieuses escarmouches avec le gouvernement et entre les courants. Lionel Jospin "conseillait" au gouvernement et à son ministre des PTT, Paul Quilès, partisan de Fabius, "la prudence" dans la mise en œuvre du rapport Prévost. De nombreux dirigeants du PS exprimaient leur septicisme devant le "pacte de croissance" annoncé par Michel Rocard. En même temps que Jospin face à Quilès, d'autres ministres socialistes montaient au créneau à coup de "petites phrases" contre Michel Rocard : Michel Delebarre dénonçait le "déficit social" de sa politique, JP Chevènement s'inquiétait de la "parenthèse

libérale". Le 6 septembre M. Rocard rappelait à l'ordre les membres de son gouvernement en ayant "recours à une procédure rare et solennelle" ("Le Monde" du 8 septembre 1989). Une nouvelle fois, F. Mitterrand devait intervenir publiquement pour conforter son premier ministre. "Le Monde" commentait alors ainsi les rapports entre le PS et Michel Rocard :

«Vu la manière dont il est traité en période relativement

calme, vu l'impitoyable résolution qui pousse certains dirigeants du PS à se démarquer de lui en permanence, on n'ose imaginer la pluie de fer et de mitraille qui s'abattra sans doute sur son bastion au cas où, par exemple, l'explosion sociale, redoutée par certains, attendue par d'autres, viendrait à se produire».

LES PAROLES ET LES ACTES

Lors du Comité directeur des 7 et 8 octobre 1989, neuf contributions aux débats étaient déposées. Parmi elles cinq étaient présentées par des composantes issues de l'ancien courant mitterrandiste : les contributions Jospin, Fabius, Poperen, Mermaz et Dray. Les quatre autres avaient pour initiateurs le courant de JP Chevènement "Socialisme et République", le courant néo-rocardien de M. Lienemann, le courant rocardien et Olivier Stirn.

Aucune des contributions ne propose réellement une alternative à la politique actuelle du gouvernement et ne remet en cause son existence. Toutes se situent dans le cadre du maintien du capitalisme.

La contribution rocardienne est un véritable plaidoyer de "l'action" du gouvernement. La contribution de M. Lienemann aiguillonne le gouvernement pour qu'il aille plus vite dans la mise en œuvre de mesures réactionnaires telle la fiscalisation de la Sécurité Sociale... Celle d'Olivier Stirn, qui ne représente que lui-même, fait l'apologie de l'ouverture. J.P. Chevènement persévère dans l'orientation néo-corporatiste et nationaliste qui caractérise son courant.

Parmi les contributions issues du courant mitterrandiste, si toutes affirment vouloir "rassembler à gauche", Jean Poperen se distingue par le renouvellement de sa proposition d'une "commission générale du partage du revenu national qui réunirait les partenaires sociaux et l'Etat, chaque année en deux rendez-vous..." qui n'est qu'une autre forme, colorée en rose, de la participation chère à Chaban-Delmas et rejoint l'idée du pacte social proposé par Rocard. De l'aveu même de leurs initiateurs, il est difficile de distinguer les nuances entre les contributions présentées par Lionel Jospin, Louis Mermaz et Laurent Fabius qui toutes revendiquent un "meilleur partage", plus d'égalité et refusent l'idée d'une alliance parlementaire avec le "centre".

Dès l'ouverture du débat préparatoire, P. Mauroy et les dirigeants des principaux courants ont souhaité calmer le jeu en appelant de tous leurs vœux à la "synthèse" au congrès. En paroles, ils ont réaffirmé leur solidarité avec le gouvernement. Lionel Jospin a indiqué que le congrès ne "sera pas décisif" ; Laurent Fabius a donné le ton de sa contribution en précisant d'entrée qu'il ne s'agissait pas de faire un congrès «*Pour ou contre le gouvernement*», Jean Poperen lui emboitant immédiatement le pas dans cette direction. En paroles aussi, tous les prétendants potentiels à la succession de F. Mitterrand, tels

Fabius ou Jospin, ont clamé que cette question était hors congrès.

Mais dans les faits, une bataille interne sans merci s'est engagée pour le contrôle de la direction du parti, condition nécessaire pour pouvoir prétendre un jour être le candidat du PS à l'élection présidentielle. La guerre de succession à François Mitterrand est ouverte et elle provoque des fractures dans l'appareil propices au développement des contradictions procédant de la nature du PS, parti ouvrier-bourgeois.

Ainsi, plus que la discussion sur les contributions, depuis le début du mois d'octobre 1989, le véritable débat préparatoire du congrès tourne autour des rapports entre la direction du PS et le gouvernement. La session parlementaire d'automne a été marquée par une guérilla incessante du groupe parlementaire sur les différents budgets. En pratique, le gouvernement n'a cédé que des miettes mais politiquement cette situation lui a considérablement compliqué la tâche. Il est significatif que le 3 décembre Michel Rocard ait dû avoir recours à l'article 49 ter contre le PS, qui a refusé de voter un projet de loi portant sur «*diverses mesures d'ordre social*». Au plus fort de la grève des impôts, le 3 octobre, le groupe parlementaire PS a convoqué Michel Bérégovoy pour l'inciter à lâcher du lest, Pierre Mauroy menaçant de se rendre en manifestation au ministère des Finances. Enfin, fin décembre, le gouvernement se refusant à prendre en compte une proposition de la loi du PS sur le travail intérimaire, Emmanuelli menaçait au bureau exécutif d'engager une campagne massive de pétition.

De leur côté, Mitterrand et Rocard ont cherché à rendre coup pour coup. Mitterrand a chargé Jospin de monter en première ligne sur la question du port du foulard, le conduisant ainsi à s'affronter durement à ses propres troupes tandis que Fabius gardait une position neutre et que Poperen et Chevènement chevauchaient le mouvement de nombreux militants du PS en défense de l'école laïque. Lors des élections législatives partielles de Dreux et de Marseille, Mitterrand et Rocard provoquaient une nouvelle crise en faisant adopter par Mauroy, au nom de la constitution d'un "front républicain" contre le Front National, l'appel à voter pour les candidats du RPR et de l'UDF, appel suicidaire pour le PS. Les dirigeants du PS se déchirent dans une bataille pour ou contre le gouvernement dont l'un des enjeux immédiats est le combat pour gagner la direction du Parti Socialiste.

A NOUVEAU SUR LA DÉCLARATION DE PRINCIPE

Lors du Comité Directeur des 13 et 14 janvier 1990, les chefs de file de toutes les motions qui sont présentées aux militants pour le prochain congrès ont été unanimes pour réviser la déclaration de principe introduisant les statuts du PS. En particulier le passage de cette "déclaration de principe" qui affirme :

«Parce qu'ils sont des démocrates conséquents, les socialistes estiment qu'il ne peut exister de démocratie réelle dans la société capitaliste. C'est en ce sens que le Parti Socialiste est un parti révolutionnaire».

disparaît. La nouvelle proposition adoptée à l'unanimité s'inspire largement des propositions faites par Rocard au congrès de Toulouse d'octobre 1985 et que Jospin, soutenu par le bureau exécutif sortant déjà unanime sur cette question avait à nouveau tenté de faire adopter sans succès au congrès de Lille d'avril 1987. Son contenu d'ensemble peut être résumé par le passage suivant :

«Le Parti Socialiste est un parti de transformation sociale. La faillite des sociétés bureaucratiques ne lui fait pas oublier que le capitalisme développe les inégalités, accentue les déséquilibres mondiaux, exploite les richesses du Tiers-Monde et maintient dans de nombreux pays chômage et exclusions. Les socialistes sont donc favorables à une société d'économie mixte qui, sans méconnaître les règles du marché, fournira à la puissance publique et aux acteurs sociaux les moyens de réaliser des objectifs conformes à l'intérêt général.»

UN COURANT QUI N'A PAS TENU SES PROMESSES

Lors de la préparation du congrès de Lille, en avril 1987, une contribution présentée par J.L. Mélançon, J. Dray, des militants du CERES ayant rompu avec Chevènement lorsque celui-ci a transformé le CERES en club "Socialisme et République" et des dirigeants de la grève générale des étudiants de novembre-décembre 1986, telle Isabelle Thomas, s'était opposée à la modification de la déclaration de principe en situant leur initiative dans le but de "rassembler à gauche" au sein du PS. Jean Poperen cherchait à régler ses comptes personnels avec Lionel Jospin qui l'écartait de la direction du PS. Au congrès il avait soutenu cette position. La direction du PS, pourtant unanime avant la tenue du congrès, avait dû renoncer à sa proposition. A la veille de l'élection présidentielle de mai 1988, ces militants ont constitué au sein du PS un regroupement, la Nouvelle Ecole Socialiste, avec l'intention affichée d'aller vers la construction d'un courant "gauche".

Lors du dernier Comité Directeur, la Nouvelle Ecole Socialiste a abandonné la position qu'elle défendait au congrès de Lille en approuvant la nouvelle rédaction de la déclaration de principe. Le fait est significatif du parcours accompli par les dirigeants actuels de la Nouvelle Ecole Socialiste. Ils n'ont pas tenu leurs promesses. A son début, leur initiative a obtenu un réel écho

UN PARTI INGOUVERNABLE

Comme le montre l'unanimité de tous ses dirigeants sur la nouvelle déclaration de principe, l'ensemble des membres de l'appareil du PS se situent sur le terrain de la défense de l'ordre bourgeois et du capitalisme. A l'heure actuelle, il n'y a pas de "courant gauche" dans le PS. Ce n'est pas pour autant que l'ensemble des dirigeants du PS se situent tous sur le même plan. Michel Rocard représente la pointe avancée d'une aile ouvertement destructrice du PS en tant que parti ouvrier, agissant constamment directement au compte des besoins politiques immédiats de la bourgeoisie. Laurent Fabius regroupe autour de lui ceux qui sont aujourd'hui prêts à servir inconditionnellement F. Mitterrand ; Jean-Pierre Chevènement et Jean Poperen occupent une position intermédiaire sur la base d'une orientation plus ou moins néo-corporatiste teintée de mots socialisants. Enfin l'aile Mauroy-Jospin, qui rassemble ceux qui se rattachent à l'ancienne SFIO et une génération qui a construit le PS autour de F. Mitterrand sur la ligne de "l'Union de la gauche", reste l'aile la plus attachée à la défense du PS comme parti ouvrier.

Certes, pas plus que l'abandon de la référence de la dictature du prolétariat n'a changé la nature du PCF en tant que parti ouvrier-bourgeois stalinien, le nouveau préambule des statuts ne modifiera la nature du PS. Mais la nouvelle rédaction proposée, abandonnant toute référence à la disparition du capitalisme, prend un caractère très politique au regard de la nouvelle orientation adoptée par les dirigeants du PS à la suite de F. Mitterrand au congrès de Lille. Elle illustre aujourd'hui la pression exercée sur le PS par F. Mitterrand et ses dirigeants les plus droitiers, tel Michel Rocard. Pour justifier aujourd'hui que la politique du gouvernement Mitterrand-Rocard-Soisson-Durafour est la seule possible, ils utilisent les derniers événements survenus dans les pays de l'est : ils identifient la crise des régimes bureaucratiques staliniens à celle du communisme. Les dirigeants du PS relayent ainsi directement la campagne actuelle de l'impérialisme mondial et de toutes les bourgeoisies qui vise à désorienter politiquement les masses et à fermer la perspective du socialisme.

chez de nombreux militants. Mais très rapidement le caractère opportuniste et sans principes de leur orientation, leur recherche d'une place au sein de l'appareil du PS, sont apparus. Sur un fond de dénonciation verbale, de moins en moins net, de "l'ouverture" et sans proposer réellement d'orientation politique alternative à celle de la direction du PS, les dirigeants de la NES ont soutenu Fabius contre Mauroy, puis ont constamment couvert les différentes offensives de Mitterrand contre le PS en soutenant, par exemple, Vigouroux contre Pezet, ou Lionel Jospin dans l'affaire du foulard. Mitterrand a su renvoyer l'ascenseur : Julien Dray est devenu député avec le consentement de Fabius tandis qu'Isabelle Thomas et Harlem Désir trouvaient une place au Conseil Economique et Social... Lors du dernier Comité Directeur, ils ont envisagé successivement de présenter une motion au congrès avec Mermaz, Poperen, Chevènement et même... Maris-Noelle Lienemann. En conséquence, la Nouvelle Ecole Socialiste n'a pas connu le développement qu'elle aurait pu avoir étant donné les brèches ouvertes par la crise actuelle du PS et la recherche par de nombreux militants d'une véritable orientation à gauche : son opportunisme latent, teinté de gauchisme, a été un repoussoir.

Ainsi le PS en tant que tel, après avoir été l'instrument de la réélection de François Mitterrand en 1988 à la présidence de la République, est un obstacle à la mise en œuvre de sa politique : un gouvernement où entreraient d'importantes composantes de partis bourgeois. Mais tant qu'un tel gouvernement n'est pas réalisable, le PS reste l'épine dorsale indispensable d'un gouvernement du style Rocard, tout en étant un danger permanent, parce que son appareil doit tenir compte des réactions de la population laborieuse, couche sociale dont dépend son existence politique. Pour progresser vers son objectif, Mitterrand, allié avec Rocard, s'efforce d'affaiblir politiquement le PS dont il n'a plus besoin en vue d'une prochaine réélection. Pour cela, il doit maintenant affronter ceux qui, hier, ont reconstruit avec lui le PS en tant que parti ouvrier. Ce sont ces contradictions qui ont abouti à l'éclatement de l'ancien courant mitterrandiste. Dans les semaines qui ont précédé le dernier Comité Directeur, les appels à la "synthèse" de Michel Rocard sur une ligne de soutien inconditionnel au gouvernement sont

restés vains. Il en est de même pour ceux de Mauroy, Mermaz et Jospin en faveur de la réunification du courant mitterrandiste. Dans ces conditions, F. Mitterrand a décidé de relancer Laurent Fabius et ses partisans à la conquête de la direction du PS. Dans un interview à l'hebdomadaire du PS "Vendredi" du 12 janvier, à la veille du Comité Directeur, F. Mitterrand déclarait :

«J'ai connu un temps où j'en étais le premier responsable, un parti dont les rapports internes étaient déterminés par les suffrages obtenus lors des congrès... Cela n'a rien de choquant...»

En précisant tout de même, à l'encontre des dirigeants socialistes, ministres du gouvernement :

«S'ils ont le droit d'avoir une opinion et de s'exprimer au sein de leur famille politique, les ministres ont pour

premier devoir de veiller à la cohérence et à l'unité de vue du gouvernement auquel ils appartiennent. J'espère n'avoir pas à le rappeler.»

Il apportait ainsi son soutien à Laurent Fabius. Dans le même temps, il intervenait auprès de ministres comme Dumas et Cresson pour qu'ils ne signent pas la contribution de Jospin-Mauroy-Mermaz. La manœuvre tentée par F. Mitterrand réussira-t-elle ? Elle semble fortement intéresser Jean Poperen et Jean-Pierre Chevènement, mais il n'est pas possible de répondre à cette question dans l'immédiat. En tout état de cause, même si le prochain congrès du PS aboutit à une synthèse de façade en mars 1990, rien ne peut plus empêcher le développement des contradictions à la base de la crise la plus importante que le PS ait connue depuis 1971.

Le 18/190

POUR LE DROIT DES PEUPLES AZÉRI ET ARMÉNIEN A DISPOSER D'EUX-MEMES

Une fois encore, en utilisant ses blindés, la bureaucratie du Kremlin tente d'écraser et de noyer dans le sang, le mouvement de tout un peuple. Que veut ce peuple ? Se libérer d'un joug oppressif et spoliateur, arracher son indépendance. Dans la nuit du 19 au 20 janvier, l'armée de la bureaucratie du Kremlin est entrée dans Bakou. Elle a forcé la résistance populaire se dressant contre elle. Des centaines d'Azéris ont été tués. Des mil-

liers ont été blessés. Les destructions sont considérables. Pourtant, le peuple azéri, plus déterminé encore, poursuit sa lutte. Une manifestation regroupant un million d'Azéris, sur une population de 6 millions d'habitants, a suivi l'enterrement d'une partie de ceux que l'armée du Kremlin a assassinés. En réponse au Kremlin, tout un peuple s'est mobilisé.

LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN RESTE LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN

Gorbatchev a, paraît-il, répudié la doctrine Brejnev de la "souveraineté limitée" des pays dits "socialistes", la souveraineté absolue appartenant à la seule bureaucratie du Kremlin. Brejnev avait formulé sa "doctrine" afin de justifier, après coup, les répressions sanglantes : du mouvement révolutionnaire des travailleurs de l'est de l'Allemagne de juin 1953 ; de la révolution hongroise des conseils de novembre 1956 ; du déploiement politique des peuples et du prolétariat de Tchécoslovaquie de 1968. Cette "théorie" préparait de nouvelles interventions armées contre d'éventuelles nouvelles luttes des peuples et des prolétariats de l'Europe de l'est voulant se libérer

de la subordination au Kremlin et du pouvoir de ses bureaucraties satellites. La crise qui déchire la bureaucratie de l'URSS a contraint Gorbatchev à reculer devant le mouvement des peuples en Europe de l'est. Il a lâché du lest et a utilisé des moyens politiques pour tenter que le flot de la révolution n'emporte pas les bureaucraties satellites et ne balaie pas les appareils d'Etat bureaucratiques. En lançant, en Azerbaïdjan, ses forces armées contre le peuple azéri, Gorbatchev montre que la bureaucratie du Kremlin reste la bureaucratie du Kremlin. Il fait sienne la doctrine Brejnev.

LÉNINE ET LE DROIT DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX-MEMES

Au nom du Conseil des Commissaires du peuple, Lénine s'adressait, le 16 décembre 1917, au peuple ukrainien en ces termes :

«Se fondant sur les intérêts de l'unité et de l'union fraternelle des ouvriers et de tous les travailleurs, des masses exploitées dans la lutte pour le socialisme, se fondant sur la reconnaissance de ces principes dans de nombreuses décisions des organismes de la démocratie

révolutionnaire des soviets, et spécialement sur les décisions du IIe congrès des soviets de Russie, le Conseil des Commissaires du peuple confirme une fois de plus le droit à disposer d'elles-mêmes pour toutes les nations qui étaient opprimées par le tsarisme et par la bourgeoisie grand-russe, y compris le droit de se séparer de la Russie.

Pour ces raisons, nous, Conseil des Commissaires du

peuple, nous reconnaissons la République populaire d'Ukraine, nous lui laissons le droit de se séparer entièrement de la Russie, ou de conclure avec la République de Russie un traité sur des relations fédératives ou des relations semblables.

Tout ce qui touche aux droits nationaux et à l'indépendance nationale du peuple ukrainien, nous le reconnaissons, nous Conseil des Commissaires du peuple, immédiatement, sans restrictions ni conditions.

Nous n'avons pas fait contre la République bourgeoise de Finlande qui reste encore bourgeoise, un seul geste visant à limiter les droits nationaux et l'indépendance nationale du peuple finlandais ; et nous ne ferons rien qui soit susceptible de limiter l'indépendance d'une nation, quelle qu'elle soit, parmi celles qui faisaient partie ou désirent faire partie de la République de Russie».
(Tome 26 page 378).

NOUVELLE PRISON DES PEUPLES...

Staline a fait de l'URSS une nouvelle prison des peuples, comme l'était l'empire des tsars. Les peuples de l'URSS ont subi l'oppression et la spoliation grand-russes. Certaines Républiques sont devenues des territoires de peuplement russe : 17 % de russes au Turkménistan, 13 % en Ouzbékistan, 40 % en Estonie, 48 % en Lettonie, 15 % en Lituanie. Les Russes monopolisent les positions et situations dominantes et lucratives. Les Républiques ont été découpées arbitrairement. Des peuples entiers (les Tartars de Crimée, les Allemands de la Volga, par exemple) ont été déportés. Staline

a excité les peuples les uns contre les autres. Ainsi, le territoire du Haut Karabakh, peuplé d'Arméniens, a été soumis à l'Azerbaïdjan. Staline superposait les oppressions nationales. Il excitait les peuples les uns contre les autres, développait les inégalités, etc... Dès que la crise de la bureaucratie du Kremlin l'a contraint à desserrer son étreinte sur la société et à assouplir son joug, les revendications nationales ont surgi en URSS. Elles n'ont cessé de s'affirmer et de s'amplifier.

... ET REVENDICATIONS À L'INDÉPENDANCE

En Estonie, en Lettonie, en Lituanie, en Georgie, en Arménie, en Azerbaïdjan, la revendication d'indépendance a surgi. L'ensemble des populations d'origine de ces pays, les PC, les autorités administratives et politiques des Républiques concernées, pourtant dépendants de Moscou et faisant partie de la bureaucratie, ont dû faire écho aux aspirations et aux revendications des peuples opprimés et spoliés. Tout en étant bien décidé à ne pas satisfaire les revendications nationales Gorbatchev et les dirigeants du Kremlin doivent ruser, manœuvrer, tricher, "négocié". En Lituanie, même le PC lituanien s'est déclaré indépendant du PC de l'URSS. Du 11 au 13 janvier, Gorbatchev est allé lui-même dans ce pays, afin de "trouver une solution". En vain : le peuple lituanien, et à sa suite le PC, exige l'indépendance.

appliquer la "perestroïka". Mais les mesures déjà prises, allant dans ce sens, ont désorganisé le fonctionnement antérieur de l'économie : c'est l'impasse économique. La pénurie de tous les produits de consommation s'aggrave. En URSS, les événements de l'Europe de l'est ont un puissant impact. Les antagonismes à l'intérieur de la bureaucratie s'exacerbent. Les grèves des mineurs ont signifié que la classe ouvrière peut à tout moment se mettre en mouvement. Le prestige de Gorbatchev est au plus bas. Il veut avancer la date de convocation du congrès du PC de l'URSS pour bouleverser le Comité Central et casser les résistances à sa politique qui existent dans l'appareil du PC de l'URSS et de l'Etat. La sécession d'une République risque de se répercuter en chaîne et d'en entraîner d'autre. Tout pourrait exploser.

En URSS tout va de mal en pis. Gorbatchev ne parvient pas à

UN COUP MONTÉ

Gorbatchev et la bureaucratie du Kremlin devaient s'efforcer de porter un coup d'arrêt. Il leur fallait un prétexte. La bureaucratie du Kremlin est experte à dresser les peuples les uns contre les autres. La politique de Staline a entassé, de longue date, des barils de poudre. Il a cultivé la haine entre Azéris et Arméniens. Ceux-ci ont chacun de leur côté engagé la lutte pour l'indépendance de leur pays. Mais la situation du Haut-Karabakh, l'importance de l'émigration arménienne à Bakou, se prêtent remarquablement à l'excitation l'un contre l'autre de ces deux peuples. La bureaucratie du Kremlin a soufflé sur les braises de la haine entre ces peuples et sans doute organisé quelques provocations. La presse mondiale a annoncé qu'une véritable guerre était engagée entre les peuples arménien et azéri, que l'un et l'autre disposaient d'un important armement jusqu'à des hélicoptères. Des armes de guerre, surtout des hélicoptères, ne se trouvent pas chez n'importe quel ferrailleur. Qui a fourni ces armes ?

«Arméniens et Azéris s'affrontent dans des combats armés. URSS : le Caucase en état de guerre.

A Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, un "pogrom" anti-arménien a suivi, samedi soir, l'annonce du mitraillage d'un village azéri par un hélicoptère non identifié. Le conflit entre les deux ethnies a désormais atteint le stade d'une guerre ouverte qui, si l'on en croit Moscou, a déjà fait "quelques dizaines de morts", ce week-end, tandis que des milliers d'hommes en armes se dirigeaient hier vers les zones du Haut-Karabakh les plus disputées».

Après plusieurs jours de pogrom anti-arménien, dont les auteurs sont principalement des réfugiés azéris expulsés d'Arménie, démunis de tout, même de toit, et des chômeurs (à Bakou, ils sont 300 000), après l'évacuation de Bakou de tous les Arméniens, les troupes du Kremlin sont entrées dans la ville par la force des armes. La bureaucratie du Kremlin voudrait se présenter en "pacificatrice" et en arbitre, faire croire

"Libération" du 15 janvier titrait :

qu'elle est intervenue pour faire cesser les pogroms et les menaces de guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, alors que c'est elle qui en est responsable. Répression et arrestations ont suivi. Ils témoignent que le Kremlin est intervenu pour : décapiter et écraser le mouvement national, tant en Azerbaïdjan qu'en Arménie ; contraindre les peuples de ces pays à rester

sous son joug ; bloquer les processus nationaux en cours en URSS. Très rapidement, l'impérialisme américain et les autres puissances impérialistes ont publiquement approuvé et soutenu l'intervention militaire sanglante de la bureaucratie du Kremlin.

LE COMBAT SE POURSUIT

La bureaucratie du Kremlin joue gros. Elle n'a pas gagné. Le peuple azéri et le peuple arménien poursuivent le combat. Le Front Populaire n'est pas décapité. En Azerbaïdjan la grève générale continue. La guérilla contre les troupes de la bureaucratie a commencé. En Russie même, la bureaucratie a été obligée de libérer les réservistes qu'elle avait rappelés. Ils ne voulaient pas "servir" en Azerbaïdjan. A Krasnodar, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté le vendredi 19 janvier. Sur leurs banderoles : «*Rendez-nous nos enfants ! Pas de nouvel Afghanistan*». La décision de Gorbatchev, d'intervenir militairement en Azerbaïdjan, est critiquée par une partie de la bureaucratie dite "libérale". Par décision de son "soviet", la petite République du Nakhitchvan, peuplée d'Azéris mais enclavée en Arménie, s'est déclarée indépendante.

en France du Parti Ouvrier Révolutionnaire (et la reconstruction de la IVe Internationale) est tout simplement celle que définissait Lénine. Seul le prolétariat, les masses se soulevant contre l'oppression, la spoliation, l'exploitation, construiront le socialisme. C'est pourquoi le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes doit être respecté.

Retrait inconditionnel des forces armées et répressives du Kremlin d'Azerbaïdjan et d'Arménie.

Droit inconditionnel des peuples d'Azerbaïdjan et d'Arménie de décider de la rupture, ou non, de leurs pays d'avec l'URSS.

Le 26/01/1990

La position des militants qui combattent pour la construction

RÉVOLUTION EN ROUMANIE

UNE RÉVOLUTION

Après la Pologne, la Hongrie, l'est de l'Allemagne, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, le mouvement des masses qui se développe en Europe de l'est a atteint la Roumanie. La vague a déferlé et renversé le gouvernement Ceausescu. Pourtant, il y a seulement quelques semaines que s'est tenu, du 20 au 24 novembre, le 14e congrès du Parti Communiste Roumain. Ceausescu y triomphait. A l'unanimité des 3308 délégués (la fine fleur de l'appareil du PCR et de l'Etat) debout, il était réélu secrétaire général du PCR. Le 25 décembre, une cour militaire dont la composition est restée secrète, condamnait à mort, en secret, Elena et Nicolea Ceausescu. Ils étaient immédiatement exécutés. Le mouvement qui déferle en Europe de l'est est un. Les peuples opprimés et spoliés, la population laborieuse surexploitée de cette partie de l'Europe, se dressent contre la bureaucratie du Kremlin, contre les bureaucraties satellites de celle du Kremlin de ces pays, contre les régimes qu'elles ont édifiés.

Les luttes de ces peuples et de ces populations laborieuses s'impulsent et se nourrissent réciproquement. Les combats du peuple et de la population de Pologne, la fin du monopole du pouvoir du POUP, ont accéléré les événements en Hongrie. Ils ont aiguillonné le mouvement des masses de l'est de l'Allemagne, dans une certaine mesure de Bulgarie. Les reculs précipités de la bureaucratie de la RDA, l'ouverture du mur de Berlin, la crise du SED se sont répercutés en Tchécoslovaquie. Il était impossible que l'ensemble de ces processus et de ces combats n'aient pas un formidable écho en Roumanie.

D'autant plus que ces événements sont eux-mêmes inséparables de la crise qui déchire la bureaucratie du Kremlin et qui finira par la disloquer. Elle craque sous les pressions contradictoires de l'impérialisme et des masses. En URSS il ne lui est plus possible de gouverner comme avant. Elle ne peut plus contrôler comme précédemment les pays de l'Europe de l'est. Elle a complètement capitulé devant l'impérialisme. Elle ouvre les pays de l'est et l'URSS à la pénétration des marchandises et des capitaux des pays capitalistes et suit un cours restaurationniste du régime capitaliste dans ces pays. En URSS, elle est confrontée à la montée des revendications nationales des peuples et à celles des travailleurs. Aux luttes des peuples et des populations laborieuses d'Europe de l'est, il ne lui est plus possible de répondre par les seuls moyens de la répression brutale et sanglante. Il lui faut manœuvrer, louvoyer, utiliser des moyens politiques. Elle est contrainte de reculer, de céder du terrain.

En Roumanie, la mobilisation des masses et leur engagement dans le combat n'étaient qu'une question de temps. Pour venir à la suite des grandes manifestations de masse qui ont eu lieu dans la partie est de l'Allemagne et en Tchécoslovaquie, le mouvement n'en a été que plus radical. Dès son engagement, il a pris la forme d'un début de guerre civile. En Roumanie une révolution ouverte est en cours. Rappelons les grandes lignes de sa première étape.

BREF HISTORIQUE

Samedi 16 décembre, première manifestation à Timisoara pour empêcher la déportation du pasteur protestant Laszlo Tockes, défenseur de la minorité hongroise. L'armée intervient contre les manifestants. D'autres manifestations ont lieu à Arad près de la frontière hongroise.

Dimanche 17 décembre, nouvelle manifestation à Timisoara. Prise d'assaut des bâtiments officiels. Les livres et portraits de Ceausescu sont brûlés. La répression est sanglante et sauvage, des centaines de morts, de nombreux torturés par la Securitate. Les étudiants de Bucarest se solidarisent avec les manifestants de Timisoara.

Lundi 18 décembre, manifestation et grève à Timisoara. La radio hongroise rapporte que les villes de Timisoara, Oradéa et Cluj (capitale de Transylvanie) sont contrôlées par les chars.

Mardi 19 décembre, manifestation et grève à Timisoara. A Bucarest : patrouilles de l'armée et mouvements de grève.

Mercredi 20 décembre, manifestation et grève à Timisoara. Discours radio-télévisé de Ceausescu qui dénonce «*les groupes fascistes et antinationaux*» et explique que l'armée a tiré à Timisoara. A 20 heures, la télévision annonce que l'état d'urgence a été proclamé dans la région de Timisoara.

Jeudi 21 décembre. A Bucarest, Ceausescu organise, selon les méthodes éprouvées des staliniens, son meeting. De groupes d'étudiants, s'élèvent des huées, des banderoles dénonçant Ceausescu apparaissent. La retransmission du discours de Ceausescu est interrompu pendant plusieurs minutes. La Securitate charge et rétablit "l'ordre". Mais des manifestations s'organisent. Les ouvriers dans les usines cessent le travail et rejoignent les étudiants.

Vendredi 22 décembre. Un appel à la grève générale a été entendu. Les ouvriers débrayent pour manifester avec les étudiants. Ensemble, ils se dirigent vers le centre de Bucarest. La milice et la Securitate tirent. Les manifestants scandent «*l'armée avec nous*». La radio annonce «*l'état d'urgence*». Fraternisation entre manifestants et soldats. La radio annonce que le général Vasile Milea, ministre de la défense, s'est suicidé. Des dizaines de milliers de manifestants dans le centre de Bucarest. Le bâtiment du CC tombe entre les mains des insurgés. Ceausescu et sa femme s'enfuient en hélicoptère.

D'OU VIENT LE CFSN ?

Pour autant les masses n'ont pas pris le pouvoir. C'est le "Comité du Front de Salut National" qui le détient. D'où sort-il ? La presse a mentionné que depuis des mois existaient des relations entre certains anciens membres des appareils du Parti Communiste Roumain et de l'Etat, écartés du pouvoir depuis plus ou moins longtemps (en raison de leur opposition plus ou moins nette à Ceausescu) mais aussi d'autres apparatchiks toujours membres de ces appareils, et le Kremlin. La biographie des dirigeants du "CFSN" ne laisse aucun doute : les principaux dirigeants ont été, à commencer par son président Ion Iliescu, des dirigeants du PCR. Certains étaient encore membres de ce parti à la veille de la révolution. "Le Monde" du 6/1/90 rappelle :

«Au mois d'octobre 1988 M. Gorbatchev reçoit à Moscou Nicolae Ceausescu. Tout est dit en termes très diplomatiques, mais le n° 1 du Kremlin observe tout de

Dans de nombreuses villes de province, les combats font rage entre les insurgés, l'armée qui a fraternisé avec eux et la Securitate. Les insurgés envahissent le palais de Ceausescu, (ancien palais royal). Plusieurs généraux en uniforme, dont le général commandant la garnison de Bucarest, appellent soldats et officiers à cesser de tirer sur la population. La radio et la télévision nationales sont occupées par les insurgés. La radio annonce l'arrestation de Nicolea et d'Elena Ceausescu à Tirgoviste, petite ville située à 70 km au nord-ouest de Bucarest. Leurs fils Nicu est arrêté à Sibiu. Le gouvernement démissionne. Un "Comité de Front de Salut Public" surgit comme un diable de sa boîte. Il déclare être le nouveau pouvoir. Il siège en permanence dans l'immeuble de la télévision. Les combats entre les insurgés, et l'armée d'un côté et Securitate de l'autre, se poursuivent toute la nuit. L'arrestation de Nicolea et d'Elena Ceausescu est démentie.

Les dimanche 24 et lundi 25, les combats se poursuivent à Bucarest et dans de nombreuses villes du pays. Dans l'après-midi du 25, le nouveau pouvoir déclare que «*la révolution est victorieuse*». La télévision annonce que Nicolea et Elena Ceausescu ont été condamnés à mort par un tribunal militaire et exécutés. Radio et télévision appellent les civils à rendre les armes qu'ils se sont procurés ou que les soldats leur ont données.

Pendant toutes ces journées de combat, le pouvoir politique était disloqué. Ce sont les masses qui ont engagé le combat et impulsé la lutte. Les officiers se sont "ralliés" à la révolution alors qu'ouvriers et étudiants avaient gagné à leur cause les soldats. En effet, tant qu'elle est restée disciplinée à la caste des officiers, l'armée a tiré comme ce fut le cas les premiers jours à Timisoara. Ce n'est que lorsque la fraternisation était en cours que les officiers supérieurs ont appelé les soldats à ne plus tirer sur le peuple : d'ores et déjà le régime de Ceausescu s'effondrait. Mais ils ont laissé les soldats et les insurgés combattre sans plan centralisé, c'est ce qui explique, pour l'essentiel, la capacité de résistance et de manœuvre de la Securitate. Pour mener la lutte dans ces conditions, nécessairement, ouvriers et étudiants se sont organisés sous des formes les plus diverses : dans les usines, les universités, les quartiers, les municipalités, des comités ont été constitués et organisés. Ce sont les caractéristiques d'une révolution ouverte.

même que de profondes réformes sont actuellement en cours dans plusieurs pays socialistes, tandis que d'autres cherchent à résoudre leurs problèmes dans le cadre des structures et des méthodes déjà existantes» ("Le Monde" du 6/1/90).

Plus loin :

«Plus tard des responsables soviétiques ont publiquement déclaré que la Roumanie "changerait, elle aussi" (M. Vadim Zagladine, le 6 octobre à Paris). D'autres ont évoqué les incertitudes d'un régime militaire qui pourrait prendre la succession du régime Ceausescu. Sans doute est-ce la question la plus mystérieuse qui reste posée à ce jour. D'entrée de jeu, M. Gorbatchev n'a pas caché sa sympathie pour les nouvelles autorités de Bucarest. Mais quelle part les militaires soviétiques ont-

ils pu prendre dans cette révolution, où un rôle décisif est finalement revenu à l'armée roumaine ? »

En conclusion de cet article, Alain Jacob insinue que derrière cette révolution il y aurait eu "les militaires soviétiques". Non. Ce sont les masses qui ont engagé le combat, entraîné les soldats et ont été les acteurs de ce premier acte révolutionnaire : le renversement de Ceausescu. La révolution contre le totalitarisme stalinien de Ceausescu a été annoncée dès août 1977 par la grève des 35 000 mineurs de la vallée de Jiu, par les émeutes ouvrières de novembre 1987 à Brassov, troisième ville de Roumanie, contre la réduction des salaires et la pénurie alimentaire. Par contre, il est manifeste qu'en relation avec le Kremlin, certains apparatchiks roumains d'hier et encore du moment, s'étaient organisés et qu'ils se préparaient à exploiter les événements politiques, sans qu'ils sachent précisément ce qu'ils seraient. Ce sont eux qui ont formé et qui contrôlent le relais politique de la bureaucratie roumaine que constitue le "Comité du Front de Salut National". La presse a publié

l'enregistrement de la première réunion du "FSN", réunion qui s'est tenue le 22 décembre en fin d'après-midi. Le général Nicolea Militaru, ancien responsable du régime de Ceausescu, actuellement ministre de la défense, y a déclaré : «*Mais ce Conseil du Front National existe depuis six mois*». Le président du CFSN a confirmé qu'il avait contacté le Kremlin, via l'ambassade de l'URSS, à Bucarest, avant même que ne se tienne la première réunion du Front. Au cours de cette première réunion le général Militaru a estimé : «*Le Conseil du Front doit être un organe du Parti et de l'Etat*». Petr Roman l'a interrompu : «*En aucun cas ce ne doit être un organe du Parti. C'est comme si tu évoquais le diable*». Pourquoi les dirigeants du CFSN sont-ils d'anciens apparatchiks du PCR, dont certains étaient encore en fonction la veille de la Révolution ? La presse prétend : depuis 45 ans le PCR monopolisait le pouvoir politique, il n'y avait donc que les apparatchiks qu'il a formé qui étaient compétents pour diriger les affaires publiques. C'est simple. Encore fallait-il y penser.

DÉFENSE ET CONSOLIDATION DE L'APPAREIL D'ÉTAT

A l'origine, le Comité du Front de Salut National comprenait 37 membres. Il a élu un comité exécutif de onze membres. L'une des premières décisions de ce comité exécutif a été de faire "juger" et condamner à mort par un tribunal militaire secret, Elena et Nicolea Ceausescu et de les faire immédiatement exécuter. N'était-ce pas la façon la plus efficace d'éviter un procès public que tous les apparatchiks redoutaient ? Morts, les Ceausescu ne parleront plus. Les liquider promptement a été un acte politique nécessaire à la défense des appareils de l'Etat et du PCR. De façon courante, le comité exécutif est désormais appelé : "Comité du Front de Salut National". Il a désigné un gouvernement que Petr Roman dirige. Aucun membre du "CFSN" n'est membre du gouvernement. Le gouvernement devra appliquer la politique que le "CFSN" décidera. Les ministres sont assistés par des commissions composées de membres du "CFSN".

Le "CFSN" a rapidement fait d'importantes concessions économiques aux masses. Dès le 27 décembre, il a pris des mesures pour une amélioration rapide et considérable du ravitaillement. Des stocks alimentaires ont été débloqués. Un comité de coordination du commerce a été constitué. Les exportations de produits alimentaires ont été bloquées. Le chauffage dans les habitations n'a plus été limité à 13°. «*Le Conseil a également abrogé les lois sur l'interdiction et la répression de l'avortement, la systématisation du territoire (la destruction de villages et le regroupement forcé des paysans dans des centres agricoles), l'autorisation préalable d'avoir et d'utiliser du matériel de production (machines à écrire, par exemple), les poursuites pour diffamation publique d'une institution d'Etat et le prélèvement obligatoire sur les salaires pour contribution au développement de l'entreprise*» ("Libération" du 28/12/89).

Mais l'essentiel de l'activité du CFSN a été centré, dès les premiers jours, sur la défense et la consolidation de l'appareil d'Etat. La Securitate n'a pas été dissoute mais placée sous la tutelle du ministre de la Défense Nicolea Militaru. Les anciens organes de l'Etat, la caste des officiers restent en place ainsi que les autorités civiles et les dirigeants des entreprises, lorsque la population ne les a pas purement et simplement éliminés. La milice est rebaptisée "police". Le «*comité exécutif du CFSN comprend 11 membres*», écrit "Libération" du 30 et 31 décem-

bre 1989, son «*nom rappelle étrangement celui du comité exécutif qui jouait sous Ceausescu le rôle du bureau politique*».

Actuellement le Conseil proprement dit compte 101 membres. Ses effectifs devraient s'accroître jusqu'à former une sorte de parlement. Chaque département déléguerait deux représentants, soit 80 personnes. "Libération" ajoute : «*Le Conseil aura même des expressions locales : conseils départementaux (35 à 50 membres), conseils cantonaux (15 à 25 membres), conseils communaux (9 à 15 membres), plus un conseil de Bucarest, formé de 11 à 20 membres*». La raison d'être de ces conseils se devine : se substituer aux organismes révolutionnaires qui ont surgi et ont été organisés au cours de la lutte. Près de 40 généraux ont été promus au grade supérieur. Le ministère de l'Economie a été attribué au général Atanasia Victor Stanculescu, le ministère de l'Intérieur au général Mihai Gitae, le ministère de la Défense au général Nicolea Militaru. L'abolition de la peine de mort de relève pas de principes moraux, mais de garanties données aux membres de la Securitate qui, par ailleurs lorsqu'il sera impossible de ne pas les inculper seront jugés par des tribunaux militaires d'exception.

Partis d'origines diverses et syndicats ouvriers apparaissent et s'organisent. Le CFSN a annoncé que des «*élections libres*» auraient lieu dans trois mois. Les partis qui viennent d'émerger au grand jour estiment qu'ils n'auront pas le temps de s'organiser. Mais, en outre, à trois mois de ces élections projetées, les conditions dans lesquelles elles seront préparées et se tiendront, le mode de scrutin, etc... restent totalement inconnus. Plus inquiétant encore : Silviu Brucan considéré comme la principale tête pensante du CFSN, dont les antécédents staliniens sont bien connus, a affirmé que le CFSN présentera ses propres listes, les différents partis pouvant présenter leurs candidats sur les listes du Comité. Voilà qui rappelle singulièrement le procédé stalinien de la liste unique sur laquelle tous les partis, ou dénommés tels, sont candidats. La composition et l'action du CFSN soulèvent des protestations dans l'ensemble du pays. Le 12 janvier une manifestation, dont la composition politique était fort diverse, s'est rassemblée devant le ministère des Affaires Etrangères où siègent le CFSN et le gouvernement. La foule a réclamé des dirigeants qu'ils viennent s'expliquer. Selon "Libération" des 13 et 14 janvier :

«La foule, d'abord constituée de jeunes, s'épaissit peu à

peu de personnes de toutes générations et de tous horizons. Elle réclame un référendum sur le rétablissement de la peine de mort. Le jugement de tous les membres de la Securitate. L'exclusion de tous les communistes du gouvernement. La démission immédiate de Silviu Brucan (la bête noire de l'après-midi). La confiscation des biens de l'ancienne nomenklatura pour financer la campagne des petits partis. Et tant d'autres choses. Une ouvrière exige la démission de la direction de son usine qui est la même qu'avant la révolution. Une mère de famille se plaint de ce que la température est déjà redescendue dans les appartements de la banlieue après huit jours de chaleur».

Petr Roman, Ion Iliescu, Dimitru Mazilu¹ sont finalement

¹ Dimitru Mazilu vient de démissionner du CFSN qu'il accuse d'utiliser des méthodes staliennes.

CEAUSESCU : UN PRODUIT DU STALINISME

Le Comité de Front de Salut National a bénéficié dès son premier jour de l'appui des puissances impérialistes : le «*grand élan de solidarité*» puissamment impulsé et soigneusement organisé par les gouvernements des grandes puissances capitalistes, dont le gouvernement français, n'a pas d'autres raisons que de soutenir le nouveau pouvoir et de l'aider à faire barrage et à faire refluer le processus révolutionnaire. La peur de la révolution a été si vive que, écrit "Le Monde" du 26 décembre :

«Les déclarations du week-end au sujet de l'opportunité d'une intervention militaire soviétique de soutien (sic) à la population roumaine sont la plus spectaculaire illustration, à ce jour, du retournement intervenu dans les relations Est-Ouest. On aura entendu en effet successivement la France, puis les Etats-Unis et la Grande Bretagne, proclamer par la voix des responsables de leur diplomatie qu'ils soutiendraient une intervention militaire soviétique en Roumanie».

Après en avoir examiné la possibilité, le Kremlin a jugé que cela lui était impossible et que ce serait dangereux politiquement tant en URSS que dans les pays de l'Europe de l'est et, bien sûr, en Roumanie même. A l'évidence la bureaucratie du Kremlin était, et est toujours, en relation politique étroite avec la CFSN. Les puissances impérialistes en sont pleinement d'accord.

La chaleureuse sympathie "démocratique", la "solidarité" fiévreuse, dont les grandes puissances impérialistes et la bureaucratie du Kremlin font preuve à l'égard du "peuple roumain" sont d'un cynisme rarement égalé. Une récapitulation des relations internationales, depuis 1965, du régime de Ceausescu et des puissances impérialistes est sinistrement édifiante. Pour se limiter au gouvernement français : 14-19 mai 1968, voyage du général de Gaulle à Bucarest ; 1970, visite de Ceausescu en France. Les gouvernements des puissances impérialistes jouaient alors en Europe de l'Est et par rapport au Kremlin la carte Ceausescu. Dès 1958 les troupes du Kremlin ont évacué la Roumanie. Le gouvernement roumain a acquis par rapport à Moscou une certaine marge de manœuvre. Le gouvernement de Ceausescu a été le premier des pays de l'est, à pratiquer la politique d'ouverture à l'ouest. Ainsi en 1967 il recevait Nixon. La même année, il signait avec le Kremlin un

traité d'assistance mutuelle. Ceux-ci ont désigné une délégation. Elle est allée discuter avec les trois principaux dirigeants du CFSN à l'intérieur du ministère. A 22 heures, Iliescu a lu au balcon du ministère trois nouveaux décrets pris sur le champ :

- le PCR est immédiatement mis hors la loi ;
- un référendum doit avoir lieu le 28 janvier sur le rétablissement de la peine de mort ;
- la constitution d'une commission nationale pour discuter de toutes les revendications populaires.

Mais le lendemain soir à la télévision, les mêmes ont annoncé que la mise hors la loi du PCR serait également soumise au référendum du 28 janvier. Ensuite celui-ci a été annulé. Enfin, la radio vient d'annoncer que les élections auraient lieu au mois de mai et que le CFSN présenterait ses propres candidats.

Le "Danube de la pensée", le "génie des Carpathes" est présenté aujourd'hui par ses amis d'hier ainsi qu'un dangereux psychopathe. Sans doute était-il un fou dangereux, un paranoïaque et un sanglant mégalomane. Mais ce genre d'explication n'explique rien. La vérité est qu'il s'agit d'un des plus purs produits du stalinisme et la situation de la Roumanie sous sa botte, une des plus dures conséquences de la "construction du socialisme dans un seul pays".

Lorsque la dette a atteint cette somme astronomique pour la Roumanie, le "Conducator", le dos au mur, a opéré un brusque tournant du genre de celui que Staline effectua en 1928 lorsque, assailli par la montée des Koulaks et des Nepman, il décida que l'URSS devait "rattraper et dépasser dans les plus courts délais", sur le plan de la production, les pays capitalistes les plus avancés (Allemagne, USA). Au nom de la bureaucratie roumaine, le "Conducator" a décidé non seulement de ne plus emprunter mais que la Roumanie rembourserait "dans les plus courts délais" sa dette. En effet, actuellement la dette est à peu près remboursée, mais c'est au prix de privations extraordinaires imposées aux masses : réduction drastique des importations, réduction massive de la consommation intérieure pour exporter au maximum. A quoi s'est ajouté : le gaspillage bureaucratique, les constructions grotesques et pharaoniques dans le style stalinien, la destruction de villages et la construction "d'agrovilles", sans omettre le coût énorme de la Securitate, de la police, de l'armée. La Roumanie est économiquement ruinée, épuisée, exsangue. Elle a perdu sa substance.

Par nature, les bureaucraties parasitaires ont besoin d'un système politique totalitaire. Depuis 1945 les ouvriers, les paysans, la population laborieuse, la jeunesse de Roumanie subissent le totalitarisme stalinien. La situation catastrophique ou la gestion bureaucratique a conduit l'économie roumaine, a naturellement engendré la figure monstrueuse du Néron de Bucarest, le plus total arbitraire, le régime de la terreur jusqu'à l'irrationnel total.

du 2 décembre, grève générale massivement suivie. Le 3 décembre "Forum civique" a rejeté le gouvernement formé par M. Ladislav Marec qui comprenait 16 membres du PCT sur 21 ministres. Les manifestations de masse l'ont contraint à démissionner. Le 10 décembre Marian Calfa, du PCT, nommé premier ministre a formé un gouvernement d'"entente nationale" dont la majorité est composée de non membres du PCT. Ce gouvernement s'est engagé à ce que des "élections libres" aient lieu dans les six mois et à s'orienter vers une "économie de marché". Le 10, Gustav Husak a été contraint de démissionner de la présidence de la République. Le 28 le parlement a élu à sa présidence Alexandre Dubcek et le 29 à la présidence de la République Vaclav Havel. Le pouvoir a décidé de créer 100 nouveaux sièges de députés qui, avant que le "parlement" ne soit renouvelé, sont offerts à "l'opposition", à elle de se les répartir.

Comme ses pr abouti qui vo Tcheco pays d'actuell généra Dans jusqu' vers la de gue divers ouvert l'est en seront influences et impuises. La revolution ouverte, les comités ne resteront pas l'apanage des masses roumaines.

*Attention
P 24 devient P 23
inversion jusqu'à
film CPS*

LA POLITIQUE DE L'IMPÉRIALISME ET DU KREMLIN

Dans nombre de ses aspects, la politique de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, pour juguler le mouvement des masses et les détourner de leurs propres objectifs, est également diversifiée. Mais elle a une constante : éviter que les appareils des Etats bureaucratiques et si possible des partis stalinien ne soient détruits par la mobilisation et l'action des populations laborieuses, utiliser ces appareils et ces partis pour permettre des transitions réformistes vers la pénétration impérialiste et la restauration capitaliste. Les "oppositions" s'alignent sur cette politique. Aussi s'efforcent-elles de trouver des compromis, d'aboutir à des accords avec ces appareils. L'exemple de la Pologne le démontre à l'évidence. Mais ce qui se passe dans les autres pays de l'Europe de l'est ne le démontre pas moins. En Hongrie "l'opposition" respecte les formes et les rythmes convenus. Dans la partie est de l'Allemagne, "l'opposition" reconnue ne met pas en cause l'existence de la RDA. Elle refuse de combattre pour la réunification de l'Allemagne, de l'est de l'Allemagne et du peuple allemand et pour le retrait des troupes du Kremlin et des troupes françaises, anglaises et américaines qui occupent Berlin ouest et le reste de

l'Allemagne. En Tchécoslovaquie "l'opposition" participe au gouvernement. En devenant président de la République, Vaclav Havel le cautionne. En Bulgarie "l'opposition" accepte les cadres politiques fixés par le pouvoir.

En Roumanie, tout est beaucoup plus difficile. "L'opposition" en est encore à se constituer et à se construire. Le régime de Ceausescu est allé jusqu'au point le plus extrême. La répression sanglante de la Securitate a fait des milliers de morts. Il y a eu commencement de guerre civile et l'ouverture d'une révolution. Pour se faire reconnaître, le gouvernement qui a pris le pouvoir le 22 décembre, doit se présenter comme le gouvernement issu de la révolution. Toutes les couches sociales vouent une haine inextinguible aux apparatchiks confondus avec le "communisme". L'appareil de l'Etat bureaucratique est d'une extrême fragilité. Cependant l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin misent sur cet appareil pour appliquer leur politique.

EN ROUMANIE : POUR UN CONGRES NATIONAL DES COMITÉS

Cette politique, ces compromis, entre les "oppositions" et les appareils des Etats bureaucratiques, sont possibles parce que les uns et les autres ont désormais un dénominateur commun : la restauration capitaliste, l'ouverture à l'impérialisme. Le 29 décembre, par exemple, le "parlement" polonais a renoncé à la formulation de République populaire socialiste de Pologne. Il a adopté la formulation : République de Pologne. Tous les gouvernements des pays de l'Europe de l'est se prononcent désormais pour "l'économie de marché". Tous les partis stalinien changent de nom et abandonnent la référence au "communisme", ou "socialisme", à la "classe ouvrière". Les uns et les autres s'appuient sur le pacte de Varsovie. Ils déclarent ne pas vouloir en sortir. Les masses voient les choses autrement.

Elles veulent : une véritable indépendance nationale et donc le retrait des troupes russes ; la dénonciation du pacte de Varsovie et de tous les accords et traités qui subordonnent leur pays à la bureaucratie du Kremlin.

Elles veulent : les libertés démocratiques ; constituer leurs partis, leurs organisations syndicales.

Elles veulent l'amélioration de leurs conditions de travail et d'existence. Elles ne croient pas un mot des prétendues dissolution des forces répressives spéciales (STASI, milices).

Actuellement dans les pays de l'est de l'Europe, la métaphysique de "La Liberté" a une grande force mystifiante en raison de la haine que les masses vouent aux régimes oppressifs et spoliateurs, totalitaires que la bureaucratie du Kremlin y a construit au nom du "socialisme", et de la haine existant contre les bureaucraties. Mais la dure réalité de ce qui se cache derrière l'ambiguïté du concept de "Liberté" se dégagera nécessairement. Le prolétariat, la population laborieuse, la jeunesse de Pologne et de Hongrie en font déjà la cruelle expérience. En Pologne, depuis le 1er janvier 1990, le gouvernement a mis en application un plan de "redressement économique" concocté avec le FMI. Il prévoit la multiplication des privatisations d'entreprises, la suppression des subventions aux "canards boiteux", la multiplication par cinq de certains prix. Le "redressement économique" pourrait signifier la mise en chômage de 5 millions de travailleurs sur 18 millions. Dès grèves ont lieu dans les mines La masse énorme des petits paysans proteste contre la hausse des prix industriels et le blocage des prix agricoles. Un plan semblable est mis au point en Hongrie. Ce n'est pas pour cela que la masse des ouvriers, des

LA NOUVELLE VAGUE : ORIGINE, POLOGNE AOUT 1980

Le mouvement qui se développe en Europe de l'est est un, mais son développement est différencié et particularisé. A son origine, il y a la grève générale d'août 1980 en Pologne et la constitution de la centrale Solidarité. Le 13 décembre 1981, le coup de force de Jaruzelski décrétant l'état de guerre, s'est traduit par l'emprisonnement de milliers et de milliers de militants et le déploiement de la répression. Un coup très dur a été porté au peuple et au prolétariat polonais. Jaruzelski n'a pu les écraser. Le 1er janvier 1983, il a "suspendu l'état de guerre". En mars 1985, Gorbatchev a été élu secrétaire général du PC de l'URSS. Son élection a correspondu à la manifestation publique de la crise qui déchire la bureaucratie du Kremlin. Elle a prélué à la "perestroïka" et à la "glasnost". En septembre 1986, Jaruzelski a décrété l'amnistie. Plus de treize mille détenus ont été libérés. Semi clandestinement Solidarnosc s'est réorganisée, non sans que Walesa sélectionne une direction entièrement sous son contrôle et soumise à l'Eglise, en éliminant de nombreux dirigeants élus en octobre 1981 au seul congrès que Solidarité ait tenu à ce jour.

Le 5 avril 1989 cette direction de Solidarité a signé un accord avec Jaruzelski dont les principales dispositions ont programmé des "élections" aux résultats préfabriqués au moins en ce qui concerne la Diète : le POUP et ses alliés devaient obtenir 65 % des sièges au minimum et "l'opposition" 35 % au maximum. En même temps, l'accord a institué un Sénat comprenant 100 sièges, qui ne dispose que de peu de pouvoir réel, mais dont l'élection n'est pas contingentée. Il a créé une présidence de la République qui dispose de pouvoirs considérables. Le président de la République est élu par la Diète et le Sénat réunis. Il était entendu entre les dirigeants du POUP et de Solidarnosc que Jaruzelski deviendrait président de la République.

Politiquement les résultats n'ont pas été ceux qui étaient escomptés. 37 % des électeurs n'ont pas voulu paraître, en votant, ratifier les accords conclus entre la direction de Solidarnosc, aux ordres de l'Eglise, et la direction du POUP représentante de la bureaucratie polonaise soumise au Kremlin. A la Diète aucun des dirigeants du POUP n'a obtenu les 50 % nécessaires pour être élu au premier tour. Au second tour, ils ne sont pas représentés. Le POUP dispose bien avec ses "alliés" de 65 % des députés à la Diète, mais ses élus sont des seconds couteaux et les élus "alliés" se démarquent de lui autant que possible. Au Sénat sur les 100 sièges, 99 sont revenus aux candidats de Solidarité. Toutes programmées

qu'elles aient été ces élections ont été une très dure défaite pour la bureaucratie polonaise : clairement elles ont signifié "dehors le POUP". Une crise politique s'en est suivie. La bureaucratie a fini par accepter un "compromis" : Jaruzelski élu président de la République, la direction du gouvernement est revenue à Mazowiecki, agent de l'Eglise, représentant de Solidarité, tandis que les ministres membres du POUP détiennent des postes clés comme ceux de l'Intérieur et de la Défense.

La défaite politique de la bureaucratie polonaise a accéléré les processus en cours en Hongrie. Depuis 1965 la bureaucratie de Hongrie a engagé ce pays en direction d'une "économie de marché". Elle en a fait un membre très endetté du FMI (17 milliards de dollars). L'ancienne direction du PSOH a été progressivement éliminée. Le 11 février 1989, le "multipartisme" a été autorisé. Le 16 juin une manifestation de 200 000 personnes s'est déroulée lors des obsèques solennelles de Imre Nagy qui a dirigé le gouvernement lors de l'insurrection de novembre 1956 et qui a été exécuté le 16 juin 1958. Le 24 juin les réformateurs ont pris la direction du PSOH. Le 10 septembre le gouvernement hongrois a décidé d'ouvrir la frontière austro-hongroise aux ressortissants de la RDA en "vacances" en Hongrie. Le 7 octobre un congrès extraordinaire du PSOH a décidé que celui-ci s'appellerait désormais PSH et abandonnerait les "principes du centralisme démocratique", de la dictature du prolétariat et de demander son adhésion à la IIe Internationale. Le 23 octobre, la IVe République a été proclamée. Les lois votées du 18 au 20 ont modifié profondément la constitution. Des "élections libres" sont prévues en mars 1990. Le 26 novembre le projet de faire élire le président de la République au suffrage universel avant les élections parlementaires a été battu : 50,07 % des votants se sont prononcés contre alors qu'à l'appel du "Forum démocratique" 47 % des inscrits se sont abstenus. Défaite du gouvernement.

En Bulgarie, des manifestations limitées ont eu lieu. Le 10 novembre Todor Jivkov, au pouvoir depuis 1954, a été éliminé et remplacé à la tête du Parti Communiste Bulgare par M. Petar Mladenov. Le 10 décembre, manifestation à Sofia regroupant 100 000 personnes pour l'accélération des réformes. Le 11, M. Mladenov s'est engagé à ce que des "élections libres" aient lieu en mai 1990 et à supprimer dans la constitution l'article stipulant que la République populaire bulgare est dirigée par le PCB.

DE L'EST DE L'ALLEMAGNE À LA ROUMANIE

C'est dans la partie est de l'Allemagne que le mouvement des masses a pris une fantastique ampleur. L'article publié dans le n° 30, dernier numéro de CPS, a retracé cette formidable mobilisation, les fantastiques manifestations et les événements qui se sont produits en RDA jusqu'à la manifestation du 28 novembre à Leipzig où 200 000 manifestants ont exigé la réunification de l'Allemagne et du peuple allemand (voir l'article intitulé : *Inconditionnellement pour : la réunification de l'Allemagne et du peuple allemand ; le retrait immédiat des troupes du Kremlin, françaises, anglaises, américaines*. Le 3 décembre, le CC du SED a dénoncé les "abus de pouvoir" et les privilèges qui existaient lorsque Honnecker était au pouvoir. Egor Krenz a renoncé le 6 décembre à la présidence du Conseil d'Etat. Le 7 décembre une première "table ronde" a réuni les représentants du gouvernement et des organisations reconnues de fait. A cette "table ronde" la date des premières

"élections libres" a été fixée : le 6 mai 1990. Mais que ce sera-t-il passé d'ici là ? La direction du SED a été complètement renouvelée et restructurée les 8 et 9 décembre au cours du "congrès extraordinaire" du SED. Gregor Gysi, un avocat de 40 ans, est devenu président du parti. Le "parlement" a annulé l'article de la constitution qui attribuait au SED le rôle de dirigeant de la RDA. Il a accepté le "multipartisme politique". La revendication de la réunification de l'Allemagne est de plus en plus reprise dans les manifestations de masse. Des grèves politiques au nombre encore limité et limitées dans le temps, éclatent dans les usines.

Immédiatement la mobilisation et l'action des masses de la partie est de l'Allemagne se sont répercutées en Tchécoslovaquie. CPS a également fait état de la semaine de grande mobilisation de masse jusqu'à la grève générale de deux heures

vais entraîner, comme ça, d'un coup, des pays qui seraient réticents vers une forme de contrat avec l'ensemble des travailleurs qui correspondrait à ma pensée. Mais par rapport à l'état d'esprit de nombre de nos partenaires je n'ai pas lieu d'être déçu. Parce que vous dites : c'est simplement un cadre. Non c'est plus que ça».

Serge July : *«Mais vous allez le remplir ce cadre ?»*.
Mitterrand : *«... La commission a déjà en portefeuille 42 mesures dont 19 directives. Peu à peu ce cadre va se remplir».*
Christine Ockrent : *«Mais ce sera à la carte. C'est-à-dire que chaque partenaire choisira ce qui lui convient».* Mitterrand : *«C'est la Commission qui va proposer. Les directives seront soumises à l'appréciation du Conseil Européen. A la carte ça voudra dire que chaque fois il faudra que le Conseil européen se décide sur telle mesure ou telle autre mesure».*

Toute la rouerie de François Mitterrand ne parvient pas à le masquer : la prétendue "charte sociale" ne généralise et ne consacre pratiquement aucune conquête sociale de la classe ouvrière. "Libération" du 8 décembre 1989 écrit :

«La charte se limite ainsi à énoncer des droits suffisamment génériques pour ne pas gêner la Dame de Fer. Elle prévoit la libre circulation des travailleurs et des entreprises dans la CEE, à condition égale, affirme

...PAS TOUT A FAIT

Pourtant, la "charte sociale" n'est pas réellement vide. Elle donne le label de la CEE aux formes multiples de travail précaire, à la flexibilité, au travail le dimanche. Elle met l'accent sur la généralisation de la "participation".

«L'information, la consultation et la participation des travailleurs doivent être développées, selon des modalités adéquates, en tenant compte des pratiques en vigueur dans les différents Etats membres. Cela vaut en particulier dans les entreprises où des groupes comportant des établissements ou des entreprises situés dans plusieurs Etats membres de la Communauté européenne».

Bien entendu, la "charte sociale" sera prétexte à la constitution de multiples organismes communautaires réunissant des représentants de la CEE, des patrons, des centrales et organisations syndicales.

Surtout, on ne saurait oublier que la "charte sociale" s'inscrit dans une politique à long terme de déréglementation et de libéralisme "social". Le 5 janvier 1988, la Commission de la Communauté européenne adressait aux douze gouvernements membres une note. On y lisait :

«Elle (la CEE) va poursuivre avec énergie son action

"FRANÇOIS, VOUS AVEZ LA MEMOIRE COURTE"

L'essentiel du sommet européen de Strasbourg concernait la préparation de la 2e étape de l'Union Economique et Monétaire. Pour mémoire : la première étape commencera le 1er juillet 1990 par la mise en pratique de la libre circulation des capitaux. Il s'agit de la simple application du "libéralisme" en ce qui concerne la circulation des capitaux. Ce n'est déjà pas sans poser problème : le Luxembourg entend maintenir le secret

le droit à une "couverture de sécurité sociale d'un niveau suffisant", à un "salaire de référence équitable", à une "formation professionnelle continue". Le projet de charte se prononce également pour un rapprochement des législations nationales sur la durée du travail, les congés payés, les procédures de licenciement collectif et inscrit la nécessité d'une "information, consultation et participation des travailleurs", notamment en cas de restructuration, de licenciement collectif ou de mutations technologiques dans l'entreprise.

Plus rien, sur le fond, qui soit vraiment insupportable pour Londres. Mais cela n'a pas empêché Margaret Thatcher de répéter ces derniers jours son opposition de principe au document».

Interrogé, Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste au parlement européen, commente :

On peut «se demander si la charte énonce encore des droits : le principe de droit a été soigneusement gommé au bénéfice d'autres termes. Il y a aussi énormément de lacunes : on ne parle pas de salaire minimum, du travail horaire ou posté, de la sous-traitance, on tend à abaisser de 16 à 15 ans l'âge minimum (pour travailler)... Toute notion de calendrier d'application a également disparu».

systématique pour que l'enseignement, la santé, la recherche et d'autres secteurs, ne soient plus assurés par des agents ayant la qualité de fonctionnaires».

Or, la mobilité est un des axes économiques et "sociaux" de la CEE. Cela s'appelle «la libre circulation des travailleurs».

Il n'en reste pas moins que le gouvernement de Mme Thatcher a maintenu son opposition à la "charte sociale" et que l'ensemble des autres gouvernements ne l'ont acceptée qu'autant qu'elle ne les contraint à rien en matière de droits et de garanties pour les travailleurs. Mitterrand a levé une partie du voile en concluant cette partie de ses réponses, ainsi :

«La France est un pays social très avancé par rapport à la plupart des autres. De telle sorte que le progrès européen mettra du temps avant d'atteindre le niveau français».

A moins que le développement des rapports entre les classes ne permette à la bourgeoisie française et à ses gouvernements d'aligner «le niveau français» sur ceux des pays où le niveau et les conditions de vie et de travail de la population laborieuse sont les plus bas.

bancaire qui fait que ce petit pays est un paradis pour les capitaux quelles que soient leurs origines ; il faut harmoniser les impôts qui frappent ou ne frappent pas les capitaux et leurs revenus dans les douze pays de la CEE. Pendant cette première étape, les politiques macro-économiques des différents gouvernements devraient être progressivement coordonnées, les déficits budgétaires réduits, les disparités aboutissant à des ten-

paysans, des jeunes des pays de l'est de l'Europe se battent. Les contradictions entre la politique des agents, de facto, des puissances impérialistes, des idéologues de "La Liberté" abstraite et de la restauration capitaliste, et les besoins et aspiration des masses, ne peuvent manquer d'éclater.

Les prolétariats et les masses exploitées des pays de l'Europe de l'est souffrent de l'absence de partis ouvriers révolutionnaires, fondés sur un programme qui unisse les revendications démocratiques, les revendications nationales, à celles propres aux populations laborieuses : pouvoir d'achat, lutte contre le chômage, conditions de travail et d'existence, etc... jusqu'au contrôle ouvrier de la production et de la répartition et qui mettent ce programme en application dans la pratique politique quotidienne. Mais un tel programme exige une réponse politique à la question : quel gouvernement, quel pouvoir ? Au moment présent les masses des pays de l'Europe de l'est exigent des élections réellement libres et démocratiques. Tout parti révolutionnaire doit soutenir cette revendication. Mais la

révolution roumaine a fait surgir dans le combat des milliers de comités. Ils sont divers et sans aucun doute hétérogènes, mais ils sont la représentation des masses en lutte. La presse fait le silence sur ces comités. Si le CFSN, qui exerce le pouvoir, ne peut les dissoudre, il espère que chacun de ces comités restera localisé, c'est-à-dire réduit à la quasi impuissance, qu'ils dépériront et mourront. Puisque ces comités existent, alors un mot d'ordre s'impose : **pour la défense et le développement de la révolution, congrès national de ces comités.** Le congrès national des comités deviendrait le "parlement" et l'exécutif des masses. Elles disposeraient ainsi de leur propre organe, qui les organiserait et centraliserait nationalement. Une situation de double pouvoir s'établirait. Tel peut être l'apport principal de la révolution roumaine au puissant mouvement de masse qui déferle en Europe de l'est.

Le 18/1/90

DU TRAITÉ DE ROME A L'ACTE UNIQUE (3)

MITTERRAND CONTENT DE LUI-MEME

Le 31 décembre s'est terminé le tour de présidence du Conseil de l'Europe, que, selon les règles de la CEE, il revenait à François Mitterrand d'assurer. Il avait tenu à inaugurer en fanfare son tour de présidence en accordant un interview à cinq des plus importantes publications des pays de la "Communauté Européenne" : "Le Nouvel Observateur", "Republica", "The Independent", "Die Suddendeutsch Zeitung", "El Pais". Il a voulu le conclure de façon non moins éclatante. Le 10 décembre, en direct sur Antenne II et Europe 1, il a répondu aux questions de quatre journalistes : Jean-Pierre Elkabbach, Christine Ockrent, Alain Duhamel et Serge July. Cet entretien a duré une heure trois quarts. Pendant plus d'une heure, questions et réponses ont été centrées sur les résultats du Conseil de l'Europe qui s'est tenu les 8 et 9 décembre à Strasbourg. Par conséquent, elles ont obligatoirement porté sur les événements qui depuis septembre-octobre se précipitent en Europe de l'est et sur leurs répercussions dans la CEE.

En premier lieu, François Mitterrand a affirmé qu'au Conseil de l'Europe de Strasbourg :

«on a avancé» ... «ça prouve que l'Europe s'impose».

"CHARTRE SOCIALE" : UN CADRE VIDE ?...

Serge July l'interroge :

«Sur la charte sociale est-ce que vous n'êtes pas un peu déçu, vous auriez souhaité un système un peu plus contraignant, qui ait des garanties plus formelles en ce qui concerne les salariés... est-ce que le fait que ce ne soit que de bonnes intentions vous n'êtes pas un peu déçu ?»

«Nous nous étions fixés quelques objectifs simples. Le premier était de fixer une date pour qu'une conférence inter-gouvernementale fut réunie afin de décider de l'Union économique et monétaire : une monnaie pour l'Europe, la communauté, et un organisme central, une banque. Il faudra plusieurs années pour y aboutir mais il fallait donner le top. L'année prochaine, avant la fin 1990, on ouvrira ce type de débat. Deuxièmement nous désirions mettre en chantier une "charte sociale". Je voulais que l'on avance aussi sur ce qu'on appelle le marché unique puisqu'en 92 on va tous se retrouver sans frontière il faut au moins préparer les choses. Dernier point, j'avais dit au Conseil du 18 novembre à l'Elysée, il faut aider l'est et particulièrement créer une banque de développement pour l'Europe de l'est. Ça a été décidé.»

«L'Europe politique... a été explicitement prévue lors du Conseil européen de Stuttgart il y a quelques années. On l'avait peut-être un peu oubliée. Et bien maintenant, elle est revenue d'actualité. Ce qui a été décidé à Strasbourg va permettre de jalonner le chemin.»

Mitterrand s'en tire par une pirouette :

«Ce ne sont pas que de bonnes intentions. Si je m'étais fixé un programme conforme à ma pensée sur ce qui doit être dans l'Europe et dans ces douze pays, un statut social des travailleurs, bien entendu c'est très en deçà. Mais je ne me fais pas d'illusions. Moi je suis socialiste (sic) et je ne peux pas me mettre dans l'idée que je

CE QUE REDOUTE MITTERRAND

La crise qui ébranle les régimes staliniens de l'Europe de l'est et la bureaucratie du Kremlin fait vaciller "l'ordre" de Yalta et de Potsdam. Elle met à l'ordre du jour la réunification de l'Allemagne. L'impérialisme français serait relégué à une position de deuxième ordre en Europe et de nième ordre dans le monde. Mitterrand est donc fondamentalement contre la réunification allemande. Mais il doit convenir que la réunification de l'Allemagne est la volonté du peuple allemand et que cette volonté emportera les obstacles qui se dressent contre elle. Pierre July lui pose la question :

«Au rythme où vont les événements, en particulier en Allemagne de l'est, le fait qu'il y ait une élection législative en Allemagne le 11 décembre prochain, est-ce que quand même vous ne pensez pas que les deux opinions publique (ouest et est allemandes NDLR) peuvent finalement, par un jeu d'enchaînement, imposer une réunification de fait de l'Allemagne, indépendamment des précautions qui ont été prises, par les quatre vainqueurs de 1945, par les traités internationaux.»

Mitterrand en convient : *«c'est tout à fait possible qu'ils le décident»*. Il espère cependant que l'Allemagne unifiée restera prisonnière des carcans résultant de la 2e guerre mondiale. Il poursuit :

«Ils devront à ce moment-là tenir compte des traités ; ils devront tenir compte des voisins, du voisinage ; ils devront tenir compte aussi d'un certain nombre de rap-

ports qui se sont déterminés surtout entre ces pays et l'Union Soviétique. (...) S'il y a des forces de ce type, il faudra les regarder en face, mais il faut aussi que nos amis allemands tiennent compte du fait qu'il a existé une guerre mondiale, que cette guerre mondiale a décidé d'une certaine configuration de l'Europe.»

Mitterrand voudrait donc que le peuple allemand reste sous tutelle et que l'Etat allemand ne recouvre pas sa pleine souveraineté politique internationale.

Mais les conséquences de la réunification allemande ne pourraient être limitées aux rapports économiques et financiers, elles seraient nécessairement sociales et politiques. D'un côté : la réunification allemande redonnerait au prolétariat allemand toute sa puissance sociale et politique et toute sa place dans la lutte des classes européenne et mondiale ; sa réalisation s'accompagnerait de l'effondrement du contrôle par la bureaucratie de l'Europe de l'est, et des appareils staliniens des Etats de cette région, peut-être même de la bureaucratie du Kremlin, et donc favoriserait le déploiement de la lutte de classe du prolétariat contre les forces sociales bourgeoises et pro-bourgeoises. De l'autre côté : la bourgeoisie allemande retrouvant sa puissance économique et financière antérieure ferait sauter les séquelles des limites politiques que les puissances impérialistes victorieuses et la bureaucratie du Kremlin lui ont imposées à la suite de sa défaite de la 2e guerre mondiale.

LES CONDITIONS DE LA CEE

Les articles intitulés "Du traité de Rome à l'acte unique" publiés dans les n° 28 et 29 de CPS ont rappelé le développement de la CEE. Au lendemain de la 2e guerre mondiale, les Etats bourgeois d'Europe continentale étaient soit détruits, soit tombés en ruine, soit plus ou moins disloqués ; l'économie capitaliste était en ruine en Europe et au Japon ; les armées du Kremlin occupaient, conformément aux accords de Yalta et de Potsdam, l'est de l'Allemagne et de l'Europe. L'impérialisme américain a alors imposé aux impérialismes européens en pleine déconfiture une certaine coopération économique et financière. La guerre froide a cristallisé la division du monde en deux modes de production et la main-mise de la bureaucratie du Kremlin sur l'est de l'Europe et de l'Allemagne. L'impérialisme américain a pris en charge d'impulser la construction d'un nouveau système impérialiste international et la reconstruction, en fonction des nouveaux rapports mondiaux, du régime capitaliste en Allemagne de l'ouest et au Japon. Plan Marshal, pacte atlantique, réarmement, guerre de Corée, course aux armements, ont été accompagnés en Europe de l'ouest de la formation de l'Union Européenne des Paiements, de la Communauté Economique du Charbon et de l'Acier (CECA) (18 avril 1951). Ensuite ce furent la négociation et la signature, le 25 mars 1957, du traité de Rome instituant la CEE dont l'application a commencé au début 1958, l'accord constituant l'Euratome.

Certaines conditions sociales, économiques et politiques étaient indispensables pour que soit négociée et réalisée la CEE : coupure du prolétariat allemand en deux et séparation des prolétariats de l'Europe de l'ouest de ceux de l'Europe de l'est ; parrainage de l'impérialisme américain qui a contenu les

antagonismes nationaux entre les différents capitalismes la constituant (notamment français et allemand). C'est lui qui a imposé la reconstruction dans les limites de la RFA du capitalisme allemand affaibli, diminué et assujéti à l'issue de la 2e guerre mondiale, ainsi que son insertion sur le marché mondial et dans la division internationale du travail en voie de reconstitution.

L'impérialisme américain voyait dans la CEE un vaste marché potentiel pour ses marchandises et une vaste zone d'investissements pour ses capitaux. De plus pour mener la "guerre froide" une stabilisation économique, sociale et politique, un certain développement du capitalisme en Europe de l'ouest, notamment en RFA, lui était indispensable. Depuis la loi du développement combiné mais inégal a joué et le strict contrôle de la CEE lui a très rapidement échappé.

Cependant, le maintien de la CEE exige qu'une crise économique et financière ne disloque pas le marché mondial et la division internationale du travail reconstitués après la 2e guerre mondiale ; que se maintienne un relatif équilibre dans les rapports de force économiques, financiers des capitalismes qui la composent, et surtout entre les "grands" (RFA, France, Angleterre, dans une certaine mesure Italie) ; que pour un ou plusieurs des impérialismes constituants ne se dégagent des objectifs particuliers qui l'emportent sur les intérêts les liant à la CEE : que le pouvoir bourgeois ne soit pas mis en cause par le prolétariat dans un ou plusieurs pays membres.

sions monétaires évitées. Toujours au cours de cette première étape, la drachme grecque, la livre britannique, l'escudo portugais devraient être intégrés au Système Monétaire Européen, quant à la marge de variation de plus et moins 6 % par rapport à l'ECU dont dispose la lire, elle devrait être réduite.

A Strasbourg, la grande question était celle de la convocation de la conférence intergouvernementale dont la tâche sera de négocier et de conclure le traité qui inscrira l'Union Economique et Monétaire dans le traité de Rome. Elle se réunira pendant l'application de la première étape, étape dont la limite dans le temps n'est pas fixée. La deuxième étape débutera lorsque commencera la mise en pratique du traité sur l'Union Economique et Monétaire. L'objectif des partisans de l'Union Economique et Monétaire est que les banques centrales nationales se fédèrent en un système européen, absorbant l'ensemble des institutions actuelles de stabilisation des changes. Les dévaluations deviendraient exceptionnelles. Il y aurait transfert de souveraineté des Etats aux autorités monétaires. Les marges de fluctuation seraient rétrécies. La phase trois verrait les parités des différentes monnaies devenir fixes. Les institutions communautaires se verraient transférer toutes les compétences économiques et monétaires. Elles gèreraient éventuellement la monnaie commune.

Mitterrand a fait semblant de considérer que la fixation à la fin

MITTERRAND PAIE LE PRIX

Pour obtenir la fixation d'une date d'ouverture de la conférence, Mitterrand a dû payer le prix : répondre positivement à l'exigence de Kohl, que le Conseil de l'Europe reconnaisse le droit du peuple allemand à l'auto-détermination. Evidemment la CEE a encadré la reconnaissance du droit du peuple allemand à l'auto-détermination de restrictions explicites ou implicites. Il est en effet spécifié, dans le texte politique, que l'auto-détermination ne peut se faire que : « dans le respect des accords et traités, ainsi que tous les principes définis dans l'acte final d'Helsinki ». En réponse aux journalistes, Mitterrand a souligné le 10 décembre « qui compte le respect des frontières ». La déclaration poursuit « dans un contexte de dialogue et de coopération est-ouest facteur de paix. Il doit se situer dans la perspective de l'intégration européenne » et Mitterrand a ajouté « pas communautaire, mais européenne ».

Rien d'autre que la date d'ouverture de la conférence n'est fixé. Autrement dit rien n'est fait. S'il devait être conclu, quel contenu aurait le nouveau traité ? Quand pourrait-il entrer en vigueur après qu'il ait été ratifié par les parlements nationaux ? A la question : quel délai est-il raisonnable pour qu'il entre en vigueur ?, Mitterrand a répondu : « le vœu optimiste c'est 1992 ; le vœu peut-être plus réaliste c'est le printemps 1994, avant la prochaine élection du parlement européen au suffrage universel ». De toute façon, ce serait la deuxième étape de la marche de l'Europe économique et monétaire. Or, la durée de la première étape n'est pas limitée. Elle durera aussi longtemps que les objectifs qui lui sont fixés ne seront pas atteints. D'ici là, beaucoup d'eau passera sous les ponts de la Sprée, du Danube, de la Moscowa et aussi de la Seine. En ce qui concerne « la banque de développement pour l'Europe ». L'accord de principe acquis, la négociation s'est engagée sur la mise en application. Tout devait aller très vite et être réglé dès la mi-janvier. Ce ne sera pas le cas : des "difficultés" ont surgi. La naissance de la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement est reportée au plus tôt au mois de mars. Affaire à suivre...

décembre 1990 de la date d'ouverture de la conférence intergouvernementale a été pour lui et l'Europe Economique et Monétaire un grand succès. On a envie de lui répondre en plagiant Pétain : « François, vous avez la mémoire courte ». Le 25 octobre 1989 il disait devant le parlement européen :

« Je souhaite pour ma part - j'annonce la couleur - que la conférence d'ouverture sur le nouveau traité se tienne à l'automne de 1990 et qu'elle donne aux parlements nationaux le temps de ratifier le nouveau traité avant le 1er janvier 1993 ».

Pourquoi ? Le 11 décembre 1990 auront lieu les élections au Bundestag. Elles se dérouleront sur le thème de la réunification allemande. Quel sera le gouvernement qui en résultera et sur quels axes précis se constituera-t-il ? Mitterrand voulait que le gouvernement Kohl s'engage le plus loin possible avant les élections. Celui-ci ne voulait justement pas. Il entend garder les mains libres, être en mesure de développer les thèmes qui lui conviennent avant les élections et pouvoir après s'orienter en fonction des résultats. Kohl a donc répliqué en demandant que la conférence ne s'ouvre qu'en janvier 1991. Finalement elle s'ouvrira fin décembre 1990 après les élections en RFA. Le point de vue de Kohl a prévalu.

Mitterrand aurait voulu qu'au terme de sa présidence de six mois du Conseil de l'Europe, « l'Europe économique et monétaire », donc « l'Europe politique », ait fait un « grand bond en avant ». Les résultats du Conseil de l'Europe des 8 et 9 décembre marquent, au contraire, une situation de contradictions contenues mais en développement. Déjà des difficultés difficilement réductibles se sont manifestées à propos notamment d'un tarif unifié de la TVA, et des modalités de son application. A peine le Conseil de Strasbourg était-il clos qu'a éclaté comme une bombe un désaccord sur une question considérée jusqu'alors comme pratiquement réglée : celle de la libre circulation des personnes entre la France, la RFA, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg. Dans la nuit du 13 au 14 décembre, la RFA a annoncé qu'elle ne signerait pas en l'état l'accord de Schengen alors que la signature devait avoir lieu le 15. La raison ?

« Selon les Français et les Luxembourgeois, c'est la question allemande qui est en jeu : "l'espace Schengen affiche clairement que la frontière extérieure passe entre les deux Allemagnes. Ce qui est désormais inadmissible pour la RFA". "Bref, il s'agit de savoir si la frontière passe sur l'Elbe ou sur l'Oder". ("Libération" du 15 décembre).

Plus haut :

« En réalité, c'est la question de la réunification allemande qui est posée, la construction européenne excluant de jure la RDA ».

Dès lors la presse s'interroge : l'irruption de la question allemande sur la scène politique européenne et mondiale va-t-elle même permettre de réaliser le marché unique, dont l'acte unique prévoit la constitution définitive pour le 1er janvier 1993, et, à plus forte raison, l'Europe économique et monétaire ?

MITTERRAND ET LA REUNIFICATION ALLEMANDE

Il a suffi que s'ouvre (que s'ouvre seulement) la perspective de la réunification de l'Allemagne, du réinvestissement capitaliste de l'est de l'Europe et de l'URSS, pour que se déclenche une crise, encore contrôlée, de la CEE : l'impérialisme français se heurte à l'impérialisme allemand. Il est appuyé par certaines autres puissances impérialistes moins importantes et, dans une certaine mesure, par l'impérialisme anglais, bien qu'il y ait aussi des antagonismes entre l'impérialisme français et l'impérialisme anglais. Naturellement François Mitterrand est son porte parole. S'il a dû consentir d'inclure dans le communiqué final du Conseil européen de Strasbourg le droit du peuple allemand à se réunifier, deux jours après, au cours de sa discussion avec quatre journalistes sur Antenne 2 et Europe 1, il a contre-attaqué. Il a fait notamment l'éloge de Gorbatchev dont a dit :

«Monsieur Gorbatchev montre à l'égard de la France une sorte de sollicitude qui tient au fait qu'il se souvient que la Russie et la France ont, à travers les siècles, servi de points d'équilibre dans les graves moments de l'histoire».

Plus loin il a insisté :

«Les alliances sont toujours là. Le premier réflexe de mes partenaires le 18 novembre a été de dire : "il faut rappeler que les alliances sont ce qu'elles sont". Monsieur Gorbatchev m'a dit la même chose. Et je crois que c'est un bon cadre de discussion».

Ces alliances sont évidemment le pacte atlantique et le pacte de Varsovie qui permettent l'occupation de l'Allemagne, à l'ouest par les troupes américaines, anglaises, françaises, et à l'est par celles du Kremlin lesquelles restent les forces principales du maintien de "l'ordre" en Europe de l'est.

Dans l'alliance atlantique la RFA a une position subordonnée. Il lui est interdit de disposer d'armes atomiques. Seuls y ont droit les "vainqueurs" de l'Allemagne : les USA, l'Angleterre et la France. Alain Duhamel a posé la question :

«Certains hommes politiques français disent que si le phénomène de réunification allemande avance, parmi les précautions qu'il faudrait prendre, il faudrait par exemple, (que) l'Allemagne s'engage à ne pas détenir d'armes atomiques dans l'avenir. Est-ce que c'est une idée qui vous paraît importante ?»

Mitterrand a répondu :

«C'est une idée fondamentale. Oui. Je n'ai pas l'intention, moi - avant qu'il ne se produise des événements d'une importance considérable, (alors) on examinera la chose - de toucher en quoi que ce soit notre arsenal nucléaire, qui représente juste le niveau suffisant pour assurer la défense de la France, quoi qu'il advienne. Mais parmi les règles fondamentales, d'ailleurs les Allemands ne le demandent pas, l'Allemagne ne doit pas détenir l'arme nucléaire».

Plus haut il avait appuyé : *«un règlement général des affaires*

entre les pays européens et de l'est et de l'ouest, dans la solidarité et la concorde, cela n'est possible qu'à partir du rôle que représente le Communauté européenne». Mitterrand s'accroche : il voudrait subordonner la RFA à la CEE et à une "Europe politique" qui ne lui laisseraient pas les mains libres, mais permettraient à l'impérialisme français de surnager et de participer, pour une part, à la curée en Europe de l'est. Evidemment, sans rompre avec la CEE, ni détruire la zone de "libre échange" qui lui est extrêmement profitable, pour l'impérialisme allemand il n'est pas question de se laisser enchaîner.

Mitterrand ne renonce pas à dresser des obstacles sur la voie de la réunification allemande. Du 20 au 23 décembre, il est allé en Allemagne de l'est. "Libération" du 22 titre : "Plaidoyer de Mitterrand pour l'Allemagne de l'est", et écrit :

«En visite en RDA depuis mardi soir, François Mitterrand (a) développé à propos de cette "autre" Allemagne, un discours rarement entendu jusque là. Il a même développé le concept nouveau, dans un interview à la télévision ouest-allemande, de "peuple allemand de RDA" et vanté, devant le président est-allemand, "l'apport de votre pays à la civilisation européenne". A ceux qui en RDA même doutaient de l'identité de cette Allemagne-ci, comme à ceux qui défendent farouchement un "nationalisme DDR", le président français a apporté le début d'une réponse».

Mitterrand a saisi au vol la proposition de Gorbatchev de réunir cette année la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Constituée à Helsinki en 1971, l'un de ses objectifs est le maintien des frontières européennes résultant de la 2e guerre mondiale. Mitterrand propose que la CSCE se réunisse à Paris.

La crise qui vient de se manifester au sein de la CEE va sans doute se développer. Elle double, quant elle ne recoupe pas, l'opposition de l'impérialisme britannique à "l'Europe politique". En outre, la nouvelle situation politique qui se crée en Europe incite l'impérialisme américain à avancer ses propres pions. Dans un discours prononcé le 12 décembre à Berlin, James Baker, secrétaire d'Etat américain aux Affaires Etrangères, a expliqué : que les cadres institutionnels de toute action commune des puissances capitalistes de l'ouest en Europe étaient l'OTAN, la CEE, l'acte final d'Helsinki. Il a proposé : que l'OTAN dépasse sa vocation militaire et joue un rôle politique en Europe ; une Allemagne réunifiée dans le cadre de l'OTAN ; l'établissement de liens institutionnels entre la CEE et les Etats Unis. C'est clair : politiquement l'OTAN doit submerger "l'Europe politique" dont Mitterrand se fait le chantre ; l'unification de l'Allemagne, si elle se réalise, doit l'être sous le contrôle de l'impérialisme US ; les "frontières" de la CEE doivent s'ouvrir devant l'impérialisme américain. On comprend que le ministre français des Affaires Etrangères Roland Dumas ait émis "des réserves" et qu'il ait dit : *«L'Europe au sein de l'alliance, mais l'Europe comme une entité propre et responsable, devra affirmer son rôle politique et de sécurité sur la scène européenne».*

DEVELOPPEMENT DE LA CEE ET PARASITISME GENERAL

Incontestablement la CEE a contribué à une importante croissance économique des capitalismes qui y participent. Au début la CEE ne regroupait que six Etats : la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Italie, la RFA et la France. Aujourd'hui elle en regroupe 12. Le marché commun est devenue une vaste zone de libre (ou presque) échange, sans frontières douanières internes, les frontières douanières se situent entre les Etats de la CEE et les Etats non membres. A l'intérieur de la CEE, les échanges et la production se sont multipliés. En outre ce vaste marché sert de tremplin aux grandes entreprises capitalistes qui luttent pour conquérir des positions sur le marché mondial. La Politique Agricole Commune (PAC) a été une des principales réalisations de la CEE. Elle a donné une puissante impulsion à la production agricole des pays membres, tout en réduisant massivement le nombre d'agriculteurs. Depuis quelques années la PAC est remise en cause. Les Etats membres de la CEE (non sans oppositions entre eux) veulent en réduire le coût, comme ils veulent réduire la production agricole, au détriment des agriculteurs. Un budget de la CEE existe depuis 1970.

En 1979 le Système Monétaire Européen a réduit les fluctuations des monnaies des Etats qui y ont adhéré. La CEE a conclu avec les Etats africains des conventions dites de Lomé qui sous la couverture d'une aide financière ouvrent ces Etats aux marchandises et aux capitaux des Etats de la CEE. Quelques

projets scientifiques, techniques et industriels ont été réalisés dans le cadre de la CEE, exemple : le CERN, Ariane, Airbus, etc... La CEE a également été un cadre où s'est organisée la liquidation, en raison de la crise, de secteurs industriels importants, dans la sidérurgie notamment. Dans cette mesure, la CEE a contribué à la nouvelle accumulation de capital de l'après deuxième guerre mondiale.

Il faut immédiatement ajouter que la CEE est née et s'est développée dans le cadre d'un fantastique parasitisme général du mode de production capitaliste. Un système de crédit international sans exemple dans le passé a donné une élasticité, sans précédent, au marché mondial. Mais il a abouti à un prodigieux endettement international et dans chaque pays. L'impérialisme américain a impulsé une économie permanente d'armement à laquelle ont participé toutes les puissances impérialistes membres de la CEE. De quelle élasticité est encore capable ce système ? Il est impossible de le dire. Cependant, l'aboutissant sera inéluctablement une catastrophe économique et financière qui disloquera le marché mondial et la division internationale du travail et donc la CEE. Si n'intervenaient pas des bouleversements politiques au cours desquels les prolétariats prendraient le pouvoir et transformeraient les rapports de production, l'humanité serait rejetée des décennies en arrière.

LES FRONTIERES NATIONALES NON SURMONTEES

La CEE s'est incluse dans la division du monde en deux modes de production fondamentalement antagonistes et y a participé. D'une certaine façon elle fut une tentative de surmonter les limites étroites des frontières nationales, particulièrement marquées en Europe, dans lesquelles étouffent les forces productives, comme elles étouffent dans les limites de la propriété privée des moyens de production. Elle est inséparable de l'intervention de l'Etat bourgeois dans l'économie à partir du maintien des rapports de production capitalistes pour tenter de surmonter les limites qu'impose la propriété privée des moyens de production, et pour défendre le mode de production capitaliste, la propriété privée des moyens de production.

Ce sont les gouvernements, les Etats bourgeois nationaux qui ont pris en charge la réalisation du marché commun. La CEE a eu comme point de départ nécessaire la volonté politique des gouvernements et des Etats bourgeois d'Europe occidentale et des USA de l'établir. Le but proclamé était une Europe Unie où dépériraient les frontières nationales, les Etats nationaux, où l'économie des pays capitalistes d'Europe fusionnerait en une économie européenne, où se formerait un super-Etat européen. Or, non seulement son point de départ, mais son maintien et son développement ont exigé le renforcement des Etats nationaux. Ce n'est pas "l'Europe capitaliste" mais l'Europe des capitalismes. L'inégalité de développement entre ses membres s'y est accrue considérablement. La hiérarchie des pays capitalistes européens s'y est affirmée. La puissance économique et financière de la RFA s'y est développée de telle sorte qu'elle est devenue et de loin, la principale, la plus grande puissance économique et financière de la CEE.

De son côté, la bureaucratie du Kremlin a participé à la division de l'Allemagne et de l'Europe en zones d'influence. Sous l'aiguillon de la guerre froide, de l'isolement de l'URSS et des

pays de l'Europe de l'est du marché mondial et de la division internationale du travail, de la course aux armements, elle a procédé à une généralisation de la fameuse "théorie" de Staline dite de "la construction du socialisme dans un seul pays". Chaque pays de l'Europe de l'est a été engagé par "sa bureaucratie" dans la construction de "son petit socialisme", y compris la fraction de pays dénommée RDA. Des organismes comme le COMECON ont été utilisés par la bureaucratie du Kremlin pour faire prévaloir ses intérêts et spolier les autres pays de l'est de l'Europe, sous le prétexte de "coordination" et de "coopération". La pseudo "division du travail et le pseudo "marché socialiste" n'ont pas empêché que le Kremlin conclue des accords bilatéraux et que les autres bureaucraties en concluent entre elles. La bureaucratie du Kremlin et les autres bureaucraties ont engagé la "compétition économique pacifique" avec les pays capitalistes. Mais ceux-ci disposent des plus importants moyens de production, d'une productivité du travail beaucoup plus élevée. Ils dominent le marché mondial et la division internationale du travail. Ils ont engagé la course aux armements. L'économie planifiée avait toujours un énorme retard sur l'économie capitaliste. Dirigée par les bureaucraties parasitaires, elle est dans l'impasse. Le bilan de la gestion bureaucratique se tire actuellement. Il n'exige pas de longs commentaires : faillite de la gestion et de la politique de ces bureaucraties. Défaites sur le terrain où elles avaient choisi de faire front à l'impérialisme, "la compétition économique", dans la course aux armements par peur du mouvement des masses qui ont engagé le combat contre elles, les bureaucraties parasitaires de l'Europe de l'est, et la bureaucratie du Kremlin, ouvrent les portes de leurs pays à l'impérialisme. Elles tentent de recourir à la restauration capitaliste dans ces pays où le capital avait été exproprié.

ROSA LUXEMBOURG, MARX, BOUKHARINE ET PRÉOBRAJENSKI, ENGELS, LÉNINE SUR : LA LAICITÉ ET LE PROLÉTARIAT

LA LAICITÉ DE L'ÉCOLE EN FRANCE : UNE RÉFORME DÉMOCRATIQUE DE LA RÉPUBLIQUE BOURGEOISE.

L'affaire des foulards, l'avis du Conseil d'Etat, la circulaire de Jospin sur le port des signes religieux à l'école publique, marquent l'actualité de la lutte contre la pénétration des religions dans cette école. Cette lutte nécessite d'exiger des directions de la FEN et de ses syndicats qu'elles combattent contre le port du tchador, contre le port de tout signe religieux dans l'école publique. Ce mot d'ordre s'appuie sur toute la tradition de combat du mouvement ouvrier contre le cléricalisme et les religions. L'institution de l'Enseignement public laïque, en France, est sans doute la dernière expression du rôle progressif que la bourgeoisie a joué. Avec le développement du capitalisme industriel, au XIX^{ème} siècle, et son corollaire, le développement du prolétariat, la classe bourgeoise voit croître ses besoins en main-d'oeuvre pourvue d'une qualification, et donc d'une instruction minimale. L'extension de l'enseignement primaire à des couches de plus en plus larges d'enfants du peuple, jusqu'à l'institution, par la Troisième République, de l'obligation scolaire, produit d'un impératif de classe, s'est effectuée dans des conditions politiques déterminées, concernant en particulier la lutte entre les diverses fractions de la bourgeoisie.

Dans sa lutte contre l'ordre féodal la bourgeoisie dut s'attaquer (elle le fit en France plus vigoureusement qu'ailleurs) à l'Eglise en tant que puissance économique, propriétaire de terres immenses et de revenus considérables qui lui conféraient une puissance politique redoutable. La séparation de l'Eglise et

de l'Etat (qui signifiait d'abord la transmission à la bourgeoisie des sommes et richesses accordées par l'Etat à l'Eglise) a donc été une revendication de la bourgeoisie libérale et démocratique. A la fin du XIX^{ème} siècle encore, pour fonder et affermir la république bourgeoise après l'effondrement du second empire, elle a dû affronter les forces cléricales, réaliser la séparation de l'Eglise et de l'Ecole.

En 1903, Rosa Luxembourg écrivait sur cette question :

"Toute révolution bourgeoise voulant rester fidèle à ses devoirs devrait procéder à la confiscation des biens de l'Eglise. Les socialistes, en préconisant aujourd'hui cette mesure en France, en revendiquant en même temps la laïcisation générale de l'instruction et de l'assistance publique, ne font que contraindre la République bourgeoise à aller jusqu'au bout de ses principes et à moderniser bourgeoisement l'Etat. Si les camarades français voulaient transporter dans leur pays la tactique allemande qui correspond à des circonstances toutes autres et s'abstenir de prendre part à la lutte politique menée depuis trente ans entre la République et l'Eglise, s'ils déclaraient que toute cette querelle ne les intéresse pas, ils se condamneraient à la nullité et à la stérilité dans la politique pratique." (Anticléricalisme et Socialisme, 1er Janvier 1903)

LA CLASSE OUVRIERE ET LA SÉPARATION DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT

La séparation de l'Eglise et de l'Etat était et reste également une revendication du mouvement ouvrier. Elle a été réalisée quelques mois par la Commune de Paris. Marx notait :

"Une fois abolies l'armée permanente et la police, instrument du pouvoir de l'ancien gouvernement, la Commune se donna pour tâche de briser l'autel spirituel de l'oppression, le pouvoir des prêtres ; elle décréta la dissolution et l'expropriation de toutes les Eglises dans la mesure où elles constituaient des corps possédants. Les prêtres furent renvoyés à la calme retraite de la vie privée pour y vivre des aumônes des fidèles à l'instar de leurs prédécesseurs les apôtres. La totalité des établissements d'instruction furent ouverts au peuple gratuitement, et en même temps débarrassés de toute ingérence de l'Eglise et de l'Etat. Ainsi non seulement l'instruction était accessible à tous mais la science était libérée des fers dont les préjugés de classe et le pouvoir gouvernemental l'avaient chargée." (La guerre civile en France. Adresse du Conseil Général de l'A.I.T 30 mai 1871).

La séparation de l'Eglise et de l'Etat, la laïcité de l'enseignement public n'en restent pas moins une réforme bourgeoise démocratique, là où elle a été réalisée, réforme qu'il revient désormais à la classe ouvrière d'accomplir là où la bourgeoisie en a été incapable, de défendre et satisfaire partout où elle est attaquée et remise en cause, car en fait nulle part, même en France, cette réforme n'a été menée jusqu'à son terme, expliquent N. Boukharine et E. Préobrajenski, dans leur "ABC du Communisme" :

"Cette lutte non plus ne fut poursuivie nulle part jusqu'au bout. C'est ainsi qu'en France tous les ministères bourgeois, durant une vingtaine d'années, promirent solennellement de dissoudre toutes les congrégations, de confisquer leurs biens, de leur interdire l'enseignement scolaire, etc... mais ils n'en finissent pas moins par une réconciliation et des compromissions avec le clergé catholique. Un exemple saisissant d'un compromis de ce genre entre l'Etat et l'Eglise fut donné récemment par M. Clémenceau qui fut en son temps un adversaire acharné de l'Eglise et qui finit par adresser un

ANTAGONISMES ET CONTRADICTIONS IRREPRESSIBLES

Au stade de développement où est parvenue la CEE, aucune des bourgeoisies qui y participent n'a intérêt à rompre avec elle ou à son éclatement : ni les petites, ni les grandes puissances impérialistes européennes, France, Allemagne, Angleterre, Italie. D'autres Etats, y compris la Turquie, se préparent à la rejoindre. La dislocation de cet immense marché serait une catastrophe économique et financière pour toutes les bourgeoisies qui y participent et aussi pour le mode de production capitaliste dans son ensemble, dont les conséquences sociales et politiques sont incalculables. Tant que cela est possible les membres déterminants de la CEE s'efforceront de concilier les antagonismes qui s'y manifestent. Mais il ne peuvent les supprimer, empêcher qu'ils s'intensifient et s'exaspèrent.

N'en déplaise à Mitterrand, il n'y aura jamais d'"Europe politique" qui disposerait d'organismes coiffant et dirigeant l'ensemble des Etats de la CEE et encore bien moins "d'Etats Unis d'Europe" dans le cadre du mode de production capitaliste. Dès les années 1950, une tentative allant dans le sens de la constitution d'un super Etat bourgeois européen a été faite. Elle a totalement échoué. Intensifiant la guerre froide les USA ont exigé le réarmement de l'ouest de l'Allemagne. Les "européens" ont alors imaginé la constitution d'une "armée européenne" intégrant des contingents importants des armées des pays européens membres de l'OTAN et l'armée de la RFA en formation. Le 27 mai 1952, les gouvernements français, hollandais, belge, luxembourgeois, italien et de la RFA ont signé le traité instituant la Communauté Européenne de Défense (CED). Mais l'armée est une des composantes principales de l'Etat. En disposer est un attribut essentiel du pouvoir d'Etat. La CED ne pouvait exister sans que soit constituée une "Communauté Politique supra-nationale" ayant autorité sur les gouvernements des pays membres : c'est-à-dire un pouvoir, un embryon d'Etat "européen", l'aliénation d'une partie de la souveraineté des Etats nationaux. Même alors le projet échoua. En dépit de l'appui réitéré des USA, le 30 août, sur question préalable, l'Assemblée Nationale française refusa l'ouverture du débat par 319 voix contre 264. CED et "Europe politique" étaient mortes-nées.

Encore une fois, il n'y a pas de capitalisme européen. Il n'y a en Europe que des capitalismes nationaux et ils ne peuvent

s'affranchir des conditions historiques de leur formation. L'Europe a été le berceau du mode de production capitaliste. Mais il s'y est formé et développé sur d'étroites bases nationales dont chaque capitalisme ne peut s'évader que par l'impérialisme. Y compris dans le cadre du marché commun ces traits fondamentaux subsistent. Le développement inégal à l'intérieur de la CEE les a renforcés principalement à l'avantage du capitalisme allemand. Déjà ce processus engendre des déséquilibres qui, alors même qu'elle s'agrandit, menacent de faire finalement éclater la CEE. L'impérialisme anglais n'a pu rester en dehors de la CEE, aujourd'hui les syndicats britanniques et Labor Party s'y sont ralliés. Mais les intérêts de la City comme place financière, les liens de la Grande Bretagne et du Common Wealth, restent pour l'impérialisme anglais préférentiels. A l'occasion il joue à l'intérieur de la CEE le rôle de cheval de Troie de l'impérialisme américain. La vigueur que les contradictions, les antagonismes, les oppositions d'intérêts ont pris dans la CEE dès que se sont dessinées la perspective de la réunification allemande et celle du réinvestissement capitaliste de l'Europe de l'est et de l'URSS, témoigne que les questions historiques que la CEE prétendait résoudre ne l'ont pas été. Elles reprennent toute leur virulence. Dans ces conditions, encore moins (si possible) qu'en 1954, il n'y a de base objective (un capitalisme européen) pour une "Europe politique". Ces antagonismes et contradictions, auxquels s'ajoutent l'offensive de l'impérialisme américain, finiront par être irrépressibles, d'autant que plane toujours la menace d'une crise économique et financière du mode de production capitaliste.

Les régimes bureaucratiques, édifiés et strictement contrôlés par la bureaucratie, s'effondrent. Avec eux sombre définitivement la pseudo théorie de "la construction du socialisme dans un seul pays". En même temps s'affirment les appétits impérialistes des grandes puissances capitalistes source d'antagonismes irrépressibles entre elles. Les fêlures de la CEE apparaissent nettement. Elles deviendront des cassures. Le capitalisme n'est pas plus capable aujourd'hui que depuis cent cinquante ans d'unifier l'Europe. Seuls le peuvent les prolétariats européens, en construisant les Etats Unis Socialistes d'Europe. C'est ce que CPS examinera dans un prochain article.

à des phrases creuses, n'a rien à voir avec celle du marxisme, dont se réclame pourtant son auteur. Elle se réduit à solliciter de la bourgeoisie, (et du gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson à son service) une application de ses propres principes. Elle va à l'encontre de la revendication élémentaire : une seule école, l'école publique.

Elle passe sous silence que ce sont aujourd'hui les enseignants qui constituent la force capable de s'opposer à l'offensive contre l'acquis, qui subsiste malgré toutes les

atteintes antérieures, de la séparation de l'Eglise et de l'école. Elle néglige délibérément le fait que cet acquis ne peut être défendu et restauré que par une mobilisation de classe, contre le gouvernement. Elle néglige tout aussi volontairement le fait que pour une organisation se réclamant du marxisme, la lutte spécifique contre le cléralisme ne se justifie pas seulement par le fait que l'Eglise constitue une force politique réactionnaire, mais d'abord, que cette force réactionnaire est fondée sur l'obscurantisme religieux...

"LA RELIGION EST L'OPIUM DU PEUPLE"

Frédéric Engels écrivait en 1875, à propos du programme du parti ouvrier allemand :

"Le Parti ouvrier avait là l'occasion d'exprimer sa conviction que la bourgeoisie "liberté de conscience" n'est rien de plus que la tolérance de toutes les sortes possibles de liberté de conscience religieuse, tandis que lui s'efforce de libérer les consciences de la fantasmagorie religieuse. Seulement on se complait à ne pas dépasser le niveau "bourgeois"."

Lénine en 1909 développait la même idée, définissant clairement ce que doit être le combat de l'avant-garde révolutionnaire :

"Rappelons que tout l'Anti-Dürhing d'Engels, lu en manuscrit par Marx, accuse Dürhing, matérialiste et athée, d'être inconséquent dans son matérialisme et de laisser des brèches ouvertes à la religion et à la philosophie religieuse. Rappelons encore que, dans son ouvrage sur Ludwig Feuerbach, Engels reproche à ce philosophe d'avoir combattu la religion non pour la détruire, mais pour la rénover, pour en imaginer une nouvelle, plus "élevée", etc..." La religion est l'opium du peuple." Cette sentence de Marx est la pierre angulaire de toute la philosophie marxiste dans la question religieuse. Le marxisme considère toutes les religions et toutes les Eglises contemporaines, les organisations religieuses de toutes sortes, comme des instruments de la réaction bourgeoise, destinés à abrutir la classe ouvrière et à perpétuer son exploitation."

Il stigmatisait plus loin :

"L'opportunisme du petit bourgeois ou de l'intellectuel libéral, qui craint de combattre la religion, oublie ce devoir, s'accommode de la foi en dieu, se guide non sur l'intérêt de la lutte de classes, mais sur de misérables petits calculs : ne pas froisser, ne pas repousser, ne pas effaroucher, selon le sage précepte : "Vivre et laisser vivre les autres", etc....etc."

Ces "misérables petits calculs", on les voit à l'oeuvre aujourd'hui dans l'affaire du tchador, exprimés par les Harlem Désir, Julien Dray, et tous ceux qui sont prêts à "assouplir" la laïcité de l'école devant les ultimatus du cléralisme islamiste.

Pour l'avant-garde révolutionnaire, pour le combat de la classe ouvrière la lutte contre l'emprise de l'Eglise, de toutes les Eglises, sur l'école, se justifie comme moment de la lutte contre l'emprise idéologique, obscurantiste de la religion, de toutes les religions, sur la jeunesse, et à travers elle sur la classe ouvrière, et c'est en cela qu'elle s'insère dans le combat politique général du prolétariat pour son émancipation et vers le socialisme.

Il ne peut être question, sans renier tout l'héritage du marxisme, de faire silence là-dessus, de défendre la laïcité "en soi", ou parce que "républicaine", "démocratique", etc... Il ne peut en être question, en tout cas, pour des militants trotskystes.

Allons plus loin : après la révolution d'octobre, "L'ABC du communisme, déjà cité, exprimait clairement, parmi les principes concernant l'organisation de l'enseignement en URSS :

"Il faut que le décret de séparation de l'école et de l'Eglise reste dans toute sa vigueur et l'Etat prolétarien ne doit faire aucune concession à l'esprit du Moyen Age. Ce qui a été fait dans ce domaine est encore insuffisant et les parents ignorants ont encore la possibilité d'estropier la mentalité de leurs enfants par les fables religieuses. Le pouvoir soviétique tolère la liberté de conscience pour les adultes. Mais cette tolérance se transforme chez les parents en liberté d'empoisonner leurs enfants avec le même opium dont l'Eglise les a empoisonnés autrefois. Les parents imposent à leurs enfants leur propre stupidité et leur propre ignorance, ils leur enseignent toutes sortes d'inepties et rendent ainsi extrêmement difficile le travail de l'école du travail unique."

"C'est un devoir important de l'Etat prolétarien que de soustraire les enfants à l'influence rétrograde de leurs parents. Le seul moyen radical, c'est l'éducation complète des enfants par la société. Mais il faut agir immédiatement et arriver rapidement non seulement à chasser la propagande religieuse de l'école, mais aussi à faire en sorte que l'école elle-même puisse passer à l'offensive contre la propagande religieuse dans la famille et qu'elle rende l'esprit de l'enfant insensible à toutes les fables religieuses auxquelles bien de grandes personnes croient encore et qu'elles présentent comme la vérité."

*

*

*

appel à la conciliation, à l'oubli de l'ancienne inimitié, décora solennellement les représentants du clergé catholique pour leur patriotisme. L'Etat et l'Eglise ont déjà conclu une entente et s'entraident mutuellement dans la lutte étrangère pour l'exploitation d'autres pays (dans la guerre avec l'Allemagne) comme dans la lutte à l'intérieur contre la classe ouvrière.

Cette réconciliation de la bourgeoisie avec l'Eglise se manifeste non seulement par le fait que la bourgeoisie fait table rase de ses anciennes devises de combat contre la religion et qu'elle cesse de lutter contre elle. Il y a mieux. Elle devient elle-même toujours davantage "une classe croyante". Les arrière-grands-pères des bourgeois contemporains de l'Europe étaient athées, libres penseurs, ennemis acharnés du clergé. Tout en restant athée, sans croire aux fictions religieuses et s'en moquant en cachette, la bourgeoisie contemporaine considère néanmoins comme nécessaire d'entretenir ces mensonges en guise de frein pour le peuple."

Maints faits illustrent cette analyse. Dans aucun autre pays capitaliste l'enseignement public n'a été développé indépendamment de "l'éducation" religieuse. En France même cette indépendance n'a cessé d'être battue en brèche, de façon brutale ou sournoise, par les gouvernements bourgeois. Ainsi, sous le gouvernement de Front Populaire cela fut fait sous l'égide de la "main tendue" aux catholiques que pratiquèrent le PCF de Thorez et la SFIO de Léon Blum.

Il faut ajouter que dès Jules Ferry la bourgeoisie française s'est efforcée de maintenir au sein de l'école, en la "laïcisant", la morale et l'idéologie de soumission et de dévouement à l'ordre

MARXISME ET "LAICITÉ"

S'en prenant aux socialistes français prêts à s'associer aux politiciens anticléricaux de la III^{ème} République, Rosa Luxembourg écrivait :

"Si les socialistes devaient prendre part sérieusement, sans prononcer un mot de critique, aux pitoyables simulacres de combat des parlementaires radicaux, s'ils ne proclamaient en toute occasion que les bourgeois mangeurs de prêtres sont avant tout des ennemis du prolétariat, le but propre de l'anticléricalisme républicain serait atteint, la lutte de classe serait frappée de corruption. Non seulement le combat contre la réaction cléricale resterait sans espoir, mais le danger qui, pour la République et le socialisme, résulte de l'accouplement de l'action prolétarienne et de l'action bourgeoise serait incontestablement plus grand que les inconvénients que l'on peut redouter des menées réactionnaires de l'Eglise." (Anticléricalisme et socialisme).

Ces lignes sont tout à fait actuelles. Tous les dirigeants du PS, quel que soit leur courant, du PCF, de la FEN, de la FCPE, de la Ligue de l'enseignement, de SOS-Racisme, etc... se disent hautement des "laïques" indéfectibles. Mais si parfois, au détour d'un discours, il leur arrive d'invoquer avec quelque nostalgie la séparation de l'Eglise et de l'Etat, il y a longtemps qu'ils se sont chargés de réduire la laïcité de l'enseignement à une idéologie de la "neutralité", fondée sur les principes républicains bourgeois : droits de l'homme, liberté de pensée, tolérance, respect de l'autre, démocratie, etc... pris, en soi, détachés de toute réalité historique et préservés de toute idée de

établi, garanties jusqu'alors par l'éducation religieuse : patriotisme, colonialisme, valeur morale du travail, légitimité de la propriété, connaissances historiques faussées, etc... Quelle qu'ait été depuis la recherche des enseignants, et en premier des instituteurs, pour se libérer ou atténuer ce contenu de classe, l'enseignement public en est imprégné. C'est particulièrement évident aujourd'hui : développement de l'idéologie de "l'esprit d'entreprise" ; campagnes de charité pour le "Tiers-monde" ; utilisation du bi-centenaire de la révolution française pour dénoncer sa période héroïque de 1792-94 et marteler l'idéologie de la grande "fraternité" que la fête de la fédération du 14 juillet 1790 a représentée.

La laïcité de l'école publique ne change pas sa nature de classe, comme pourvoyeuse de la main d'oeuvre dont le capitalisme a besoin, et aussi docile et passive que possible. Cela ne signifie pas pour autant que le mouvement ouvrier doive s'en montrer indifférent. Comme l'écrivait encore Rosa Luxembourg en 1898 :

"C'est au prolétariat français que revient (...) comme dans presque tous les pays capitalistes aujourd'hui, la mission de protéger les conquêtes historiques bourgeoises contre la bourgeoisie".

Mais le prolétariat et son avant-garde ne peuvent défendre ces conquêtes en partant des principes politiques et en reprenant à leur compte les idéologies de la bourgeoisie. En l'occurrence la défense de l'enseignement public, aujourd'hui, contre les atteintes et les prétentions du cléricisme à son égard ne peut être séparée de la lutte des classes : "on ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme".

lutte de classe. A partir de là il est facile de défendre, au nom des mêmes "principes" des positions pratiques contradictoires. La République, la tolérance, le respect de l'individu, la liberté, servent d'argument aussi bien à Lionel Jospin, Mitterrand ou SOS-Racisme qu'à Chevènement, à Barbarant et aux cinq signataires du pamphlet : "Profs, ne capitulons pas".

Cela n'a rien de véritablement étonnant. Par contre il est remarquable que c'est sur une ligne identique que se situe la Fédération des Cercles de Défense Laïque (organisation qui n'a d'ailleurs elle-même qu'une existence "de principe" et purement journalistique) et l'hebdomadaire Informations Ouvrières, sous la plume de Michel Sérac. Il écrit, pour exiger "aucune religion dans l'école publique" :

"En démocratie, la religion est affaire privée. (...) La République (doit) protéger la conscience et les droits de tous les citoyens. (...) Pour ceux des citoyens qui souhaitent séparer leurs enfants de ceux de l'Ecole Publique, il leur appartient de financer des écoles séparées où sont mêlés à la transmission des connaissances l'enseignement religieux (et) telle ou telle pratique. (...) Ces principes sont ceux de la démocratie depuis Condorcet."

Un peu plus loin : "Qui viole la neutralité (sic) laïque ?" (Informations Ouvrières n°1443 - 8 au 15 novembre 1989).

Une telle position, complètement identifiée à celle de la laïcité bourgeoise traditionnelle et réduite depuis plus d'un demi siècle

SOMMAIRE

C.P.S. n° 31 - 27 janvier 1990

- ◆ **ÉDITORIAL**.....p.1
 - Crises politiques.....p.1
 - Au RPR.....p.1
 - A l'UDF.....p.2
 - Au PS.....p.2
 - Au PCF.....p.2
 - Inquiétude.....p.3
 - Du pouvoir l'achat... ..p.3
 - ...A la grille des fonctionnaires.....p.4
 - A nouveau l'université.....p.4
 - Attaque contre les retraités... et feu sur les émigrés.....p.5
 - Sur qui s'appuie le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson.....p.5
 - Les vœux de Mitterrand : la participation.....p.5
 - Une politique, une perspective gouvernementale.....p.6

- ◆ **LE PROJET DE LOI QUILES : UN PROGRAMME POUR LE COMPTE DE LA BOURGEOISIE**.....p.7
 - Ce que prévoyait Prévost.....p.7
 - Le rapport Prévost avance masqué.....p.8
 - La concertation au service du gouvernement.....p.8
 - Les dirigeants des syndicats "participent".....p.8
 - Un dispositif de propagande.....p.9
 - Les dirigeants "jouent le jeu".....p.9

- ◆ **13 SEMAINES DE CONFLITS AUX CHANTIERS NAVALS DE SAINT-NAZAIRE**.....p.10
 - "Actions" morcelées... La direction prend l'initiative.....p.10
 - La grande "bousille".....p.10
 - Au nom de "l'unité", le contraire de l'unité.....p.10
 - Les dirigeants liquident le mouvement.....p.11

- ◆ **PRÉPARATION DU CONGRES DU PARTI SOCIALISTE : UN PARTI EN CRISE**.....p.12
 - De la "majorité de progrès" à "l'ouverture".....p.12
 - Fabius battu par Mauroy.....p.13
 - Le P.S. pris dans l'étau.....p.13
 - Offensive contre le P.S.....p.14
 - "Pluie de fer et de mitraille".....p.14
 - Les paroles et les actes.....p.15
 - A nouveau sur la déclaration de principe.....p.15
 - Un courant qui n'a pas tenu ses promesses.....p.16
 - Un parti ingouvernable.....p.16

- ◆ **POUR LE DROIT DES PEUPLES AZÉRI ET ARMÉNIEN A DISPOSER D'EUX-MEMES**.....p.17
 - La bureaucratie du Kremlin
 - reste la bureaucratie du Kremlin.....p.17
 - Lénine et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.....p.17
 - Nouvelle prison des peuples... ..p.18
 - ... Et revendications à l'indépendance.....p.18
 - Un coup monté.....p.18
 - Le combat se poursuit.....p.19

- ◆ **RÉVOLUTION EN ROUMANIE**.....p.19
 - Une révolution.....p.19
 - Bref historique.....p.20
 - D'où vient le CFSN ?.....p.20
 - Défense et consolidation de l'appareil d'Etat.....p.21
 - Ceausescu : un produit du stalinisme.....p.22
 - La nouvelle vague : origine, Pologne août 1980.....p.23
 - De l'est de l'Allemagne à la Roumanie.....p.23
 - La politique de l'impérialisme et du Kremlin.....p.24
 - En Roumanie : pour un congrès national des comités....p.24

- ◆ **DU TRAITÉ DE ROME À L'ACTE UNIQUE EUROPÉEN (3)**.....p.25
 - Mitterrand content de lui-même.....p.25
 - "Charte sociale" : un cadre vide ?... ..p.25
 - ...Pas tout à fait.....p.26
 - "François, vous avez la mémoire courte".....p.26
 - Mitterrand paie le prix.....p.27
 - Ce que redoute Mitterrand.....p.28
 - Les conditions de la CEE.....p.28
 - Développement de la CEE et parasitisme général.....p.29
 - Les frontières nationales non surmontées.....p.29
 - Mitterrand et la réunification allemande.....p.30
 - Antagonismes et contradictions irrépressibles.....p.31

- ◆ **ROSA LUXEMBOURG, MARX, BOUKHARINE ET PREOBRAJENSKI, ENGELS, LÉNINE : LA LAÏCITÉ ET LE PROLÉTARIAT**.....p.32
 - La laïcité de l'école en France : une réforme démocratique de la République bourgeoise.....p.32
 - La classe ouvrière et la séparation de l'Eglise et de l'Etat.....p.32
 - Marxisme et laïcité.....p.33
 - "La religion est l'opium du peuple".....p.34

*

*

*

